



En manque de toit

La problématique du logement est criante pour les bénéficiaires de protection internationale

Vergiftetes Klima

Die Maskenpflicht für Grundschulkinder ist umstritten. Eltern sorgen sich um den Zusammenhalt ihrer Schulgemeinschaft

Das Vermächtnis von Marcel Schlechter

Der älteste Gesetzentwurf im Parlament wurde diese Woche 35 Jahre alt. Er soll das Streikrecht bei der Bahn regeln

„Versuchskaninchen“

Am Montag beginnt der Prozess gegen WeDely. Der Plattform wird vorgeworfen, auf Schwarzarbeit zurückgegriffen zu haben

Dolchstoßlegenden

De Roberto I à Roberto II, la crise n'en finit pas pour l'Aleba

Scénario central(e)

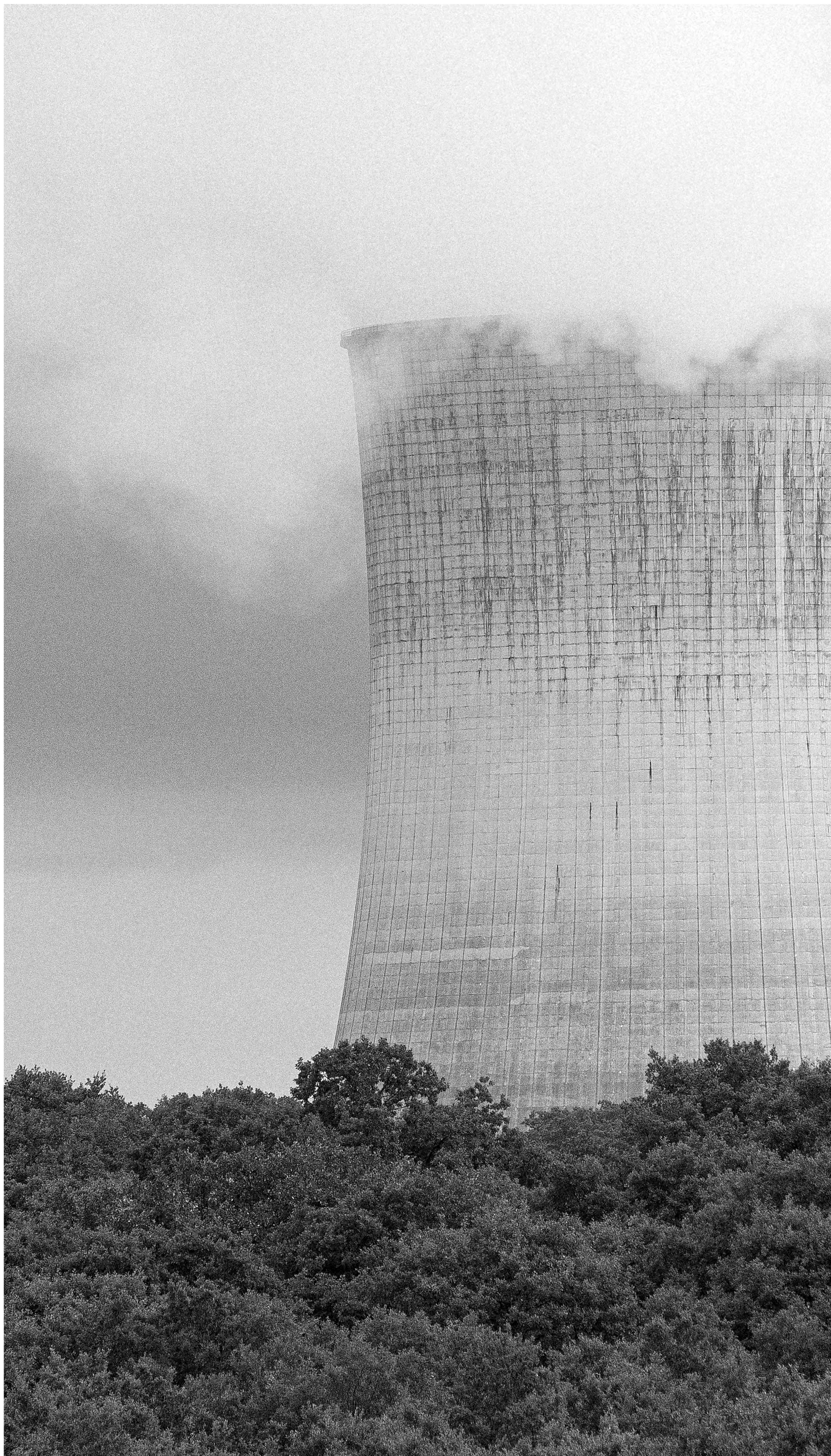
Les craintes liées à la centrale de Cattenom se réveillent en marge du dixième anniversaire de Fukushima et de la diffusion d'une docufiction choc. Le gouvernement a un plan

Photo : Sven Becker

COVID-19 Impfung

Das Wichtigste
auf einen Blick.

› S. 7



land

Unabhängige Wochenzeitung
für Politik, Wirtschaft und Kultur

#10

68. Jahrgang
12.03.2021



4,50 €

Scénario central(e)

Pierre Sorlut

Les craintes liées à la centrale de Cattenom se réveillent en marge du dixième anniversaire de la catastrophe de Fukushima et de la diffusion d’une docufiction choc. Le gouvernement a un plan

Luxemburgensiatomique Quatre réacteurs menacent une nation. À 8,5 kilomètres de la frontière luxembourgeoise, à 25 de Luxembourg-Ville, « Cattenom » (il s’agit initialement d’une commune) est la septième centrale nucléaire au monde en termes de puissance. C’est aussi « la centrale la plus proche d’une capitale européenne », relève le chef de la sûreté nucléaire Patrick Majerus dans *An Zéro*. Le film projeté dimanche soir dans le cadre du Luxfilmfest rouvre le débat sur ce qu’il adviendrait du Luxembourg et de ses habitants en cas d’accident nucléaire majeur. Dans les couloirs du cinéma Kinépolis, les spectateurs interrogés avant la séance ne se disent pas particulièrement inquiets par la réalisation d’un tel scénario. « On n’y pense pas tous les jours », confie Jessica, une Luxembourgeoise de trente ans. Normal, pour Claude : « Quand on prend le volant, on n’imagine pas qu’on va avoir un accident », analyse le quadra. Il se souvient néanmoins avoir vécu une alerte « à cause d’une fuite » alors qu’il était à l’école primaire. On n’en retrouve pas trace. En revanche, la littérature luxembourgeoise recèle de références au nucléaire, « un excellent reflet des préoccupations individuelles et collectives liées au danger des centrales », relève l’universitaire Sébastien Thiltges.

Dans une conférence organisée en décembre et en vue d’un colloque (en cours de préparation) prévu pour le mois de mai, Sébastien Thiltges recense des écrivains citoyens militants, comme Guy Rewenig ou Guy Wagner, qui ont écrit contre l’installation de la centrale de Cattenom ou de celle de Remerschen, projet finalement avorté à la fin des années 1970 alors que le programme français prenait corps, au mépris des considérations luxembourgeoises. À cette époque paraissent des poèmes engagés de René Welter, de Nico Graf ou encore de Jeannot Scheer, alias Phil Sarca. Dans *Uranium Plutonium Delirium*, publié en 1978, ce spécialiste de la littérature française écrivait (notamment) : « Face à cette mort devant la porte, face à cette mort qu’on nous importe, face à cette mort qui nous importe, messieurs les sinistres, messieurs les sévisseurs du peuple, veuillez avoir l’extrême obligeance de ne plus nous comparer à ceux qui au siècle dernier s’opposaient à l’implantation des chemins de fer pour protéger la psyché de leurs vaches ».

De « nombreux textes », comme *Schacko Klak* de Roger Manderscheid, mentionnent la centrale de Cattenom, « ce qui montre que le motif fait partie intégrante de l’imaginaire de la littérature luxembourgeoise », selon l’universitaire. Puis Fukushima a revigoré le style littéraire. Dans *Roughmix* de Roland Meyer (publié en 2015), Cattenom explose à la fin. Dans la nouvelle *Eng Stëmm an der Stëllt* de Yorick Schmit (2019), un vieil homme s’occupe d’animaux abandonnés dans le sud du Luxembourg, évacué après l’explosion de Cattenom. Vient encore *Luxembourg Zone Rouge* en 2019. Pierre Decock y narre une rupture dans le circuit primaire et le concours de circonstances qui s’en suit. « La procédure à suivre pour un incident de ce type avait été mille fois répétée. Mais tout a foiré. (...) La combinaison improbable, le risque infinitésimal. Dans le cœur, les matériaux en fusion venaient d’atteindre trois mille degrés. Puis la cuve s’est rompue. Ce jour-là, les vents soufflaient vers le nord-est. » L’auteur belgo-luxembourgeois détaille la vie du camp installé dans la Marne où les réfugiés du Grand-Duché se sont retranchés après le passage du nuage



Des joggeurs foncent vers Cattenom

mais parce que son effondrement intempestif absorberait les économies liées. Le Luxembourg est le domicile de 5 000 milliards d’euros d’actifs de fonds d’investissements et de 6 500 milliards d’euros logés dans des holdings (selon la récente enquête Openlux). Le lobbyiste Jean-Jacques Rommes abonde. « C’est bien plus que Lehman Brothers » dont la faillite en 2008 avait précipité la crise des *subprimes*. Gilles Trembley, ancien directeur d’Assuratome, caisse de garantie des opérateurs nucléaires français, confirme l’aléa : « Les assurances sont investies à droite et à gauche, y compris au Luxembourg ».

Retour en salle. Alexis Juncosa, directeur artistique du festival du cinéma, mène un entretien avec le réalisateur Julien Becker. Dans la partie fiction, relève l’organisateur de Luxfilmfest, on ne parle pas de Cattenom, mais de « la centrale ». La réalisation a cherché à juguler les risques de poursuites judiciaires de la part d’EDF, l’exploitant de Cattenom. Quelques intervenants mentionnent la bourgade où la centrale est installée, mais « les diffuseurs ont mis un petit frein là-dessus », confesse Julien Becker qui complète, côté français, qu’il s’agisse d’EDF ou gouvernement, « on n’a pas reçu de réponse à nos sollicitations ». Sont en revanche bien présents dans la salle les émissaires de l’exécutif luxembourgeois et le représentant de la radioprotection nationale, Patrick Majerus. Sollicité en début de semaine pour vérifier la plausibilité du scénario, l’expert en radioactivité (ingénieur et docteur), détaille benoîtement les développements possibles. Ce qui pourrait se produire pour les réacteurs présents en Europe, c’est une explosion d’hydrogène. Elle ferait sauter le toit de la centrale et les radionucléides s’échapperaient ainsi. En réalité, nous explique-t-on, l’explosion n’est pas l’élément qui caractérise un accident. Pour un accident nucléaire majeur (Ines 6 ou 7, les degrés de danger les plus élevés sur l’échelle internationale des événements nucléaires), il faut deux choses : une perte des moyens de refroidissement (alors le réacteur chauffe, son cœur fond et relâche les éléments radioactifs) et une perte du confinement (une voie à travers les murs du bâtiment réacteur qui permet aux rejets qui se forment à l’intérieur de sortir). Une fusion du cœur sans perte du confinement provoquerait aussi des rejets, mais d’un ordre de dix à cent fois moins importants. Dans ce cas on parlerait d’un accident grave, type Ines 5. Une explosion nucléaire comme Tchernobyl, intervenue en avril 1986 (soit exactement un an avant la mise en service du premier réacteur de Cattenom), est clairement exclue.

La division de la radioprotection reçoit sept ou huit déclarations d’anomalies par an en provenance de Cattenom, « par voie de SMS ou par un appel téléphonique » selon les termes de Patrick Majerus. Elles sont classées Ines 1. Les Ines 2, les « vraies alertes », toujours selon Patrick Majerus, interviennent environ tous les cinq ans. L’accident de Fukushima a atteint le degré sept, la première fois depuis Tchernobyl. Voilà maintenant dix ans depuis ce jeudi qu’un tsunami a provoqué la fusion de trois (des quatre) réacteurs de la centrale japonaise. L’événement a alors réveillé les craintes sur l’état des centrales et leur résistance à d’éventuelles catastrophes naturelles ou attaques terroristes. L’Autorité de sûreté nucléaire française avait alors passé en revue le parc de l’Hexagone et mené des stress tests.

« La procédure à suivre pour un incident de ce type avait été mille fois répétée. Mais tout a foiré. La combinaison improbable, le risque infinitésimal »

Pierre Decock, *Luxembourg Zone Rouge*

radioactif. « Dans ce camp vivent encore plus de cent mille personnes, des femmes, des enfants. Beaucoup de malades. Autant de gens qui chaque jour font la file pour l’eau, la lessive, les toilettes, le pain, le courrier. Le pays lulu en terre étrangère. Une réserve d’Indiens où nous sommes parqués, généreusement hébergés par un État français pris de remords. » Un camp dans la Marne que le narrateur, âgé d’une vingtaine d’années, quitte pour revenir sur ses terres luxembourgeoises, qu’il a connues enfant, voilà quinze ans... jusqu’à l’accident. Le récit est une sorte de *road trip* (à pied) sur des terres irradiées. C’est l’an quinze.

Trou noir En l’*An zéro* imaginé par Nima Azarmgin (et réalisé par Julien Becker et Myriam Tonelotto), les protagonistes subissent l’accident et ses conséquences sur l’État-nation luxembourgeois. Les questionnements théoriques s’agglomèrent dans un débat du monde réel intercalé entre les moments de fictions. Le ministre luxembourgeois de l’Énergie, Claude Turmes (Déi Gréng), s’interroge (à l’écran, mais il

assiste aussi à la projection) sur la survie de la nation luxembourgeoise et assure qu’un accident significatif à la centrale de Cattenom aura raison de « la substance politique et économique du Luxembourg », laquelle se concentre, avec des institutions européennes, à une vingtaine de kilomètres des réacteurs. Un pompier concède l’état d’impréparation irrémédiable des secours face au mouvement de panique potentiellement créé par une fuite ou une explosion radioactive. Le constitutionnaliste Luc Heuschling envisage l’installation du gouvernement provisoire dans une proche capitale d’envergure, une ville stratégique comme Bruxelles (il prévoit la disparition à terme de la langue de Dicks). Le directeur fiscalité de l’OCDE Pascal Saint-Amans (visiblement devenu le conteur bienveillant d’une histoire du Luxembourg en cours d’écriture) compare le pays irradié à une île confrontée à la montée des eaux, un territoire sanctuarisé qu’on ne retrouvera jamais. Assez ironiquement, le Français signale que le Luxembourg deviendrait le « trou noir de la finance internationale », non pas par l’opacité de son centre financier,

Fuckushima Le gouvernement luxembourgeois a lui décidé de revoir ses plans en cas d'accident nucléaire. Une nouvelle mouture a été arrêtée octobre 2014 (soit une alternance plus tard). D'un point de vue formel, la tortue qui illustrait les procédures a disparu du prospectus... et donc de l'imaginaire collectif éminemment naïf associé à la catastrophe. La version « grand public » du *Plan d'intervention d'urgence en cas d'accident nucléaire* (on imagine que la version gouvernementale est plus apocalyptique) prévoit d'alerter la population luxembourgeoise par le biais du réseau national des sirènes. Les services de secours dans les communes déclenchent alors une sirène spécifique. « Afin d'éviter une confusion avec l'alarme incendie (un son continu de trois minutes), la sirène déclenchée en cas d'urgence nucléaire consiste en trois types de signaux : la préalarme, l'alarme nucléaire et la fin d'alarme », lit-on dans le document.

« *Le plafonnement des indemnisations est un énorme cadeau fait aux opérateurs nucléaires. Maintenant le Luxembourg a une loi qui va forcer EDF et la France à payer les vrais dégâts* »

Claude Turmes, Déi Gréng

Une zone de planification primaire est pensée dans un rayon de quinze kilomètres autour de Cattenom en cas d'évacuation. Elle s'étend à 25 kilomètres si la prise d'iode de potassium, distribuée dorénavant à tous les ménages (et plus seulement dans les maternités) ou dans les écoles et la mise à l'abri sont ordonnées. Luxembourg-Ville est incluse. Walferdange est épargnée (comme le relève avec humour son illustre résidente Erna Hennicot-Schoepges, CSV, dans *An zéro*). « La zone de planification primaire est divisée en trois secteurs d'alarme : Est, Centre et Ouest. Cette division permet de déclencher les sirènes d'alarme séparément en fonction de la direction des vents et de l'urgence des mesures de protection qui s'imposent. Le but de cette division du territoire est de limiter l'alarme aux zones menacées afin de maintenir l'activité économique sur le reste du territoire », informe encore le document. La zone de planification secondaire couvre l'ensemble du territoire. Les structures d'accueil y seront déployées en cas d'évacuation... si la zone n'est pas irradiée. À nos interrogations sur d'éventuels bunkers pour protéger population et officiels, comme en Suisse par exemple, Patrick Majerus répond qu'il n'en existe pas.

Les procédures d'urgence consécutives à l'accident ont évolué. Relevons que les discussions relatives à la gestion post-accidentelle, c'est-à-dire les semaines et mois postérieurs à l'événement, stagnant, ce malgré l'installation en 2016 d'un groupe de travail ad hoc pour « un exercice de rationalisation bureaucratique de l'impensable » (*Land*, 11.08.2017). Fukushima a servi de « grand laboratoire », fait valoir Patrick Majerus, mais le Luxembourg suit essentiellement ce qui se passe en France où le Codirpa (Comité directeur en charge de l'élaboration d'éléments de doctrine pour la gestion de la phase post-événementielle d'un accident nucléaire ou d'une situation d'urgence radiologique, sic) multiplie les rapports (ce qu'on peut manger, où on peut aller, comment consommer, ce qu'il faut nettoyer après un accident nucléaire).

« Faire un plan est quasi impossible », se résigne le chef de la sûreté nationale. « Il faut mener un dialogue de société pour voir ce qui est acceptable », complète-t-il. Il faudra définir

et réajuster les zones, celles où on ne peut plus vivre et celles où on peut vivre en respectant quelques contraintes. « Pour définir ces zones, il faudra tenir en compte d'un côté l'exposition radiologique, de l'autre les conséquences non-radiologiques liées à une évacuation comme les aspects psychologiques liés à la perte de revenu qui eux-aussi impactent la santé », analyse Patrick Majerus, lequel confond parfois conditionnel et futur, comme nombre d'intervenants dans *An zéro*. Une législation votée en 2019 prévoit une valeur d'orientation pour décider des zones à reconquérir. Puis vient la question de la gestion des déchets radioactifs. Les décontaminations des rues et des maisons nécessiteraient la définition d'un lieu de stockage des matériaux contaminés. La crise du Covid-19 a apporté d'autres enseignements au service de la radioprotection, lequel compte actuellement une quinzaine de personnes dont la responsabilité première est de contrôler l'exposition aux radiations. La gestion de la pandémie est « un exercice en taille réelle » où l'on constate comment l'expertise est écoutée, comment les effectifs sont étoffés (pour le *tracing* notamment). « Ce serait nécessaire pour ma division », explique Patrick Majerus.

Game of Thrones Les recommandations formulées par l'ASN après Fukushima n'ont pas été mises en œuvre regrette l'organisation pro-environnement Greenpeace ce mercredi à la veille du dixième anniversaire de la catastrophe japonaise. « Sur la base des données disponibles publiquement et des réponses fournies par l'ASN, Greenpeace France est en mesure d'affirmer que le parc nucléaire français ne sera pas aux normes post Fukushima avant au mieux 2039, soit avec un retard de presque vingt ans », écrit l'organisation. Son spécialiste nucléaire, Roger Spautz, explique au *Land* ses inquiétudes eu égard Cattenom : « Pas mal d'anomalies et d'incidents. Le staff reçoit régulièrement des mauvaises notes de l'ASN. Il y aussi pas mal de bouchages des tubes des générateurs de vapeur », explique le Luxembourgeois.

« Personne ne peut offrir le risque zéro. Chaque jour où une centrale nucléaire tourne est un risque supplémentaire », commente Claude Turmes. « Les centrales nucléaires vieillissantes de Cattenom, de Tihange et de Doel représentent une menace importante pour la sécurité nationale. Des démarches déterminées seront entreprises auprès des autorités françaises et belges pour plaider la fermeture immédiate de ces centrales nucléaires à risque. Les moyens juridiques nécessaires pour pouvoir agir dans ce sens seront mis à disposition », est-il écrit dans le programme de coalition de 2018. Le gouvernement, par l'intermédiaire de sa ministre de l'Environnement (Déi Gréng), a fait voter l'an passé une loi sur la responsabilité civile en cas d'accident nucléaire.

Le Luxembourg n'a jamais signé les conventions de Paris et de Vienne ou le protocole de Bruxelles qui mutualisent la gestion du risque nucléaire. « On ne veut pas être solidaires avec les autres en cas d'accident. La franchise de 700 millions d'euros est beaucoup trop basse sachant que Fukushima est un accident qui va coûter autour de cent milliards », s'énervait Claude Turmes. « Le plafonnement des indemnisations est un énorme cadeau fait aux opérateurs nucléaires. Maintenant le Luxembourg a une loi qui va forcer EDF et la France à payer les vrais dégâts le cas échéant. » En marge de la diffusion d'*An zéro*, Carole Dieschbourg explique viser un changement de doctrine en Union européenne. Préalablement aux élections programmées en octobre en Allemagne, Claude Turmes raconte ses contacts réguliers avec ses homologues écologistes allemands dont il espère qu'ils rejoindront la coalition gouvernementale. « Le gouvernement allemand, qui sort du nucléaire en 2022, doit fixer sa politique ou sa doctrine », détaille le ministre qui, tous les jours depuis le *Héichhaus*, voit la centrale cracher sa fumée. Au conseil européen de décembre dernier, au bout de la nuit et à rebours des ambitions du président Emmanuel Macron, la chancelière Angela Merkel avait refusé que l'énergie nucléaire bénéficie des financements européens, une victoire pour les anti-nucléaires luxembourgeois (une position qui bénéficie du consensus politique) qui espère bien rallier d'autres nations. Tel est son scénario central. ●



Perspective luxembourgeoise sur la centrale française

Un film choc

Ce qu'il adviendrait pour le Grand-Duché si Cattenom explosait. Une docufiction qui donne froid dans le dos

Ça commence comme une journée normale. À Cattenom, en France, un couple se lève. Lui, jeune retraité (joué par Denis Jousset), répare la cafetière, avant même que sa femme (Colette Kieffer) puisse se faire un café. De ce côté-ci de la frontière, à Esch-sur-Alzette, un couple de jeunes cadres (Fabienne Hollwege et Luc Schiltz) prépare au pas de course le petit déjeuner pour leurs deux enfants avant de les amener à l'école puis de se rendre chacun au bureau. Juste après, dans le chic Limpertsberg, une jeune journaliste ambitieuse (Sophie Mousel) tente de convaincre sa grand-mère (Monique Reuter) de s'installer avec elle, à l'étranger, où elle aura davantage de débouchés professionnels. Puis leurs vies basculent. Un incident majeur se produit dans la centrale nucléaire de Cattenom. Un accident que les responsables de la structure vont essayer de régler en faisant appel à toutes les forces vives de la centrale, retraités et personne en congé inclus, mais qu'ils n'arriveront pas à maîtriser et que les habitants du Grand-Duché, comme ailleurs, apprendront d'abord sur la toile, à travers des « leaks » vidéo. Ces fuites créeront la panique avant que les informations officielles ne confirment l'accident.

Le scénario catastrophe fictionnel est né d'après une idée de Nima Azarmgin, écrit par Jean Huot et Jonathan Becker, puis a été réalisé par Julien Becker et « Myriam T » (en réalité Myriam Tonelotto qui, comme le *Journal* le révèle, ne veut pas voir son associé à un film dont le montage final aurait été modifié à la demande des diffuseurs Arte et NDR, ndlr.). La réalisation a décidé de ne pas choisir entre la fiction et le documentaire, mais au contraire de garder le meilleur des deux pour proposer in fine une docufiction de 85 minutes. « Dès le départ on s'est dit que si on n'avait qu'un aspect documentaire, ce serait assez froid et distant. Du coup, pour plonger vraiment dans le sujet on a pensé à une partie fiction qui amènerait de l'émotion », explique Julien Becker après la projection dimanche soir. Le film propose un va-et-vient régulier entre la vie des personnages de la fiction et des entretiens

face-caméra avec des spécialistes, en nucléaire, en droit, en écologie, en économie, en secours...

En tant que spectateurs on vit avec les personnages cette journée tragique dans les aspects les plus pratiques : Comment s'informer ? Qui croire ? Comment rentrer au plus vite ? Comment récupérer les enfants ? Partir ou rester ? Quoi prendre avec soi ? Comment ne pas paniquer ? Et bien évidemment on ne peut s'empêcher de se mettre à la place des personnages et chercher des réponses personnelles aux interrogations des protagonistes – mais où diable sont les pastilles d'iode ? Puis, on écoute les propos des différents experts sur les conséquences réelles d'un tel scénario. Un aspect documentaire qui étonne par sa mise en scène (une conversation fictive entre des intervenants qui ont été interviewés un à un, pandémie oblige) ou son aspect visuel et qui frappe par ses propos. Le Luxembourg pourrait-il vraiment disparaître en tant que pays ? Être évacué de manière totale et permanente ? Les Luxembourgeois pourraient-ils devenir un peuple de réfugiés parqués dans des camps en Belgique et en Allemagne ? Qu'en serait-il alors du gouvernement, de la richesse du pays, de la langue de Dicks... ?

Ces questions semblent totalement folles, et pourtant ! Sans vouloir être alarmistes, les experts donnent à comprendre que l'idée n'est pas totalement fantaisiste ; étonnement certains d'entre eux finissent par délaisser le conditionnel pour parler au futur de l'indicatif. Alors oui, *An zéro* donne froid dans le dos. Les personnes intéressées peuvent encore le découvrir, jusqu'à jeudi sur la plate-forme online du LuxFilmFest. Ensuite, une diffusion sur Arte est prévue fin avril – la date n'est pas encore officialisée selon Julien Becker. La programmation télé sera accompagnée par une application qui proposera aux personnes intéressées de vivre, eux aussi, la journée de la catastrophe au rythme des informations et messages officiels... Pour ceux qui voudraient vivre cette expérience de manière encore plus immersive et réaliste. ● Pablo Chimienti

LEITARTIKEL

Der Wider-spenstigen Zähmung

Ines Kurschat

Quo vadis, Internationaler Frauentag?, will frau fragen angesichts der Demo zum 8. März, oder zum feministischen Kampftag, wie es inklusiv heißt. Rund 1 000 Feminist/innen marschierten am Montag durch Luxemburgs Innenstadt, um eine gerechte Verteilung der Fürsorgearbeit, gerechte und gleiche Löhne sowie eine Arbeitszeitverkürzung bei vollem Lohnausgleich zu fordern. Ob das der Grund war, warum Arbeitsminister Dan Kersch (LSAP) ein Grußwort an die Teilnehmenden richten durfte? Mit von der Partie war Partei- und Kabinettskollegin Gleichstellungsministerin Taina Bofferding, die in ihrer Rede die antifeministischen Anwendungen der Rechtspopulist/innen des ADR attackierte.

Auf die magere Bilanz der Regierungskoalition gingen beide nicht ein. Wo ist das Gesetz, das Unternehmen zu mehr Transparenz bei der Entlohnung verpflichtet, um das Lohngleichheitsgesetz von Bofferdings Vorgängerin Lydia Mutsch in konkrete Aktion umzusetzen? Warum wird sexuelle Belästigung am Arbeitsplatz hierzulande so selten gerichtlich verfolgt und was tun die Minister/innen dagegen? Warum haben sie die Antidiskriminierungsstelle CET nicht mit einem Klagerecht ausgestattet? Wo sind die Steuererleichterungen für mehrfach belastete Alleinerziehende, was tut die Regierung gegen Teilzeitbeschäftigung, mit der Frauen auch in Zukunft trotz gestiegener Erwerbstätigkeit Altersarmut riskieren?

Der Ton auf der Demo sei militanter geworden, fand ein Journalist, der nach dem Skate-Workshop die Demonstrierenden begleitet hatte. Was militant daran ist, ausgerechnet jenen Verantwortlichen für den Stillstand Podium und Redezeit zu überlassen, damit diese den politischen Gegner attackieren und sich selbst profilieren, weiß wohl nur er. Ist es die Luxemburger Konsenskultur oder ist die finanzielle Abhängigkeit inzwischen so groß, dass Auftritte von Minister/innen zu Frauendemos dazu gehören? Getoptt wird die Zahmhaftigkeit nur noch vom Bühnenauftritt der Großherzogin auf einer Protestkundgebung der *Orange Week* gegen Gewalt vor zwei Jahren. Heute ist der feministische Ansatz intersektional (unterschiedliche Positionen sozialer Ungleichheit, wie Geschlecht, Hautfarbe, Einkommen werden in ihrem Zusammenwirken thematisiert). Doch der Tonfall ist eben nicht radikaler geworden, obwohl große Fortschritte in vergangenen Jahren ausblieben. Es scheint, als hat sich die Mehrheit damit abgefunden, dass es in der Geschlechterfrage mit Trippelschritten vorangeht.

Auch wenn wichtige frauen- und geschlechterpolitische Forderungen durchgesetzt wurden, wie die Ehe für alle, das Gesetz zur Einführung eines dritten Geschlechtseintrags oder die Aufnahme des Voyeurismusverbots ins Sexualstrafrecht – die vollständige Selbstbestimmung aller Frauen (auch der mit Behinderungen) über ihren Körper, Gewalt- und Diskriminierungsfreiheit sind nach wie vor nicht erreicht. Frauen sind besonders von spezifischen Gewaltformen, wie Partnerschaftsgewalt, Femiziden und sexualisierter Gewalt betroffen. Weit verbreiteter Sexismus verhindert weiterhin ihre gleichberechtigte Teilhabe: Sie leisten mehr unbezahlte Sorgearbeit, verdienen weniger, verarmen öfter und sind in Parlamenten und Vorständen deutlich unterrepräsentiert.

Es ist eine Errungenschaft, dass von weißen Akademikerinnen dominierte feministische Bewegungen sich öffnen, weil Afro-Luxemburgerinnen selbstbewusst ihren Platz einfordern. Teilhabe für alle Frauen ist erst erreicht, wenn sich Diversität konkret auch in Fraueninstitutionen widerspiegelt, wenn sich alle Gesellschaftsbereiche für sie öffnen. Solange Frauen für andere Frauen die Putzarbeit übernehmen, dies womöglich ohne Sozialversicherung und für einen Hungerlohn, während diese Karriere machen, kann von Schwesternschaft keine Rede sein. Feministisch zu sein ist mehr, als jedes Jahr auf die Straße zu gehen, Feminismus ist Alltagshandeln, heißt Aufbegehren gegen das Patriarchat immer und überall. Der Unterschied des Feminismus heute zu dem der 1980-er ist außer den T-Shirt-Motiven vielleicht auch der, dass sich viele Aktivist/innen damals als autonom, kapitalismus- und herrschaftskritisch verstanden und sie mit strategischen Bündnissen konkrete politische Forderungen gegen den Staat durchsetzten. Heute überlassen sie der Regierung die Bühne.

PANDEMIE

Schuman überall

Die Hôpitaux Robert Schuman – auf dem Bild die Kapelle im Hôpital de Kirchberg – machen weiter Schlagzeilen. Erst hatten sie schlechte Presse wegen der drei schon gegen Covid-19 geimpften Verwaltungsräte. Dann protestierte der Ärzteverband AMMD vergangene Woche, weil die Schuman-Trägerstiftung gemeinsam mit dem Schöfferrat von Junglinster die Einrichtung einer lokalen Poliklinik plant. Was, so die AMMD, dem Einstieg eines Finanziers in eine Struktur gleichkommt, die die AMMD am besten Ärztegesellschaften vorbehalten will, gerade damit sich kein großer Kapitalgeber dafür interessieren kann. Diese Woche schlugen die Wellen weiter hoch. Das *Wort* meldete, Schuman beschaffe hunderttausend zusätzliche Impfdosen. Wovon aber nur Verwaltungsratschef Jean-Louis Schiltz gewusst habe, als er sich vor zwei Wochen vor der Presse für seine frühe Impfung rechtfertigte. Die AMMD, vielleicht nicht unfroh, Schiltz wegen Junglinster am Zeug zu flicken, schrieb in einer Pressemitteilung, es sei „erstaunlich“, dass er diese „initiative d’envergure“ nicht auf seiner Impfpressekonferenz thematisierte. Dem *Wort* nach habe Schiltz am Mittwochabend in einer Verwaltungratssitzung die ganze Impfgeschichte dem Generaldirektor der Schuman-Spitäler, Claude Schummer, zuschieben und erklären wollen, dieser habe sowohl die drei Verwaltungsräte zur Impfung gedrängt als auch den Impfdosenkauf getätigt, „mit dem wohl weitere Einnahmen erzielt werden sollten“. Der Verwaltungsrat der Kliniken dementierte am gestrigen Donnerstag, dass „parallele Impfkampagnen organisiert würden“. Der Generaldirektor sei tatsächlich seit Montag nicht mehr an seinem Arbeitsplatz, doch das habe nichts mit der Impfung der drei Verwaltungsräte zu tun. Gerüchten zufolge ist der Medizinische Direktor der Klinik, Gregor Baertz, aussichtsreicher Nachfolger für den Generaldirektorposten. Jean-Louis Schiltz wollte gegenüber dem *Land* weder bestätigen, Schummer entlassen zu haben, noch dass Baertz dessen designierter Nachfolger sei. Allerdings dementierte Schiltz das auch nicht. Derweil hat ein Arzt aus den Schuman-Spitälern sich in einem Brief an den Collège médical über Dr. Baertz beschwert: Dieser sei verantwortlich für ein „Klima der Diffamierung und Mobbing“. Gegenüber dem *Land*, dem der Brief vorliegt, bestätigte der Collège médical, ihn erhalten zu haben, lehnte aber jeden weiteren Kommentar ab, da der beschwerdeführende Arzt bislang anonym ist. (Foto: Patrick Galbats). pf

Testen und Impfen

Je breiter gegen Covid geimpft wird, umso größer sind offenbar die organisatorischen Herausforderungen. LSAP-Gesundheitsministerin Paulette Lenert sagte am Donnerstag, die telefonische Impf-Hotline sei überlastet und bewältige um die 22 000 Anrufe am Tag. Lenert gab auf einer Presekonferenz Details zur dritten Phase des *Large-scale testing* bekannt, für welche die Abgeordnetenkammer am gestrigen Donnerstag das Finanzierungsgesetz verabschiedete: Es kämen verstärkt mobile Test-Teams zum Einsatz, und ergänzend zu PCR- werde auch auf Schnelltests zurückgegriffen. Das Laboratoire national de santé habe die Validierung verschiedener Schnelltests abgeschlossen. Jene, die über den Nasenkanal einen Rachenabstrich vornehmen, hätten am überzeugendsten abgeschnitten. Von dieser Art Tests würden nun mehr eingekauft, um etwa im Schulbereich eingesetzt zu werden. pf

Finanzierung gesucht

Um die Studie *Covid-Kids* der Uni Luxemburg auszudehnen und zu untersuchen, wie Kinder und Jugendliche in Luxemburg Schule und Freizeit im weiteren Pandemieverlauf erlebt haben, sucht das Forscherteam um Pascale Engel, Claudine Kirsch und Sascha Neumann Geldgeber. Das fehle bislang für eine Neuauflage, bedauerten sie während eines von Unicef organisierten Webinars am Dienstag, bei dem sie Ergebnisse der *Covid-Kids*-Studie präsizierten. Unicef hatte den ersten Teil der Studie mitfinanziert: Demzufolge hatte das Wohlbefinden der rund 700 befragten Sechs- bis 16-Jährigen während des *Lockdown* teils erheblich gelitten. So war die Lebenszufriedenheit von 96 Prozent vor der Pandemie auf 67 Prozent gesunken. Während 63 Prozent der Grundschulkinder angaben, sich gut mit dem *Homeschooling* zurechtgefunden

zu haben, lag der Wert bei den Sekundarschülern bei nur 44 Prozent. ik

P E R S O N A L I E N

Xavier Bettel,

Premierminister (DP), telefonierte am Dienstag aus Anlass des 130-jährigen Bestehens diplomatischer Beziehungen zwischen Luxemburg und Russland mit Präsident Wladimir Putin. Der vom Staatsministerium anschließend verbreiteten Presseerklärung zufolge würdigte der Premier „die freundschaftlichen Bande und den gegenseitigen Respekt“, die in den 130 Jahren aufgebaut worden seien, und empfahl Luxemburg als Drehscheibe für grüne Finanzen, als Testfeld für russische IT-Firmen und als potenziellen Partner im Weltraum. Über den Rechtsstaat sprach der Premier auch. Wie das Gespräch in diesem Punkt weiterverlief, teilte das Staatsministerium nicht mit. pf

Léon Gloden,

CSV-Abgeordneter und Nachfolger von Paul-Henri Meyers im parlamentarischen Institutionenausschuss, musste sich diese Woche vom Staatsrat sagen lassen, es ausgerechnet auf die Gewaltentrennung abgesehen zu haben. Gloden will mit einem Gesetzentwurf erreichen, dass fünf Abgeordnete den Staatsrat um eine Stellungnahme sowohl zu gesetzgeberischen Vorhaben als auch zu „toute autre question“ anrufen können. Aus dieser ungenauen Formulierung schloss der Staatsrat, dass alle möglichen Verordnungs-Entwürfe von Regierung, Gemeinden und öffentlichen Einrichtungen gemeint sein könnten; auch solche, die nie öffentlich gemacht werden. Und belegte den Entwurf mit einer *opposition formelle*. pf

Dan Codello,

Gemeinderat und früherer Schöffe von Esch/Alzette, hat einen

Schlussstrich unter seine fast 20-jährige lokalpolitische Karriere gezogen. Kommende Woche tritt er seinen Dienst als Koordinator für grenzüberschreitende und europäische Politik der Stadt Esch an, eine Stelle, die der Schöfferrat aus CSV, DP und Grünen ihm auf den Leib geschneidert hat. Nach dem unbequemen CSV-Rat Tom Bleyer im Juni 2020 ist der 45-jährige Codello bereits der zweite gewählte Politiker, der vom Gemeinderat in die Escher Kommunalverwaltung wechselt. Codello war 2002 für die LSAP nachgerückt und hatte sich 2013 in einer parteiinternen Kampfabstimmung gegen die bei den Wahlen 2011 besser platzierte Taina Bofferding das Amt des Personalschöffen gesichert. Wegen seiner Unfähigkeit, die Verhandlungen über den Kollektivvertrag für die Arbeiter der Südgemeinden zum Abschluss zu führen, war er 2016 bei der Escher LSAP in Ungnade gefallen. Nach den Kommunalwahlen 2017 verließ er die Sozialisten und nahm als unabhängiger Rat an den Sitzungen teil. Für Codello rückt der 27-jährige Ben Funck (LSAP) in den Gemeinderat nach. ll

W O H N U N G S B A U

Was der Fonds bringt

Im Laufe der nächsten zwei Monate will das Wohnungsbauministerium den ersten Tätigkeitsbericht des zum 1. April 2020 neu geschaffenen Wohnungsbau-Spezialfonds veröffentlichen. Der Fonds fasst zwar hauptsächlich zusammen, was früher auf viele Ausgabenposten im Staatshaushalt verteilt war, aber das sorgt für mehr Transparenz und Ausgabeneffizienz. Zum Beispiel umfassten früher die immer wieder aktualisierten Listen über staatliche bezuschussten Wohnungsbau stets auch Projekte, die noch nicht genehmigt waren. „Heute können wir sagen, dass im Haushaltsjahr 2020 Beihilfen von fast 96,5 Millionen Euro erteilt wurden“, erklärt Mike

Mathias, Generalkoordinator im Wohnungsbauministerium. Laut einem Zwischenbericht vom Oktober 2020 bezuschusste das Ministerium zum damaligen Stand den Bau von 3 600 Wohnungen in 308 verschiedenen Projekten mit insgesamt 550 Millionen Euro. pf

M E D I E N

Wie gehabt

Der parlamentarische Medienausschuss nahm am vergangenen Freitag Änderungen am Gesetzentwurf über die Reform der staatlichen Pressehilfe an. Sie soll sich künftig nicht mehr an der Menge der gedruckten Seiten, sondern journalistische Qualität über eine jährliche Beihilfe pro Vollzeit-Journalist/ in fördern. Diesen Betrag beließ der parlamentarisch Ausschuss unverändert bei 30 000 Euro. Er gab damit nicht den Wünschen von Herausgeberverband Almi, Journalistengewerkschaft ALJP und dem Presserat nach, die das zu wenig genannt hatten. Damit droht die neue Pressehilfe, Arbeitsverhältnisse in Selbstausbeutung stärker zu fördern als Qualitätsjournalismus. Und die klassischen Printmedien unter Druck zu setzen, zur Online-Publikation zu wechseln, bei welcher der Aufwand für Druck und Vertrieb entfällt. pf

Blog

En manque de toit

France Clarinval



Bagages d'une famille irakienne dans

la chambre où ils vivaient à quatre, en 2018

Lors de sa fermeture en 2015, l'ancienne maternité, située route d'Arlon à Luxembourg, a été transformée en centre d'accueil et d'hébergement pour réfugiés. 110 places sont aménagées dans cette structure gérée par la Croix-Rouge. « Au courant de l'année, la structure d'accueil sera fermée », confirme Sandy Fournelle responsable de la communication de l'Office national de l'accueil (Ona) à la demande du *Land*. « C'est la vie classique et logique des foyers : on en ouvre et on en ferme régulièrement en fonction de l'état des bâtiments et des accords avec les communes », ajoute-t-elle en parlant de 66 lits qui vont ouvrir à Bascharage le mois prochain. « Tous les intervenants actifs à l'ancienne maternité (Ona, Service Migrants et Réfugiés, Lisko, l'Office sociale de la Ville de Luxembourg, etc.) soutiennent les BPI qui y résident actuellement pour les aider à trouver un logement durable », affirme la Croix-Rouge.

Comme dans beaucoup de foyers, une grande partie des personnes qui vivent dans l'ancienne maternité ne sont plus des DPI (demandeurs de protection internationale), mais des BPI (bénéficiaires de protection internationale), des personnes ayant obtenu leur statut de réfugié. Selon les chiffres communiqués par l'Ona, à la fin février 2021, 1 580 des 3 582 lits occupés dans les centre de l'Ona l'étaient par des BPI, soit 44,1 pour cent de personnes qui devraient pouvoir quitter les structures d'hébergement et vivre comme n'importe quel citoyen du Luxembourg. Ils payent une participation mensuelle aux frais (logement, nourriture, chauffage, wifi...), calculée en fonction de la situation du BPI : revenu d'inclusion sociale (Revis) ou travail rémunéré, personne célibataire ou famille (avec combien d'adultes et d'enfants), allocations familiales...

Trouver un logement décent à prix abordable sur le marché privé est un casse-tête pour une grande partie de la population du Luxembourg. Il est bien évident que c'est encore pire pour les BPI qui ont en outre des difficultés à trouver un emploi et qui doivent souvent faire face à des préjugés ou du racisme. « Et pendant cette période de crise sanitaire, c'est encore plus compliqué et plus long », reconnaît Sandy Fournelle. Aussi, offices sociaux, Agence immobilière sociale, Société Nationale des Habitations à Bon Marché, Fonds du logement et associations assistent les BPI dans leur recherche de logement.

La Croix-Rouge, comme Caritas ont mis en place des services spécifiques : le Lëtzebuurger Integratiouns a Sozialkohäsiouns Zenter (Lisko) pour l'un et le Logement pour l'inclusion sociale (LogIS) pour l'autre. Ils ont chacun pu aider quelque 600 personnes avec environ 200 unités de logement de part et d'autre, disséminés dans tout le pays. Il s'agit d'accompagner les BPI dans leur recherche de logement en étant en contact avec les propriétaires ou les agences immobilières ou, dans une grosse moitié des cas, en mettant en place la gestion locative sociale. Dans ce cas,

La problématique du logement est criante pour les bénéficiaires de protection internationale

L'ONG signe le bail et loue à ses bénéficiaires à un prix modéré. Un accompagnement social des bénéficiaires est également proposé. Les ONG mettent en place un des formations et ateliers pour comprendre comment s'y prendre pour trouver un logement sur le marché privé, détailler ce qu'est un bail ou un état des lieux, comment s'intégrer dans la vie locale. Le service Lisko se porte même financièrement garant du loyer pendant un an, si la personne remplit une série de conditions (revenus, épargne, participation aux workshops...).

Population solidaire

« Les associations et les ONG jouent le jeu, elles font ce qu'elles peuvent, mais ça ne suffit pas et le gouvernement compte sur la générosité et la solidarité de la population », s'empare une professeure confrontée presque tous les jours aux difficultés de ses élèves et anciens élèves. « Ils sont baladés de foyer en foyer, on leur dit simplement de s'inscrire sur une liste d'attente pour un éventuel logement social, ils sortent de la scolarité pour gagner leur vie... », énumère celle qui en vient parfois à loger des jeunes chez elle.

La solidarité de la population, Marianne Donven connaît bien. Avec son association Oppent Haus, 137 personnes ont trouvé des logements dans des familles du Luxembourg. « On pourrait encore aider d'autres personnes, mais on se heurte à la question de la communauté domestique qui ne permet plus de toucher le Revis après un an dans une famille », regrette-t-elle. Pour éviter les abus, la loi du Fonds de solidarité, qui distribue le Revis, indique que les personnes vivant à la même adresse sont considérées comme un même ménage dont les revenus sont examinés ensemble pour l'octroi ou non du Revis. Une latence d'un an est cependant accordée. « J'ai vu le cas d'un Syrien de soixante ans, qui ne pourra donc plus travailler, qui a refusé un hébergement dans une grande maison pour ne pas perdre son seul revenu. Il vit maintenant dans une chambre au-dessus d'un café. C'est quand même très dommage », relate-t-elle.

« C'est un problème dont je suis consciente et pour lequel j'insiste qu'on trouve une solution », répond Corinne Cahen, la ministre de la Famille (DP) vis-à-vis du *Land*. « Il faut faire évoluer la loi pour que ces cas puissent être pris en compte, en s'appuyant sur les associations avec lesquelles nous travaillons et en qui nous avons confiance. Nos juristes planchent sur la question ».

D'autres associations apportent des réponses comme le WG Projet de l'asbl Life. « Nous avons pu conclure vingt colocations dans une quinzaine de communes avec une centaine de personnes, dont trente BPI », relate Gary Diderich et Nathalie Reuland, qui démontrent ainsi « à quel point de telles initiatives privées aident à combler au manque structurel de logements pour ces personnes et contribuent à leur intégration ». L'association est l'interlocutrice des propriétaires et le signataire du bail, elle propose ensuite des contrats individuels à chaque colocataire, ce qui leur permet d'être considérés séparément et de ne pas tomber dans la communauté domestique décriée plus haut.

Travail en amont

« Le travail d'intégration doit commencer dans les foyers avec l'apprentissage des langues ou le suivi scolaire pour que les BPI deviennent autonomes le plus vite possible. Nombreux sont nos résidents qui appréhendent la sortie du foyer et de devoir vivre seuls dans un logement, livrés à eux-mêmes dans une société souvent très différente de la leur où ils n'ont que peu de repères », soutient Jérémie Langen, responsable de service Foyers DPI chez Caritas. « Vivre longtemps en foyer peut mettre à mal la motivation d'intégration de départ, puisqu'il faut composer avec des conditions de vie compliquées. Un homme ne peut y tenir son rôle de père : il n'a pas le droit de travailler pour subvenir aux besoins des siens », abonde Marc Josse, Chargé de direction du Lisko (dans le *Crossroads*, le magazine de la Croix-Rouge).

C'est précisément ce que dénoncent et regrettent de nombreuses associations qui viennent en aide aux réfugiés. « Il y a une tendance paternaliste dans l'encadrement des réfugiés qui nuit à leur autonomisation », martèle Frank Wies, avocat, membre de la Commission consultative des droits de l'Homme et du Lëtzebuurger Flüchtlingsrot. « On leur interdit de travailler. On préfère leur donner des aides matérielles (foyer, repas...), plutôt que du travail (seulement 22 autorisations d'occupation temporaire ont été délivrées en 2020, ndlr) ou de l'argent qu'ils pourraient gérer et gagner ainsi en autonomie. Il faut cesser d'infantiliser les réfugiés et les préparer au plus vite à la suite pour les considérer comme des citoyens à part entière. »

Ginette Jones, présidente de l'Entente des Offices sociaux suggère une approche « audacieuse et anti-bureaucratique » et propose de remplacer le dispositif existant de la garantie locative par un « crédit garantie locative », immédiatement accessible à la personne lors d'une location et de créer un « crédit accès logement » dans le cadre du Revis, mobilisable sur base d'une enquête sociale et de la demande formulée par la personne elle-même. Des réflexions qui doivent être menées au niveau du gouvernement, de manière interministérielle (Famille, Affaires étrangères, Logement, Travail...). ●

ZUFALLSGESPRÄCH MIT DEM MANN IN DER EISENBAHN

Über Mietsenkungen

Das *Luxemburger Wort* meldete am 21. März 1871 eine Wiederauferstehung von den Toten: „In Paris herrscht und gebietet nämlich der socialistische Aufstand, die rothe Republik, die Republik von 1793, die Republik Robespierres und Marats.“

Nächsten Donnerstag werden es 150 Jahre, dass das Volk von Paris und die Nationalgarde, die die Stadt gegen die preußische Belagerung verteidigte, die Macht übernahmen. Eine Woche später fanden Wahlen statt, die Commune de Paris wurde proklamiert. Es war ein noch nie dagewesenes Parlament von Metallarbeitern, Schustern, Buchbindern, Schriftsetzern, Hutmachern, Färbern... Sie waren rechenschaftspflichtig und abberufbar. Hierzulande bestehen das Parlament und die Regierung aus Beamten und Rechtsanwälten. Sie haben Demokratie zu ihrem Gewerbe gemacht.

Paris war eine Weltstadt. Dort lebten zahlreiche Immigranten. Viele nahmen am Aufstand der Commune teil: „Belges, Luxembourgeois, Suisses et Italiens sont les plus nombreux“, heißt es in dem neuen Handbuch *La Commune de Paris 1871. Les acteurs, l'événement, les lieux* (S. 525).

Zu den ersten Amtshandlungen der Commune gehörte die Senkung der Wohnungsmieten. Bei allen Klagen über die ständig steigenden Mieten bleibt das hierzulande unvorstellbar. Die von ihren geflüchteten Besitzern verlassenen Pariser Wohnungen wurden beschlagnahmt und Wohnungssuchenden überlassen. Hierzulande soll es zwischen 10 000 und 20 000 leerstehende Wohnungen geben. Die Habseligkeiten im Pfandhaus Mont-de-piété wurden den Schuldnern kostenlos zurückerstattet. Lobbyisten warnen in der Corona-Krise eindringlich vor einem Schuldenerlass.

Die Commune schuf die Wehrpflicht ab. Dazu brauchte Luxemburg 96 Jahre länger. Die Commune trennte Kirche und Staat, führte einen laizistischen Schulunterricht ein. Das kam hierzulande 144 Jahre später. Lohnneinhalte in den Betrieben wurden verboten, ebenso die Nachtarbeit in den Bäckereien. In Luxemburg bleibt beides erlaubt. Kriegsversehrte erhielten eine Rente. Zur Versorgung der ausgehungerten Bevölkerung wurden Nationalmetzgereien geschaffen. Mädchen wurden zum Berufsunterricht zugelassen.

Angesichts solcher Ungeheuerlichkeiten holtten die vermögenden Bürger und alten Adligen zum Gegenschlag aus. Ihre

Regierung in Versailles ließ Geiseln erschießen und die Hauptstadt bombardieren. Die Commune nahm Geiseln, richtete „Reaktionäre“ hin und unterdrückte ihre Zeitungen. Gleichzeitig wurde die Guillotine als Symbol des alten Unrechts verbrannt.

Die Pariser Commune trennte Kirche und Staat. Das kam hierzulande 144 Jahre später. Zu ihren ersten Amtshandlungen gehörte die Senkung der Wohnungsmieten. Darauf warten viele noch heute

Dann wurde der kurze Traum der Arbeiter, Marktfrauen und Handwerker im Blut ertränkt. Nach der *Semaine sanglante* applaudierte das *Luxemburger Wort*: „Daß die versäiller Truppen diesen Unmenschen keinen Pardon gaben, wer wollte ihnen das zum Verbrechen anrechnen? Furchtbar haben sie unter der Pariser Canaille aufgeräumt; bis zum 22. Mai wurden 12 000 Insurgenten verwundet und getötet und vom 22. bis 28. Mai wurden ihrer über 10 000 getötet“ (1.6.1871). Noch mehr wurden eingekerkert oder nach Neukaledonien deportiert.

Binnen nur 72 Tagen hatte die Commune Unvorstellbares vollbracht: Unter dem Feuer preußischer und versäiller Truppen hatte sie Wahlen veranstaltet und öffentliche Dienstleistungen gesichert. Sie hatte eine neue Form von Volksherrschaft eingeführt. Die sorgte dafür, dass soziale Reformen nicht erst einmal aufgeschoben wurden. Nach der Niederschlagung der Commune sollten manche dieser Reformen noch hundert Jahre lang in den Wahlprogrammen stehen.

Jedes Jahr schickt die hauptstädtische LSAP eine kleine Abordnung zum Grabstein zweier Kommunarden auf dem Siechenhof. Vielleicht um zu überprüfen, ob sie wirklich tot sind. Dass das *Luxemburger Wort* nicht noch einmal die Wiederauferstehung der „rothen Republik“ melden muss. ● Romain Hilgert



Kundgebung für erschwinglichen Wohnraum im Oktober 2020

Die Waldorfschule in Luxemburg-Limpertsberg

Sven Becker



betont dagegen Meisch. Dass Erwachsene Regeln hinterfragen, sei „ihr gutes Recht“, so Meisch, der hofft, „dass Eltern ihre Kinder nicht zum Spielball ihrer Überzeugungen machen“ und sich an die sanitären Empfehlungen halten. Vergangenen Freitag beschloss die Regierung, ab 3. April soll das Maske-Tragen für alle Kinder ab Zyklus 2 gesetzlich gelten. Maskenpflicht, Fernunterricht, Schulschließungen waren bislang nicht im Covid-Gesetz verankert gewesen; nicht nur die Opposition, auch die Menschenrechtskommission CCDH hatte dies wiederholt beanstandet, da es Rechtsunsicherheiten schaffe. Bisher hätten sich Lehrer, Eltern und Kinder weitgehend an die Empfehlung, Masken zu tragen, gehalten, auch ohne dass es dafür eine gesetzliche Basis gab, heißt es aus dem Bildungsministerium.

Wackelige Rechtsbasis Andere Maßnahmen, wie die Kann-Regelung, Schulen im Falle hoher Infektionszahlen kurzfristig schließen zu können, zog Meisch am Mittwoch wieder zurück, nachdem der Staatsrat sie wegen verfassungsrechtlicher Bedenken kritisiert hatte. „Ein Skandal“, findet die CSV-Abgeordnete Martine Hansen: „Ein Jahr nach der Pandemie fehlt für das Gros der Corona-Regeln für die Schulen weiter eine Rechtsbasis. Das passt nicht zu unserem Verständnis von Rechtsstaatlichkeit“. Es brauche in der Pandemiebekämpfung Flexibilität, sagt indes Lex Folscheid, Erster Regierungsberater im Bildungsministerium.

Der Widerstand insbesondere gegen den Mund-Nasen-Schutz bei Grundschulkindern ist indes vielleicht weiter verbreitet, als dem Minister bewusst ist. In geschlossenen Facebook-Gruppen hinterfragen Erwachsene Sinn und Zweck des Mund-Nasen-Schutzes. Auch Lehrer befinden sich unter den Kritikern: Ein Lehrer des Lycée Ermesinde schreibt beispielsweise von „Gleichschaltung der Medien“, „Corona-Panik“ und wettert in einer knapp tausend Mitglieder zählenden FB-Gruppe von Lehrern, Eltern und Erziehern gegen die staatlichen Corona-Schutzmaßnahmen.

Den Anfang hatten 120 Lehrkräfte gemacht, die sich per Anwalt in einem anonymen Brief an den Schulminister gegen die Maskenpflicht für Kinder ab sechs Jahre wandten. Einer von ihnen, Marc Hilger, Gründer der inklusiven Ganztagschule Eis Schoul auf dem Kirchberg, hatte sich als Unterzeichner zu erkennen gegeben. In einem Bürger-Videoportal trug Hilger zunächst Argumente vor, warum er und Kollegen die Maske nicht tragen wollten. „Weil das Tragen von Masken „ganz unangenehm ist, um mit den Kindern zu arbeiten.“ Als „Sekundäreffekt“ führte er „chemische Stoffe“ an, die in Lungen gelangten, und fragte, wer die Verantwortung für Folgen übernehme. Hilger nannte daneben auch pädagogische Argumente, etwa die Schwierigkeit, sich akustisch zu verständigen, und zeigte sich besorgt darüber, wie sich die Distanzregeln auf Dauer auf die Sprachentwicklung und das Miteinander auswirken – Bedenken, die von Hilger mit Behauptungen wie, Masken würden „gar nichts bringen“, vermischt wurden.

Inzwischen sind die Rechtspopulisten der ADR auf den Zug aufgesprungen und versuchen, aus Pandemie-Müdigkeit und Masken-Streit politisches Kapital zu schlagen: Im Partei-Videoportal interviewt Ex-Fernsehjournalist Dan Hardy den kontroversen Lehrer Hilger, der sich auf eine deutsche Studie beruft, laut der angeblich ein Drittel der Kinder von den Masken psychische Schäden davontrage. Eine Studie zum Wohlbefinden der Kinder während der Pandemie in Deutschland gibt es tatsächlich: Demnach leiden rund 33 Prozent der Kinder an einer verringerten Lebensqualität; bei 18 Prozent wurden psychische Auffälligkeiten festgestellt, wie Angst und Einsamkeit. Allerdings geht es in der Studie gar nicht um den Mund-Nasen-Schutz, sondern um die psychischen Folgen der Pandemie allgemein – dass es diese gibt, ist unter Kinderärzten/innen und Kinderpsychologen/innen unumstritten. Die Covid-Kids-Studie der Uni Luxemburg war nach dem ersten Lockdown im Frühjahr zu ähnlichen Ergebnissen gekommen.

Falschbehauptungen Luxemburger Maskengegner/innen verweisen gerne auf den Fall Avrox. Das belgische Fernsehen RTBF hatte aus einer vertraulichen Studie des nationalen öffentlichen Gesundheitsinstituts zitiert, wonach in weißen Atemmasken der in Luxemburg ansässigen Firma Avrox gesundheitsschädigende Nanopartikel gefunden worden waren. Die Masken wurden vorsorglich aus dem Verkehr gezogen; die Warnung der Gesundheitsbehörde wird jedoch meist nicht korrekt wiedergegeben: Das erhöhte Risiko von Lungenerkrankungen gilt laut einem Toxikologen der Uni Louvain UCL vor allem für Menschen, die bereits an chronischen Atemwegserkrankungen leiden. In Luxemburg sind die weißen Avrox-Stoffmasken laut Gesundheitsministerium nicht im Umlauf.

Während der Lehrer auf Facebook Beifall bekam, sorgte der Vorstoß an seiner Schule für gemischte Reaktionen. „Es ist nicht gut, wenn unsere Schule negativ auffällt“, so ein Vater, der seinen Namen nicht in der Zeitung lesen will. Eltern haben in der Schule und bei der Regionaldirektion interveniert. Nach innen stellte Schulpräsidentin Julie Pixius klar, das Interview zeige auf keinen Fall die Position von Eis Schoul. Marc Hilger spreche in eigener Sache und nicht für die Schulgemeinschaft.

Eltern, die selbst zur Covid-19-Risikogruppe zählen, haben Angst. Sie überlegen, ihre Kinder zuhause zu unterrichten, aus Furcht vor Ansteckung. Das Misstrauen untereinander und gegenüber dem Lehrpersonal wächst. „Der Konflikt wird ideologisch geführt und zerreißt inzwischen die Schulgemeinschaft“, ärgert sich eine Mutter. Das fällt auf: Der Schutz von Risikogruppen taucht in den emotional geführten „Debatten“ oft nicht oder nur am Rande auf, Betroffene ziehen sich zurück. Die Waldorf-Schule schreibt auf Land-Nachfrage: „Seien

Sie versichert, sollte sich die Situation stellen, unsere Maßnahmen sind inklusiv und gehen auf die Bedürfnisse jedes/jeder Einzelnen ein“ und nennt das Vertraulichkeitsgebot als Grund, warum es die Land-Frage nicht beantwortet, ob es Risikopersonen an der Schule gebe (wie dem Land berichtet wurde) und wie diese konkret geschützt würden.

Fachleute betonen, dass chirurgische Masken in erster Linie das Gegenüber vor der eigenen Atemluft und Tröpfchenflug schützen: Wer einen Mund-Nasen-Schutz verweigert, profitiert wohl von der solidarischen Geste des Gegenübers, der eine Maske trägt, gefährdet mit seiner Verweigerung aber möglicherweise andere. Bloß: Wie erreichbar sind die Skeptiker/innen noch für wissenschaftliche Argumente? Einige stellen selbstbewusst seitenlange Gegenrechnungen zu den Analysen der Forscher-Taskforce auf, behaupten (Meta-)Studien zur Wirksamkeit von Masken seien fehlerhaft – und haben doch nicht den Mut, die teils skurrilen „Beweisführungen“ mit eigenem Namen zu unterschreiben. Andere führen Grundschulen wie Schiffingen, Petingen oder Waldbillig, die wegen hoher Infektionszahlen kurzzeitig schließen mussten, als Beleg dafür an, dass Masken nichts brächten – und blenden aus, dass die Ursache für die rasante Verbreitung des Virus nicht so einfach festzustellen ist: Regierungsberater Lex Folscheid sagt auf Nachfrage, es gebe Hinweise darauf, dass sich das Virus dann besonders rasch verbreiten könne, wenn sich nicht strikt an die sanitären Maßnahmen gehalten werde, zum Beispiel in der gemeinsamen Pause, beim Mittagessen, während der Mitfahrgelegenheit oder bei schlechter Belüftung.

Wie erreichbar sind die Corona-Skeptiker/innen noch für valide wissenschaftliche Argumente?

Eine aktuelle Studie der Universität Tokio testete das Tragen unter lebensnahen Bedingungen: Zwei Testpuppen (einmal mit, einmal ohne Maske) wurden in einem geschlossenen Raum gesetzt, von der eine echte Coronaviren über ein Atemgerät ausatmete, während die andere das Einatmen simulierte. Luftmessungen danach zeigten, dass die filternden FFP-2-Masken, Einweg-Mundschutze und auch die Baumwollmasken allesamt schützende Effekte aufweisen. So kann eine selbstgenähte Stoffmaske helfen, die Virenaufnahme um 17 Prozent zu reduzieren, ein Einweg-Schutz verminderte sie sogar um 47 Prozent und eine eng anliegende medizinische Schutzmaske filterte 79 Prozent der Viren heraus. Außerdem kann das Tragen einer Stoffmaske oder eines OP-Mundschutzes die Übertragung auf Andere um über 70 Prozent verringern. Das Experiment zeigte zudem, dass beidseitiges Maskentragen zusammenwirkt und die inhalierte Virenmenge auf unter zehn Prozent begrenzen kann.

Vehemente Gegner/innen wird vermutlich auch das nicht überzeugen. Andere verweisen auf das niedrige Risiko von Kindern, an Covid-19 zu erkranken. Es stimmt: Kinder und Jugendliche sind, wenn, eher asymptomatische Virenträger, sie zeigen oftmals keine typischen Symptome. Erkranken sie doch, haben die meisten einen milden Krankheitsverlauf. Allerdings: Studien über ihr Ansteckungsrisiko kommen zu unterschiedlichen Ergebnissen. Einer Analyse des Münchner Helmholtz-Zentrums und einer der Uni Wien zufolge können Kinder das Virus verbreiten genauso wie Erwachsene und es an Personen weitergeben, die dann vielleicht schwer erkranken. Andere Studien belegen, dass gerade Kleinkinder sich weniger oft anstecken und das Infektionsrisiko mit dem Alter zunimmt. Der Mund-Nasen-Schutz soll helfen, sie zu schützen und das Übertragungsrisiko zu senken. Das räumt auch Michael Schulz von der Waldorfschule ein: „Wir erkennen an, dass ein Mund-Nasen-Schutz eine wichtige Rolle dabei spielt die Verbreitung des Virus zu begrenzen“, schreibt Vereinspräsident Schulz. Versetzte Pausen, Plexiglasscheiben, regelmäßiges Händewaschen, Unterricht an der frischen Luft und regelmäßiges Lüften sollen das Ansteckungsrisiko verringern.

Für Claude Meisch sind die schulischen Corona-Schutzmaßnahmen Bedingung dafür, dass die Schulen trotz sich schneller verbreitender Virusmutationen weitgehend geöffnet bleiben können: „Die seit einigen Wochen recht stabilen Infektionszahlen in den Schulen belegen ihre Wirksamkeit.“ Im Herbst stand der Bildungsminister wochenlang unter Beschuss; ihm wurde ihm vorgeworfen, trotz anhaltend hoher Infektionszahlen, vieler Covid-19-Kranker und Verstorbener die Schulen zu lange ohne große Beschränkungen offen gehalten zu haben.

Inzwischen droht der Streit um den Mund-Nasen-Schutz die Gerichte zu beschäftigen. Im ADR-Video hofft Lehrer Marc Hilger mit einer Klage gegen die verschärfte Maskenpflicht für Kinder ab Zyklus 2 vor dem Verwaltungsgericht Recht zu bekommen. Die Justiz-Pressestelle teilte dem Land indes mit, dem Gericht liege bisher keine solche Klage vor. Dann müssten Richter klären, ob Kindern das Tragen von Mund-Nasen-Schutz im Unterricht zuzumuten ist. Und wie stabil die Rechtsbasis für die schulischen Corona-Maßnahmen wirklich ist. ●

Vergiftetes Klima

Ines Kurschat

Die Maskenpflicht für Grundschulkindern ist umstritten. Eltern sorgen sich um den Zusammenhalt ihrer Schulgemeinschaft

Die maskierten Piktogramme an der Eingangstür neben dem von Kinderhand gemalten Regenbogen sind eindeutig: Wer das Gebäude der Waldorfschule in Luxemburg-Limpertsberg betritt, muss einen Mund-Nasen-Schutz tragen. Im Eingang steht ein Spender, um sich die Hände zu desinfizieren. Wer keinen Mundschutz dabei hat, kann sich eine blaue Einweg-Maske aufziehen, die neben dem Seifenspender liegen.

Als das Land fragt, welche Schutzmaßnahmen an der Privatschule gelten, heißt es: Fragen seien schriftlich einzureichen. Da machten bereits Briefe die Runde, wonach die seit 22. Februar auch für Kinder ab sechs Jahre geltende Maskenpflicht an der Rudolf-Steiner-Schule nicht ganz umgesetzt würde. D'Land war von Eltern kontaktiert worden, deren Kinder berichtet hatten, sie bräuchten im Unterricht keine Maske zu tragen.

Dass der Mund-Nasen-Schutz unter Lehrern und unter Eltern umstritten ist, zeigt ein Brief einer Lehrkraft, der dem Land vorliegt. Demnach sprachen sich bei einer internen Abstimmung zehn Lehrer/innen gegen das Tragen eines Mundschutzes für Kinder aus, drei waren dafür, zwei enthielten sich. Die Autorin schreibt, „die Verantwortung in meiner Seele und meinem Gewissen“ übernommen zu haben. Ihr zufolge ist es kein Zufall, „dass Eltern, die unsere Pädagogik gut kennen, gegen die Masken sind“, „32 Jahre Erfahrung als Waldorfschullehrerin“ führt sie ins Feld. Die Lehrkraft beruft sich auf einen Trierer Kinderarzt, wonach die Ansteckungsgefahr bei Kindern an einer „großen Klinik“ unter einem Prozent liege; die Studie ist unauffindbar.

„Es wundert mich nicht, dass die Frage an der Schule kontrovers diskutiert wird“, sagt Bildungsminister Claude Meisch (DP)

dem Land. „Insgesamt scheint mir die Zahl der Maskenverweigerer aber minimal“. Meisch räumt ein, dass „sieben Stunden am Tag“ Maske zu tragen „viel verlangt ist von einem Kind“.

Hochburg der Corona-Skeptiker In Deutschland gelten manche Waldorfschulen als Hochburg der Corona-Skeptiker: Dort tobt ein Streit darüber, wie gefährlich das Coronavirus wirklich ist. Eltern von Kindern an Waldorfschulen hätten mit Druck versucht, andere Eltern zu überzeugen, dass kein Mund-Nasen-Schutz nötig sei, oder sie gaben ihren Kindern Atteste mit, die sie angeblich von der Pflicht befreiten, berichteten Waldorf-Lehrkräfte aus mehreren deutschen Städten.

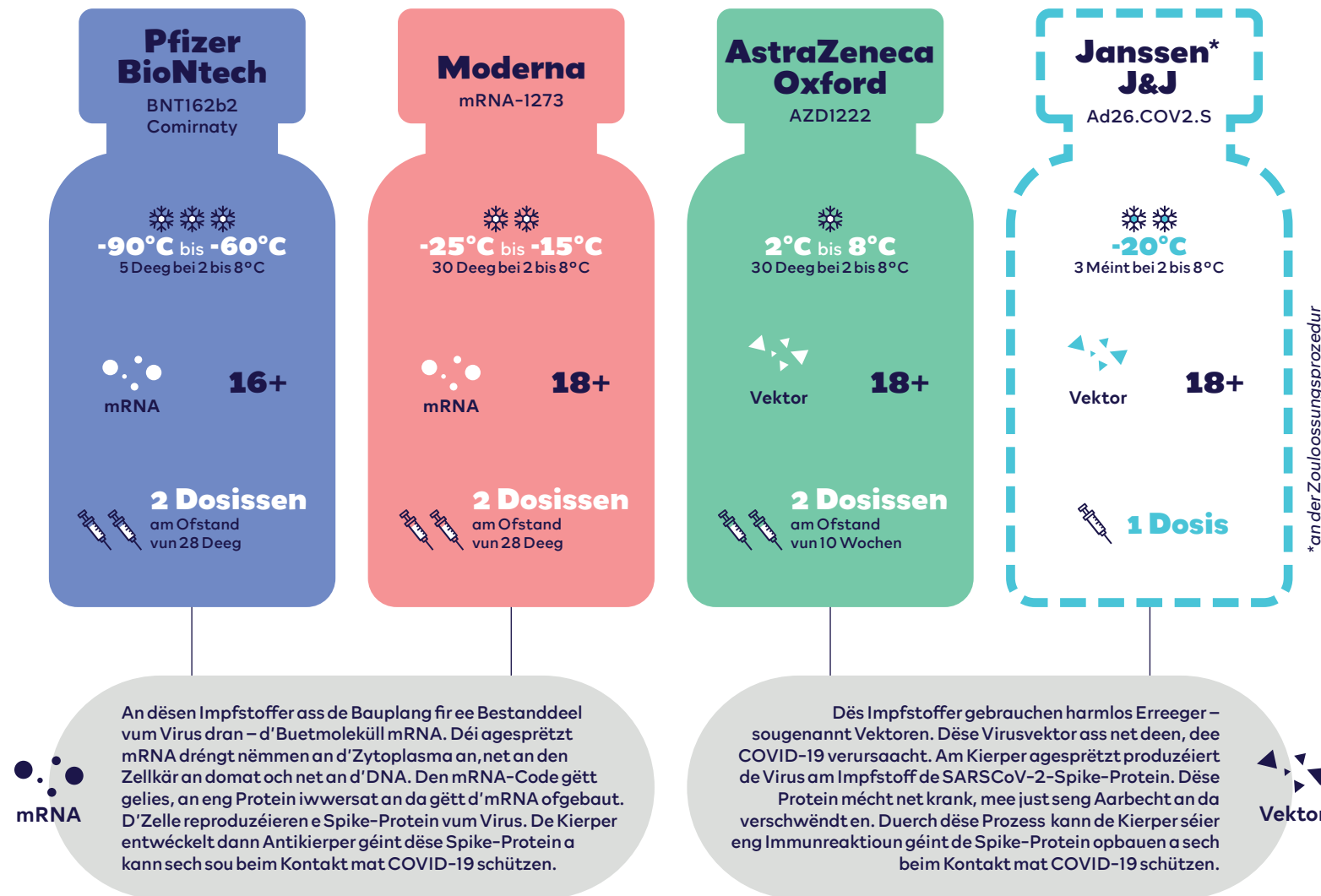
Auch an der Luxemburger Waldorfschule soll es kategorische Gegner/innen der Maskenpflicht geben, erzählen Eltern, die anonym bleiben wollen, weil sie Nachteile für ihre Kinder fürchten. Die Antwort der Schule ans Land offenbart ein bemerkenswertes Verständnis von Pressefreiheit: Die Stellungnahme sei integral abzudrucken – darin stehen Dinge (über die gute Zusammenarbeit mit dem Ministerium), die das Land nicht gefragt hat, während andere Fragen, ob es Eltern an der Schule gibt, die von Lehrern verlangen, ihr Kind von der Maske zu befreien, indes ignoriert werden. Man „sei den ministeriellen Empfehlungen während jeder Entwicklungsstufe des Pandemie-Dispositivs gefolgt“, man nehme „die ministeriellen Empfehlungen sehr ernst“ und es gebe „keine Anordnung, die eine allgemeine Ausnahme von der Maskenpflicht vorsehe“, so Vereinspräsident Michael Schulz. In dem Brief der Lehrkraft klingt das anders.

„Wir können nicht überprüfen, ob jemand zu jedem Moment in der Schule die Maske trägt – und das wollen wir auch nicht“,

Sidd responsabel. Loosst lech impfen!

D'Impfung ass déi eenzeg effikass Méiglechkeet, d'Verbreedung vum Virus nohaltig ze bremsen, an eis Stéck fir Stéck zeréck an d'Normalitéit ze bréngen. No der Impfung geet de Risiko fir sech mam COVID-19 unzestiechen, däitlech erof, an d'Stierflechkeet gëtt staark reduzéiert. All zougeloossen Impfstoffe hunn eng héich Wierksamkeet a schützen lech an Äert Ëmfeld. Fir e maximalen Effekt op d'Liewe vun eis all ze hunn, ass et wichteg, dass esou vill wéi méiglech Leit geimpft ginn.

zougeloossen Impfstoffer



Déi gängeg harmlos Impfreaktiounen

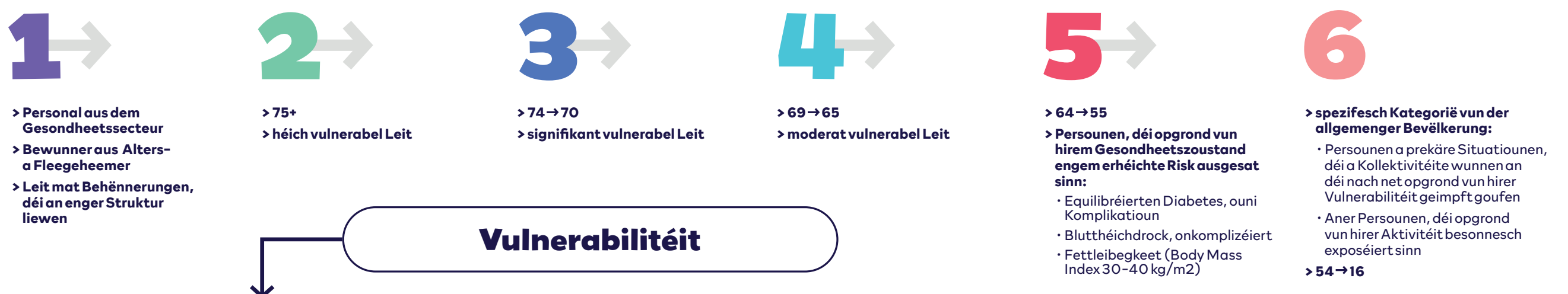
Dës Symptomer verschwannen an der Reegel ganz no e puer Deeg. Wann dës Symptomer unhalen, oder wann aner atypesch Symptomer optrieden, da wennst lech un Ären Hausdokter.



7 Grënn FIR d'Impfung

- 1 D'Impfstoffe si vun der EMA zougelooss a vun der EU homologéiert.
- 2 Aus Solidarität: sech impfe loossen heescht och anerer ze schützen.
- 3 Et ass dee beschte Schutz géint COVID-19
- 4 Si schützt virun engem schwéiere Verlaf vun der Krankheet
- 5 D'Stierflechkeet gëtt staark reduzéiert
- 6 Si ass fräiwëlleg a gratis fir jiddereen
- 7 Si bréngt eis Stéck fir Stéck Normalitéit

Déi verschidde Phase vun der Impfstrategie



héich vulnerabel:

- Erwuesse Persounen mat Trisomie 21
- Patiente mat engem Organtransplantat, mat abegraff Persounen déi op enger Waardelëscht stinn an eng hämatopoetesch Stammzellentransplantatioun an deenen éischte 6 Méint kruten oder mat Immunsuppressoren behandelt ginn.
- Persounen mat Kriibs oder béisaartege Bluttkrankheeten a Behandlung (Chimiotherapie, Radiotherapie, Immunotherapie)
- Persounen mat ugebuerener Immunschwächt

signifikant vulnerabel:

- Persounen mat enger medikamentéier Immunodefizienz: Immunosuppressoren, Biotherapie an/oder eng Kortikotherapie op laang Dauer mat immunosuppressiven Dosen
- HIV-Patiente mat CD4 < 200/mm³
- Asplenie, funktionell oder net
- Schwéier chronesch Longekrankheet
- Schwéier chronesch obstruktiv Bronchopneumopathie (BPCO), Stadium GOLD 3 a 4, Grupp D*
- Mukoviszidose
- Schwéier chronesch Longefibros

- Schwéier extrapulmonal restriktiv Pathologie mat oder ouni Beootmungsënnerstëtzung
- Schwéieren onkontrolléierten Asthma (Niveau 5 no GINA) mat oraler Kortikotherapie
- Häreinsuffizienz Stadium NYHA III oder IV#
- Onstabil koronar Häreizkrankheeten
- Kardiomyopathie
- Staarken neuro-kognitiven Defizit (MMS* < 20)
- Chronesch Niereninsuffizienz mat Dialys

- Zirrhos am Stadium B oder C vun der Child-Pugh-Klassifikatioun
- Fettleibegkeet (Body Mass Index > 40 kg/m²)

moderat vulnerabel:

- Diabetes mat oder ouni Insulin, mat kardio-neuro-vaskuläre Komplikatiounen
- Bluthéichdruck, komplizéiert, mat Folge vun engem Hiereschlag oder enger associierter Cardiopathie
- Neuromuskulär Krankheeten mat klineschen Auswierkungen

Das Vermächtnis von Marcel Schlechter

Peter Feist

Der älteste Gesetzentwurf im Parlament wurde diese Woche 35 Jahre alt. Er soll das Streikrecht bei der Bahn regeln. Weder die Gewerkschaften noch die CFL-Führung wollen das

Am 19. Januar 1998 legten um drei Uhr morgens die Luxemburger Eisenbahner für 48 Stunden die Arbeit nieder. Damit nahmen sie an dem Streik teil, mit dem auch die Staatsbeamten und die Gemeindebediensteten gegen die Pensionsreform im öffentlichen Dienst protestierten.

Der damalige CSV-Premier Jean-Claude Juncker hatte die Spitzenleute der beiden Eisenbahnergewerkschaften Landesverband und Syprolux zuvor zu sich gerufen: Bei den CFL gebe es kein geregeltes Streikrecht, erklärte er ihnen. Deshalb müssten die Gewerkschaften sich an die „allgemeine Streikprozedur“ halten. Die Gewerkschafter entgegneten ihm, dass ihr Streik kein „wilder“ sei, sondern Teil einer Aktion im gesamten öffentlichen Dienst, an den die CFL assimiliert sind. Außerdem sei alles mit der Bahndirektion abgesprochen, damit der Betrieb so wenig wie möglich beeinträchtigt werde.

Aus dem Landesverband wurde später kolportiert, dass seine Vertreter noch hinzugefügt hätten: „Wenn Sie uns unter Druck setzen, beginnen wir noch früher zu streiken.“ Worauf Juncker nur geantwortet habe „macht doch was ihr wollt“.

Dass dieser Teil des Wortwechsels sich so zutrug, ist nicht sicher. Sicher ist dagegen, dass die damalige CSV-LSAP-Regierung für ein geregeltes Streikrecht bei der Bahn hätte sorgen können – wenn das so wichtig gewesen wäre: Ein Gesetzentwurf dazu lag seit 13 Jahren in der Abgeordnetenkammer. Und da liegt er heute noch. Er trägt als *Document parlementaire* die laufende Nummer 3000 und wurde diese Woche 35 Jahre alt. Eingereicht hatte ihn am 11. März 1986 der damalige LSAP-Transportminister Marcel Schlechter ebenfalls für eine CSV-LSAP-Regierung.

Es gibt Gesetzentwürfe der Regierung, die im Parlament als Karteileichen liegenbleiben. Kann sein, dass Wahlen dazwischenkamen, die nächste Regierung andere politische Prioritäten setzte und den Text zurückzuziehen vergaß. Ob Gesetzentwurf 3000 um *Instantzewe* in Vergessenheit geriet, ist nicht so klar: Nach den Regierungsbildungen 2009, 2013 und 2018 verlies der jeweilige Transportminister – Claude Wiseler von der CSV 2009 und anschließend François Bausch von den Grünen – den Text in den zuständigen parlamentarischen Ausschuss. Bausch tat das im Dezember 2018 zum zweiten Mal. Als ehemaliger Eisenbahner dürfte er wissen, warum. Dennoch erklärt seine Sprecherin Dany Frank: „Das ist kein Dossier, mit dem der Minister sich beschäftigt. Das hat keine Priorität.“ So dass sich vermutlich auch in dieser Legislaturperiode nichts daran ändern wird, dass die Bahn der einzige Sektor ist, für den es kein geregeltes Streikrecht gibt.

Am Recht, streiken zu können, ändert eine „Regelung“ des Streikrechts nichts. Als 1956 das Streikrecht in der Verfassung verankert wurde, lautete die Erklärung dazu: „La loi garantit la liberté syndicale et organise le droit de grève.“ Es ist diese „Organisation“ des Streikrechts, über die es für die Bahn noch kein Gesetz gibt. Für den Privatsektor regelt der *Code du travail*, unter welchen Umständen gestreikt werden darf. Für

die Staatsdiener und für den kommunalen Sektor bestehen jeweils eigene Streikgesetze.

Dass es für die Eisenbahn fehlt, stört offenbar niemanden. Die CFL-Führung stört es definitiv nicht: Bahn-Verwaltungsratspräsident Jeannot Waringo sagt: „Für uns ist so ein Gesetz nicht nötig, und von mir aus könnte der Minister den alten Entwurf ruhig zurückziehen.“ Der sei ohnehin „widersprüchlich“ und „holperig geschrieben“.

Auf der Gewerkschaftsseite war schon als Marcel Schlechter vor 35 Jahren seinen Gesetzentwurf herausbrachte, der Landesverband davon überzeugt, dass keine Streikregelung besser wäre als diese: Sie würde Aktionen eher behindern. Der Gesetzentwurf ist an das Staatsbeamten-Streikgesetz angelehnt, das unter der DP-LSAP-Koalition am 4. April 1979 verabschiedet worden war. Schlechters Text nach könnte bei der Bahn nur nach dem Scheitern einer Schlichtungsprozedur zum Streik aufgerufen werden, und nur nachdem der Streik vorab bei der Regierung beantragt worden wäre. Eisenbahner mit besonders wichtigen Funktionen für den CFL-Betrieb könnten von der Regierung beschlagnahmt werden.

„Wir streiken, wenn wir streiken“, erklärte dagegen der Landesverband damals. Und sah sich damit in der Tradition des eintägigen Eisenbahnerstreiks vom 11. Oktober 1949, zwei Jahre nachdem die beiden privaten Luxemburger Eisenbahngesellschaften zu den CFL zwangsfusioniert worden waren. Damals



Streiktag 21. Juli 1998 gegen die Pensionsreform im öffentlichen Dienst

„Von mir aus kann der Minister den alten Entwurf ruhig zurückziehen. Der ist ohnehin widersprüchlich und holperig geschrieben.“

CFL-Verwaltungsratspräsident Jeannot Waringo

gab es noch kein Streikrecht in der Verfassung, und das Statut der Eisenbahner, welches sie Staatsbeamten angleicht, stellte bei Arbeitsniederlegung die sofortige Entlassung in Aussicht. 4 619 Eisenbahner nahmen an dem Streik von 1949 teil. 31 wurden deshalb entlassen, weiteren 50 wurde damit gedroht. Als der Landesverband einen unbefristeten Streik ankündigte, machten die CFL die Entlassungen rückgängig. Die Symbolik von 1949 beschworen die Gewerkschaften noch Jahrzehnte später: Der Streik damals hatte um drei Uhr morgens begonnen. Deshalb fing im Januar 1998 der Eisenbahnerstreik gegen die Pensionsreform im öffentlichen Dienst auch um diese Uhrzeit an.

Der Widerstand des dem linken Flügel der LSAP nahen Landesverbands gegen den Streikgesetzentwurf für die Bahn war ein Grund, weshalb LSAP-Transportminister lieber nicht auf ihn zurückkamen. Der andere war, dass es Eisenbahnerstreiks zwar gab, aber die Gewerkschaften immer so handelten, als gebe es ein Streikgesetz für sie. Schon 1982 beim eintägigen Streik für die volle Wiedereinführung der Lohnindexierung besprachen sie mit der Bahndirektion die Durchführung des Streiks. Und sie meldeten die Arbeitsniederlegungen immer im Transportministerium an, so wie Staatsbeamte das beim Staatsminister tun müssen. Nur, dass es für diese in einem Gesetz steht.

Und genau betrachtet, richtete sich nur ein Eisenbahnerstreik in der jüngeren Vergangenheit gegen die CFL-Führung und war nicht Teil einer großen Aktion im öffentlichen Dienst: Am 9. Mai 2003 protestierten Landesverband und Syprolux mit einem eintägigen Ausstand dagegen, dass die CFL-Direktion Versprechen auf Verbesserungen der Arbeitsbedingungen nicht eingehalten habe, und sie fürchteten eine Auftrennung der CFL in Filialen, die für sich rentabel sein sollten. Es war die Zeit, als in der EU der Schienengüterverkehr liberalisiert

wurde, öffentliche Monopole verschwinden sollten und die CFL mit ihren Kosten und ihrem Geschäftsmodell im Frachtbereich rangen. Damals sah es so aus, als könnte das mit dem Staat assimilierte Eisenbahnerstatut in Frage stehen.

Denn eigentlich gehören die Bahn und die Eisenbahner mit ihrem Statut zum geschützten Sektor. Dass es für die CFL keine Streikregeln gibt, ist Ausdruck eines Kräfte- und Interessengleichgewichts *à la luxembourgeoise*: Keine Regierung will einen Streik bei den CFL erleben. Dazu ist die Bedeutung der Bahn zu groß; ähnlich wie Ärztestreiks können Eisenbahnerstreiks von den Bürger/innen schnell als Folge von politischem Versagen aufgefasst werden.

Dass den Eisenbahnergewerkschaften damit zugestanden wird, politisch einflussreich zu sein, wissen diese wiederum zu schätzen und halten sich an ungeschriebene Streikregeln. Beim Termin für den letzten Streik im Jahr 2003 gingen Landesverband und Syprolux sogar so weit, ihn auf den 9. Mai zu legen, weil der damals auf einen Freitag fiel und von vielen lothringi-

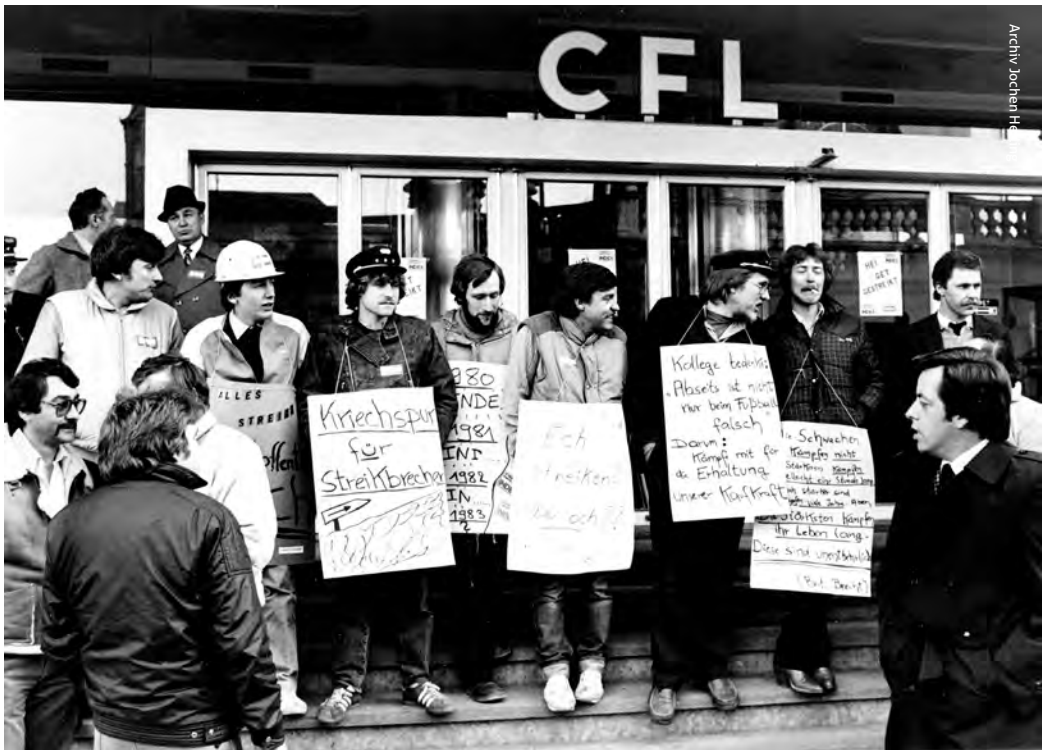
schen Grenzpendlern als Brückentag nach dem in Frankreich gesetzlichen Feiertag 8. Mai genutzt wurde. Die Auswirkungen des Streiks auf den Berufsverkehr waren dadurch kleiner.

Solange das so funktioniert, müssen auch die CFL kein Interesse an einem Streikgesetz haben: „Was wir brauchen, ist eine Mentalität, die so ist, dass man sich einig wird“, sagt Bahn-Verwaltungsratschef Waringo. „Wir streiten mit den Gewerkschaften, aber in der Regel kommen wir klar und wir wurden uns bisher immer einig.“

Wo Waringo Recht hat, hat er Recht: Seit der letzten CFL-Tripartite Ende 2005 herrscht Ruhe bei der Bahn. Damals wurde für den Güterverkehr das Eisenbahnerstatut an kontraktuelle Bedingungen gebunden, die in dem Fracht-Jointventure CFL Cargo zwischen den CFL und Arcelor-Mittal gelten sollten. Damit ebnete die Tripartit diesem Gemeinschaftsunternehmen den Weg. Die Mitbestimmung für die Gewerkschaften war in dem Frachtunternehmen von Anfang an ähnlich stark ausgebaut wie sonst bei der Bahn.

Für Minister/innen wäre das Streikrecht bei der Bahn durch ein Gesetz regeln zu wollen, deshalb eine politische Übung, bei der man sich Probleme holt, die man zu akzeptieren bereit ist. Das war am Ende auch die Juncker-Polfer-Regierung nicht, unter deren Transportminister Henri Grethen (DP) Diskussionen mit den Gewerkschaften um das Streikrecht bei der Bahn geführt wurden. Aber nicht lange: Wenn schon eine Regelung, dann verlangte der Landesverband in dem Gesetz auch Warnstreiks zuzulassen, sowie politische Streiks, mit denen auf Entscheidungsprozesse auf EU-Ebene zur Bahnliberalisierung Einfluss genommen werden könnte. So etwas ist in Luxemburg in keiner Streikregelung für irgendeinen Sektor erlaubt. Darüber eine Auseinandersetzung zu riskieren, erschien der damaligen Regierung ein viel zu großer politischer Preis für ein Gesetz, das an der Praxis vermutlich nicht viel geändert und bei der Bahn das Klima verschlechtert hätte.

Gut kann dieses Klima solange bleiben, wie das parastaatliche Eisenbahnerstatut nicht in Frage steht. Das heißt: Solange wie der Staat weiterhin den Personenverkehr im Inland als öffentliche Dienstleistung den CFL zu erledigen überträgt. Dass sich daran etwas ändern könnte, ist nicht abzusehen. Zwar wurde in der EU die Bahnliberalisierung weitergetrieben und hat nun auch den Inlands-Passagierverkehr der Mitgliedstaaten erreicht. Doch in Luxemburg, weil es klein ist, kann der Staat auch weiterhin Verträge mit den CFL abschließen und muss nicht zu öffentlichen Ausschreibungen greifen. So dass, solange eine Regierung an der Bahn nicht sparen zu müssen meint, das Eisenbahnerstatut nicht in Gefahr gerät. Solange herrscht Ruhe mit den Gewerkschaften. Solange wäre ein Streikgesetz für die Bahn nur unnötig formell. Georges Melchers, Generalsekretär des Landesverband sagt, „wir kommen doch klar mit den CFL“. Da müsse man mit keinem Gesetzentwurf „wulle gönen“. ●



Eisenbahner beim Index-Streik 1982

GROSSBRITANNIEN

Johnson setzt den Rotstift an

Daniel Zylberztajn-Lewandowski, London

Das Krankenpersonal des britischen National Health Service soll nach einem Jahr Pandemie eine Gehaltserhöhung von nur einem Prozent bekommen

Bei der Vorstellung seines Haushaltes bezeichnete der britische Finanzminister Rishi Sunak diesen am Mittwoch vor einer Woche noch als „fair.“ Doch bereits am Tag drauf sah sich die konservative Regierung Boris Johnsons dem Vorwurf ausgesetzt, „armselig“ und „bitter enttäuschend“ zu sein. So die empörte Reaktion der Generalsekretärin der britischen Krankenpflegegewerkschaft (RCN), Donna Kinnair, auf die Regierungsvorlage, dem Personal des öffentlichen Gesundheitssystems (NHS) nach einem Jahr Pandemie im am schwersten betroffenen europäischen Landes lediglich eine Gehaltserhöhung von einem Prozent zu gewähren.

Die Vorlage ging an ein unabhängiges Finanzgremium, das nach Eingabe verschiedener Interessenvertreter, darunter den Gewerkschaften, nicht-bindende Empfehlungen zu Löhnen innerhalb des Gesundheitssystems erteilt. Sie berät die Regierung, die dann entscheidet. Würden die Pläne der Regierung umgesetzt, fiele sie zurück hinter einer bereits 2019 genehmigten Gehaltserhöhung um 2,1 Prozent für dieses Jahr.

Die öffentliche Empörung ist groß. Labours Oppositionschef Keir Starmer nannte die Ein-Prozent-Erhöhung eine „Beleidigung“. Viele Labour-Abgeordneten verstehen nicht, wieso die Regierung für ein nicht gut funktionierendes Test-and-trace-System insgesamt umgerechnet 43 Milliarden Euro bewilligen konnte. Am Mittwoch bewilligte Sunak nochmal 15 Milliarden Pfund zusätzlich. Auch konservative Hinterbänkler forderten im Unterhaus, dem Krankenpersonal stehe mehr zu. RCN, der britische Ärzteverband, der Verband britischer Hebammen und die Gewerkschaft des öffentlichen Dienstes Unison mahnten in einem gemeinsamen Brief, Sunak solle seine

Pläne überdenken. RCN fordert einen Anstieg der Löhne um 12,5 Prozent und bewilligte 35 Millionen Pfund zur Unterstützung von Mitgliedern bei etwaigen Streikaktionen. Auch der Chef von NHS-England, Simon Stevens, forderte, dass das Pflegepersonal das erhalte, was ihm zustehe.

Doch sämtliche Regierungsvertreter, darunter Gesundheitsminister Matt Hancock und Premierminister Boris Johnson, argumentieren, dass die einprozentige Erhöhung, aufgrund der durch die Pandemie verursachten schweren finanziellen Lage, alles sei, „was sich die Regierung leisten könne.“ Andere Bereiche des öffentlichen Dienstes kämen erst gar nicht in den Genuss von Lohnsteigerungen, hieß es.

Solche Argumente empfinden viele in Großbritannien jedoch als zynisch. Hancock hatte 2020 nicht nur hohe Summen für mangelhafte Schutzkleidung und Masken verschleudert, sondern wurde im Februar vom Hochgericht Englands dazu verurteilt, Einzelheiten von hundert pandemiebezogenen neuen Regierungsaufträgen zu veröffentlichen. Dies muss innerhalb von 30 Tagen nach Erteilung eines Auftrags geschehen. Laut den Recherchen verschiedener britischer Medien gingen Aufträge in Höhe von über umgerechnet 1,75 Milliarden Euro an konservative Parteimitglieder und Bekannte der Regierung. Viele finden, dass stattdessen britischen Pflegekräften eine Belohnung zustehe.

In Schottland hat die Regionalregierung unter Führung der Scottish National Party (SNP) NHS-Angestellten beispielsweise einen Sonderbonus für ihren Pandemie-Einsatz gezahlt. Auch dies, mit konservativer Unterstützung, schloss die Regierung auf direkte Frage für NHS-Angestellte

allgemein aus. Neu ausgebildete Krankenpflegekräfte hätten in den letzten drei Jahren eine Gehaltserhöhung von zwölf Prozent erhalten, wehrte Hancock ein solches Ansinnen ab, ohne zu erwähnen, dass die Löhne davor aufgrund der konservativen Austeritätspolitik sieben Jahre lang stagnierten.

Die Krankenpflegegewerkschaft RCN fürchtet nun, dass viele Pflegekräfte als Reaktion auf die miese Lohnerhöhung und aufgrund der Belastungen und der Risiken, die sie im vergangenen Jahr ausgesetzt waren, dem NHS den Rücken zukehren könnten. 830 Angestellte starben zwischen Februar und Dezember 2020 an Covid-19. Generell herrschte bereits vor der Pandemie ein Mangel von 100 000 Pflegekräften. Im Mai 2020 stand Premierminister Boris Johnson noch gemeinsam mit seiner Verlobten Carrie Symmonds für „Clap for Carers“ vor 10 Downing Street. Die linke Zeitung *Daily Mirror* bezeichnete dies am Wochenende nun als „Johnsons Slap for Carers“ (Ohrfeige für Pfleger*innen). Die Gewerkschaften riefen alle Brit*innen dazu auf, am vergangenen Donnerstagabend um acht Uhr abends sich vor die Haustür stellen und erneut zu klatschen – diesmal für höhere Löhne für das NHS-Gesundheitspersonal.

Krankenpfleger/innen scheinen indes nicht die Einzigen zu sein, bei denen die Regierung Johnsons den Rotstift ansetzt. Aus einer am vergangenen Freitag geleakten E-Mail aus dem britischen Außenministerium geht hervor, dass das Vereinigte Königreich, das sechstreichste Land der Welt, vorhat, den Etat für Auslandshilfen um mehr als fünfzig Prozent zu kürzen, so etwa für Syrien um 67 Prozent und für Somalia sowie die Demokratische Republik Kongo um 60 Prozent. Gesetzlich hat sich die britische Regierung dazu



Das NHS-Personal fordert höhere Löhne

verpflichtet, 0,7 Prozent des nationalen Einkommens für Auslandshilfen zu reservieren. Doch bereits vergangenes Jahr wurde bekannt, dass die Regierung dies ändern wolle, was zu lauten Protesten führte, darunter von Justin Welby, dem Erzbischof von Canterbury, und den beiden ehemaligen Premierministern David Cameron und Tony Blair. ●

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

Administration des Ponts et Chaussées

Division des travaux neufs

Avis de marché

Procédure : ouverte

Type de marché : Travaux

Ouverture : 21 avril 2021 à 11.00 heure

Lieu d'ouverture:

Administration des Ponts et Chaussées
Division des Travaux Neufs
21 rue du Chemin de Fer
à L-8057 Bertrange
dans le bâtiment, H1 2^{ème} étage

Intitulé :

Pôle d'échange Cloche d'Or – Lot 5 :
Ferreronnerie / Serrurerie

Description :

Il s'agit d'un parking à étages comprenant 1 sous-sol, rez-de-chaussée et 4 étages ayant une capacité d'environ 2 000 places de parking pour voitures.

Nature des travaux :

- Fourniture et pose de travaux de ferronnerie
- Garde-corps et mains-courantes peints
- Garde-corps et mains-courantes thermolaqués
- Fourniture et pose travaux de serrurerie
- Portiques métalliques à l'entrée du parking

– Caillebotis pour cours anglaises

Délai d'exécution des travaux : 149 jours ouvrables
Début prévisible des travaux : hiver 2021/2022

Conditions d'obtention du dossier de soumission :

Les documents de soumission sont à télécharger à partir du Portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Réception des offres :

Les offres portant l'inscription « Soumission pour le Pôle d'échange Cloche d'Or – Lot 5 : Ferronnerie / Serrurerie » sont à remettre à l'adresse prévue pour l'ouverture de la soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les dates et heures fixées pour l'ouverture. Les offres peuvent également être remises de manière électronique par le biais du Portail des marchés publics.

Date de publication de l'avis 2100485 sur www.marches-publics.lu :
10.03.2021

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

Administration des bâtiments publics

Appel de candidatures

Procédure : européenne concurrentielle avec négociation

Type de marché : Services

Réception des offres ou des demandes de participation :

Date limite : 23 avril 2021
Heure : 16.00 heures

Lieu :

Les candidatures sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le Portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :

Appel à candidatures concernant un concours d'idées pour la conception et la réalisation d'œuvres d'art au Lycée à Clervaux.

Description succincte du marché :

Le présent concours d'idées a pour objet la conception et la réalisation d'une ou de plusieurs œuvres artistiques à intégrer dans l'édifice.

Le concours comporte deux phases :

- une première phase avec un appel à candidature et une procédure de sélection de candidats admis au concours d'idées ;
- une deuxième phase du concours d'idées.

SECTION IV: PROCÉDURE

Conditions d'obtention du cahier des charges :

Les renseignements et conditions nécessaires à la remise d'une candidature peuvent être consultés via le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).

La remise électronique est obligatoire.

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :

Conditions de participation :

Les conditions de participation sont énoncées dans les documents du marché.

Réception des candidatures :

Ne sont considérés que les candidatures remises avant la date limite du 23 avril 2021 à 16.00 heures via le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).



portail du portier avant le passé de (du bas)

ents modèles d'urbanisme en matière de géologiques. On est en dessous (pas) : c'est en dans l'ordre de la circulation



males weitgehend frei berichtenden türkischen Medien systematisch unter Druck zu setzen. Nicht mit gezielten Einschüchtlungen, sondern durch schlaues Infiltrieren. Der erfahrene und kritische Journalist Aydin Ergun beschreibt diesen Vorgang im Blog international.de-link.de so: „Ein Finanzpool, der aus höchstens fünf oder sechs großen Bauunternehmungen besteht, die den Löwenanteil bei staatlichen Ausschreibungen erhalten, hat Zerstörungen und Fernsehantennen aufgekaut und deren Führungsetagen mit Leuten bestückt, die Erdogan's Eingebildungen und Anweisungen befolgen.“

Mit einer Anordnung vom 1. August 2019 versucht der türkische Hohe Rat für Rundfunk und Fernsehen (RTÜK) zur Zeit, das Internet unter seine Kontrolle zu bringen. Laut ihr müssen ab jetzt Sender und Livestream-Kanäle, die in der

erneuten Angriff des autoritären Regimes auf kritische Medien lauthen sich bereits im Vorfeld. Denn seitdem die größten und bekanntesten Medien von Erdogan's Helfern unterwandert sind, sind es vor allem die kleinen Medien im Internet, die dem Regime ein Dorn im Auge sind.

Der Vertreter von Erdogan's Partei im RTÜK, Nuriullah Öztürk, beteuerte gegenüber der BBC, zwar, dass Sender, die auf YouTube oder Periscope einige Stunden senden, von der neuen Regelung nicht betroffen seien. Doch der Text der Anordnung ist demaltes unmissverständlich, dass nicht nur die vom Regime verhassten kritischen Medien in der Türkei wie Medyascope oder F24 bald zum Schweigen gebracht werden könnten, sondern auch internationale Sender. Vor allem wird bereits spekuliert, wie die Kontrollen von RTÜK mit dem neuen, gemeinsamen YouTube-Kanal der Sender Deutsche

Votre publicité ici

Contactez Zoubida Belgacem qui est en charge de la régie publicitaire au sein du Lëtzeburger Land.

+352 48 57 57 32
zbelgacem@land.lu

L'heure des comptes 2

500 700 euros, telle est la valeur de la montre la plus chère achetée par l'entrepreneur Flavio Becca, apprend-on dans le jugement rendu jeudi dernier et dont le *Land* s'est procuré copie cette semaine. Cette Vacheron Constantin (photo de la marque) est rendue à Promobe, comme l'a ordonné le président Marc Thill. La toquante suisse s'ajoute aux 318 inscrites à l'actif de la Société de patrimoine familial pour une valeur cumulée de sept millions d'euros (le prix d'acquisition entre 2006 et 2009). Le reste des 842 montres identifiées en épluchant les factures et relevés bancaires des sociétés du groupe Becca, soit 523 toquantes, doivent être restituée aux autorités. La sentence s'ajoute aux deux ans de prison prononcés à l'encontre de l'entrepreneur et aux 250 000 euros d'amende (montant qui « tient compte de sa fortune personnelle et de ses revenus disponibles ») pour abus de biens sociaux et blanchiment-détention. « Vu que le prévenu n'a pas encore été condamné à une peine privative de liberté, il n'est pas indigne d'une certaine clémence du Tribunal », complète-t-il en associant intégralement la peine de prison à un sursis.

Le tribunal considère qu'en « tant qu'homme d'affaires chevronné », Flavio Becca ne peut ignorer « qu'il y a lieu de respecter une stricte séparation entre son patrimoine privé et le patrimoine des différentes sociétés ». La justice considère en outre que l'entrepreneur a dissimulé l'achat de montres dans la comptabilité des sociétés acquéreuses, qu'il « a fait usage d'artifices pour dissimuler les faits qui lui sont actuellement reprochés ». Les juges relèvent que la loi luxembourgeoise n'interdit pas la pratique des comptes courants associé débiteurs, méthode utilisée pour comptabiliser l'achat de montres. Dans certaines conditions, cet usage peut néanmoins tomber sous l'incrimination générale d'abus de biens sociaux. Le tribunal relève qu'aucune des sociétés visées n'est active dans le domaine de l'horlogerie et que les acquisitions de montres de luxe n'ont aucun lien avec l'objet social de ces sociétés. « L'objet des sociétés luxembourgeoises n'englobe pas non plus l'attribution de prêts d'argent » qui ont été remontés de manière comptable à Promobe Finance à Hong Kong, laquelle détient 19,6 millions d'euros de créances sur ses associés, Flavio Becca et son père Aldo.

Cette semaine, *Reporter* rapporte que Flavio Becca a déposé plainte (par l'intermédiaire du pénaliste ténor du barreau de Paris Hervé Temime) au pénal pour diffamation. L'entrepreneur vise la parution de l'article « La cuisine fiscale de Flavio Becca ». Dans le droit de réponse publié par le média en ligne, son avocat parisien écrit que « les accusations 'd'évitement des impôts' par la mise en place de 'mécanismes opaques' sont dépourvues de fondement. » Dans le jugement rendu la semaine passée, on lit : « Lors des plaidoiries, le prévenu a argué que les sociétés auraient pu distribuer des dividendes. Une telle distribution de dividendes aurait cependant engendré une imposition dans le chef du prévenu et il aurait dû payer des impôts. Or le prévenu était guidé par l'idée d'obtenir le meilleur prix, une imposition des dividendes aurait rendu plus chère chaque montre, ce qu'il fallait, dans son esprit, éviter. »

pso



10

Land

12.03.2021

Monarchie vs ploutocratie

Il serait, personnellement, « plutôt de tendance république », avouait Jeannot Waringo, auteur du rapport sur la Cour grand-ducale, samedi dernier dans l'émission « Background » sur *RTL-Radio*. « Je l'ai dit une fois au Grand-Duc : 'Monseigneur, j'aurais préféré que vous soyez issu d'un processus démocratique et non héréditaire ». Mais Waringo ne serait pas Waringo s'il s'enfermait dans cette optique « républicaine ». Il a donc fait une triangulation junkcérienne et relativisé sa position de prince en lui opposant deux



arguments contraires : le danger populiste et ploutocratique. « Si quelqu'un mobilise de l'argent, et la masse d'argent se concentre de plus en plus entre les mains de quelques personnes, il pourrait réussir à devenir président dans une république », estimait ainsi l'ancien directeur de l'Inspection générale des finances. En contrant de telles tendances ploutocratiques, la monarchie aurait à jouer « une formidable mission de stabilité ». Le point aveugle de ce raisonnement, c'est qu'il fait abstraction des personnes censées incarner la fonction monarchique. Maria Teresa Mestre Batista est ainsi issue de l'oligarchie cubaine (« une famille de grands philanthropes » comme elle l'expliquait récemment dans *Paris Match*). Quant à Henri de Nassau, dont les administrateurs des biens se recrutent parmi l'avant-garde de l'économie financière (Albert Wildgen puis Norbert Becker), il n'apparaît pas non plus comme un représentant des classes moyennes. bt

L'immobilier dans l'Eifel

Le *Trierischer Volksfreund* s'étonne cette semaine que les prix continuent d'exploser, même « weit entfernt von Trier und Luxemburg », c'est-à-dire jusque dans les petits villages de l'Eifel volcanique. Et de citer un agent immobilier de Gerolstein qui dit son ahurissement de voir partir des maisons unifamiliales en une journée à des prix inouïs. Plus près du Luxembourg, c'est surtout le prix du foncier qui a

augmenté entre huit (Konz) et douze (Sarrebourg) pour cent sur une année. bt

Bonne presse

« Oligarque truandé », la *Tribune de Genève* surtitre lundi, au singulier, son article « Edmond de Rothschild attaque son ex-banquier ». Il y est question de deux HNWI russes qui ont respectivement perdu six et soixante (à quelques unités près) millions d'euros dans les investissements « hasardeux » de leur conseiller financier employé par le prestigieux établissement bancaire au Luxembourg, filiale du groupe suisse. Les malheureux clients, Filip Kaplun et Sergey Bogdanchikov, anciens cadres dirigeants du géant du pétrole russe Rosneft (*Land*, 6.11.2020), prétendent avoir été floués par leur banquier Carlo Thewes (« C.T. » dans l'article suisse, mais le patronyme a été dévoilé en octobre dernier dans la presse internationale, notamment le *Financial Times*). Selon des documents utilisés dans les procédures judiciaires en cours cités par la *Tribune de Genève*, le Luxembourgeois aurait notamment placé des sommes importantes dans des fonds gérés par Family Office Partners à Zoug (CH)... dirigé par un ami luxembourgeois (« T.B. » si l'on applique la méthode de la *Tribune*) de Carlo Thewes. La banque s'est retournée contre inconnu, mais elle vise « sans aucun doute » le banquier qu'elle a licencié en 2016. L'instruction poursuit son cours. « Le dernier

rapport de police judiciaire est entré au cabinet d'instruction le 15 décembre 2020 », a fait savoir le parquet. En Suisse, la plainte de Sergey Bogdanchikov contre Edmond de Rothschild a été classée sans suite. Une plainte a été déposée aux États-Unis à l'automne dernier. pso

Le mirage luxembourgeois

« Une énième démarche conduite par des voisins jaloux du succès de la place luxembourgeoise. » Voilà comment l'avocat-star du barreau et ancien bâtonnier Rosario Grasso qualifie l'enquête « Openlux » publiée en février par des médias internationaux, parmi lesquels la *Süddeutsche Zeitung* et *Le Monde*. Dans un séminaire organisé par Meetincs mardi, Rosario Grasso aligne son analyse juridique des révélations médiatiques sur l'acception politico-naïve (reste à déterminer si c'est de bonne ou mauvaise foi) selon laquelle les journalistes internationaux répondraient de manière homogène aux intérêts économiques supérieurs de leurs nations respectives alliées contre un supposé eldorado luxembourgeois. *Ce rally 'round the flag effect* a pour origine l'analyse des données publiées au Registre des bénéficiaires effectifs permise par la transposition maximale de la directive européenne contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, avec un accès gratuit et ouvert à tous. « Si vous avez pu faire ce travail, c'est justement parce qu'on est transparents »,

commente l'ancien bâtonnier. Son successeur à la tribune virtuelle de Meetincs, le fidèle et emblématique Alain Steichen soutient l'analyse de Me Grasso et dissèque les données révélées par le consortium de journalistes.

L'associé de BSP reprend les chiffres de non-publication des bénéficiaires effectifs pour 64 458 sociétés (soit environ la moitié des sociétés financières identifiées par les journalistes « jaloux ») et l'explique par la présence supposément significative de véhicules de *private equity* au Luxembourg. Ces sociétés généralement détenues par des structures des Îles Caïmans ont fréquemment entre cinquante et cent actionnaires (souvent américains). Cette atomisation de l'actionnariat rendrait impossible l'identification de tout détenteur de plus de 25 pour cent du capital, pallier requis par les textes pour identifier un bénéficiaire économique. À défaut, la loi prévoit d'inscrire au registre le gérant de facto du véhicule, souvent un responsable de fiduciaire ou de domiciliaire. Alain Steichen s'étonne en outre du nombre élevé de Portugais bénéficiaires de sociétés luxembourgeoises, quatrième nationalité représentée selon les chiffres publiées par les médias. Là encore, il ne s'agit pas de la résidence fiscale et donc nullement de personnes fortunées domiciliées en Algarve, mais des sociétés liées à des « boutiques » opérant au Grand-Duché.

Seule donnée véritablement

d'intérêt aux yeux d'Alain Steichen parmi celles publiées dans Openlux, celle des actifs des Soparfis qui s'élève à 6 500 milliards d'euros. Le montant « donne le vertige » selon l'avocat car il s'établit bien au-dessus des déjà astronomiques 5 000 milliards logés dans des fonds d'investissement luxembourgeois. L'avocat propose sa conclusion : « Les holdings non régulées pèsent plus lourd que le régulé (contrôle par la CSSF, ndlr), la conséquence de trente années d'industrie des Soparfis. On est de très loin le pays en Europe par lequel les capitaux transitent le plus. » pso

Domino

La secousse, partie de la City Londres, a des répercussions à travers l'Europe. Le dépôt de bilan de Greensill Capital, principal partenaire financier de Gupta Family Group Alliance (GFC), se fait ressentir jusque dans l'usine Liberty Steel à Dudelange, propriété de GFC. L'empire Gupta vacille, et avec lui des dizaines de sites industriels. Inquiets, l'OGBL et le LCGB ont rencontré cette semaine la direction de Liberty Dudelange-Liège. Ils ne sont pas sortis rassurés. Sanjeev Gupta avait racheté le laminoir de Dudelange (250 salariés) à Arcelor-Mittal en 2018, ensemble avec six autres usines du groupe sidérurgique. À travers l'Europe, les ministres de l'Économie tentent aujourd'hui de rassurer les syndicats et les ouvriers. Bruno Le Maire a promis que « l'État sera derrière ces sites industriels » et

« saura faire le pont, trouver des solutions alternatives » en cas de difficultés financières. Même message distillé ce jeudi par Franz Fayot et Dan Kersch (LSAP) lors d'une entrevue demandée par les syndicats. « L'État ne laissera pas tomber le site de Dudelange », c'est ainsi que l'OGBL et le LCGB citent, dans un communiqué publié jeudi, les ministres de l'Économie respectivement du Travail. Ceux-ci auraient pris l'engagement d'assurer « tout le support nécessaire », notamment via le chômage partiel et des garanties de financements bancaires, tout en annonçant des entrevues « organisées sans délais avec le patron de GFC ». La famille Gupta est également présente au Kirchberg d'où sont gérés une partie de ses opérations financières. Sanjeev Gupta, un ancien courtier en matières premières, avait commencé en 2013 à acquérir des usines à travers l'Europe, une expansion stratosphérique. *Le Monde* détaille que Gupta siège aux conseils d'administration de 91 sociétés... rien qu'au Royaume-Uni. « Une toile d'araignée » illisible. D'autant plus que, n'étant pas coté en bourse, GFC ne publie pas de comptes consolidés. bt

„Versuchskaninchen“

Am Montag beginnt der Prozess gegen die Lieferplattform WeDely. Den Betreibern wird vorgeworfen, bewusst auf Schwarzarbeit zurückgegriffen zu haben. Mit Goosty hat sich kürzlich eine neue Plattform gegründet, die ein ähnliches Geschäftsmodell verfolgt

Luc Laboulle

Seitdem die Konsumräume der Restaurants und Gaststätten wegen Covid-19 geschlossen sind, boomt das Geschäft mit den Online-Essenslieferungen. Genaue Zahlen sind noch nicht bekannt, doch sowohl die Plattformbetreiber selbst als auch der Hotel-, Restaurant- und Gaststättenverband Horesca bestätigen, dass der Sektor in den vergangenen zwölf Monaten stark zugelegt hat. Wie hoch die Profite der Online-Plattformen tatsächlich sind, wird sich aber erst in einigen Monaten zeigen, wenn die Bilanzen von 2020 veröffentlicht werden.

Vor der Coronakrise waren Essenslieferungen in Luxemburg kein sonderlich rentables Geschäft. Die Plattform Foostix, dessen Gründer Marc Neuen (48) in Luxemburg zu den Pionieren der Plattformwirtschaft gehört, stellte im November 2019 die Lieferungen ein und arbeitet seitdem nur noch mit Restaurants zusammen, die ihr Essen selbst ausliefern. Dabei hatte Neuen sich Mühe gegeben, die Lohnkosten niedrig zu halten. Er engagierte die meisten seiner Fahrer/innen über eine vom Beschäftigungsfonds bezuschusste Wiedereinstiegsmaßnahme für Menschen ohne Schulabschluss und Langzeitarbeitslose. „Es waren die billigsten Arbeitskräfte, die man legal bekommen konnte“, sagt Neuen. Seine Rechnung ging trotzdem nicht auf.

Andere Plattformen hatten mehr Erfolg. Die 2016 gegründete Firma Grouplunch etwa, die bislang ausschließlich zur Mittagszeit größere Sammelbestellungen an Betriebe lieferte. Doch seit viele Menschen im Homeoffice arbeiten, ist das Geschäft eingebrochen. Deshalb hat Grouplunch sich kürzlich in Foozo umbenannt und liefert nun mittags und abends auch an Privathaushalte. Wie Foostix bis Ende 2019 arbeitet Foozo mit festangestellten Mitarbeiter/innen zusammen. Die rund 30 Fahrer/innen verfügen über unbefristete oder befristete Verträge und verdienen den unqualifizierten Mindestlohn. Die Fahrzeuge, die sie benutzen, gehören der Firma. Seit Foozo auch am Abend liefert, habe sich der Anteil an Vollzeitstellen in seinem Betrieb erhöht, erklärt Grouplunch-Gründer und Generaldirektor Pierre Pereira da Silva (33) im Gespräch mit dem Land. Ihn und Marc Neuen verbindet, dass sie die Grenze zur Illegalität nicht überschreiten wollen.

Zwei Lieferplattformen haben sich dazu entschieden, diese Grenze auszuloten. Eine von ihnen ist WeDely, das die Krise zur Expansion genutzt hat und inzwischen zum Marktführer in Luxemburg aufgestiegen ist. Eigenen Angaben zufolge zählt die Plattform aktuell 350 Restaurants zu ihren Kunden. Erste Beschwerden gegen WeDely waren bereits 2018 und 2019 bei der Gewerbeinspektion ITM eingegangen. Konkurrenten hatten sich daran gestört, dass die Firma mutmaßlich mit schein-selbstständigen Fahrer/innen zusammenarbeite, was ihr einen Konkurrenzvorteil gegenüber anderen Plattformen verschaffe. Vergangenes Jahr hatte die ITM sieben Dossiers zu WeDely an die Staatsanwaltschaft weitergeleitet.

Am Montag beginnt nun vor dem Bezirksgericht Luxemburg der Prozess gegen den Betreiber der Logistikplattform WeDely, die 2013 gegründete Firma H.T. Layer Europe S.A. Auch die drei Geschäftsführer sind mitangeklagt. Es ist der erste Prozess dieser Art in Luxemburg. Laut Staatsanwaltschaft wird H.T. Layer Europe vorgeworfen, gegen das Arbeitsrecht verstoßen, nicht über die notwendigen Genehmigungen verfügt und auf Schwarzarbeit zurückgegriffen zu haben. *Land*-Informationen zufolge wird der Firma konkret unterstellt, bewusst mit Selbstständigen zusammengearbeitet zu haben, die nicht über eine Niederlassungsgenehmigung verfügen. Im Arbeitsrecht werden solche Arbeitsverhältnisse ausdrücklich als Schwarzarbeit (*Travail clandestin*) bezeichnet. Ausnahmen sind zwar vorgesehen, doch sie beschränken sich auf gelegentliche und unbedeutende Leistungen oder gewöhnliche Hilfsdienste zwischen Familienmitgliedern, Freunden und Nachbarn. Laut Staatsanwaltschaft gehe es im Prozess auch darum, zu klären, ob diese Ausnahmen im Fall von WeDely zutreffen oder nicht. Vieles hänge dabei von der Häufigkeit der erbrachten Dienstleistung ab.

Wie WeDely auf Nachfrage bestätigt und aus einem dem *Land* vorliegenden nicht datierten und anonymisierten Vertrag her-



Essenslieferungen haben seit Beginn der Coronakrise zugenommen

Die Gründer von WeDely sind im Ausloten rechtlicher Grauzonen erprobt. Zwei der drei Geschäftsführer waren 2013 schon ins Visier der italienischen Justiz geraten

vorgeht, beschäftigt die Plattform ihre Auslieferer nicht als Angestellte, sondern als Selbstständige (*à son propre compte*). Mit wie vielen Fahrern WeDely insgesamt zusammenarbeitet, konnte oder wollte die Firma nicht verraten. Schätzungen zufolge dürften es um die 400 sein. Sie benutzen ihr eigenes Auto, Moped oder Fahrrad sowie ihr Smartphone und werden vertraglich dazu verpflichtet, sich die notwendigen Genehmigungen zu besorgen, sich selber zu versichern und sich bei Steuerverwaltung und Sozialversicherung anzumelden. Sie können ihre Arbeitszeiten in der Regel selbst bestimmen, indem sie sich in ein Computersystem einloggen, das der Plattform ihre Verfügbarkeit signalisiert. Die Bezahlung erfolgt nicht nach einem fest vereinbarten Gehalt, sondern nach Häufigkeit der Dienstleistung, die der/die Fahrer/in für das Unternehmen erbringt.

Sobald der Auftraggeber seine Mitarbeiter/innen durch einen Vertrag an sich binde, könne nicht mehr von Selbstständigen die Rede sein, erklärt eine Arbeitsrechtlerin der Salariatskammer (CSL) auf Nachfrage. Wenn ein *Lien de subordination* zwischen Plattform und Fahrer/in bestehe, müsse von einem Beschäftigungsverhältnis ausgegangen werden, betont die CSL. Laut Arbeitsministerium sei es eindeutig, dass Beschäftigte ohne Arbeitsvertrag so zu behandeln seien, als ob sie in einem unbefristeten Arbeitsverhältnis mit dem Arbeitgeber stünden.

Doch gerade hier liegt der Knackpunkt. Der Anwalt von WeDely, Me Philippe Penning, erklärt gegenüber dem *Land*, seine Mandanten würden von den Behörden als „Versuchskaninchen“

benutzt. Das Vertragsverhältnis zwischen Plattform und Mitarbeitern befindet sich in einer rechtlichen Grauzone. Scheinselbstständigkeit ist in Luxemburg bislang nicht gesetzlich geregelt. Wie die Staatsanwaltschaft bestätigte, wurde der Vorwurf, es bestünde ein *Lien de subordination* zwischen Plattform und Fahrer, in der Anklage vorerst nicht zurückbehalten. Es sei aber nicht auszuschließen, dass dieser Sachverhalt zu einem späteren Zeitpunkt noch behandelt werde, erklärte ein Sprecher der Justiz gegenüber dem *Land*. Der uns vorliegende Vertrag von WeDely schließt ein Arbeitsverhältnis und einen *Lien de subordination* ausdrücklich aus. Auch wird darin betont, dass WeDely keine Kontrolle, Beeinflussung oder Supervision auf seine Lieferanten ausübe. Gleichzeitig verpflichten sich die Fahrer aber vertraglich, sich während ihrer Lieferung von WeDely per GPS überwachen zu lassen, damit die Kunden ihre Bestellung nachverfolgen können. Ob dieser Umstand reichen würde, um einen *Lien de subordination* nachzuweisen, ist allerdings fraglich.

Die Gründer von WeDely sind im Ausloten rechtlicher Grauzonen erprobt. Zwei der drei Geschäftsführer der Firma, Filippo Biasotto (38) und Emanuele Chichi (37), waren schon 2013 ins Visier der italienischen Justiz geraten. Einem Bericht der Regionalzeitung *Il Gazzettino* vom 5. Juli 2014 zufolge gehörten sie zu einer aus Italien operierenden Gruppe von fünf Personen, die an der Schaffung einer illegalen Webplattform mit über 120 Servern, 460 Millionen Downloads und einem Umsatz von 1,3 Millionen Euro beteiligt gewesen sei. Konkret ging es um das illegale Herunterladen von Musik, TV-Serien, Videospielen, Software, Pornos und Verlagsprodukten. Laut einem Artikel der Lokalzeitung *Messaggero Veneto* vom 31. Mai 2013 sprach die italienische Finanzwache *Guardia di Finanza* damals von „la più grande piattaforma italiana del falso multimediale“. Nachdem die Behörden die nicht-öffentliche Plattform DDLHits 2013 gesperrt hatten, seien die Server in die Niederlande, nach Frankreich und nach Luxemburg verlegt worden, berichteten italienischen Medien. In Italien wurden der Gruppe unter anderem Internet-Piraterie und Verstöße gegen das Urheberrecht vorgeworfen. Laut Me Penning sei es aber bislang nicht zu einem Prozess gekommen. Die Angelegenheit sei inzwischen verjährt.

Von den Ermittlungen der ITM gegen WeDely unbeeindruckt und vom Corona-Lieferfieber gepackt, haben drei junge Männer Ende vergangenen Jahres eine neue Plattform ins Leben gerufen.

Goosty.lu ist im Gegensatz zu ihrem direkten Konkurrenten seit kurzem auch als Smartphone-App verfügbar. Per Tracker können Kund/innen nachverfolgen, wo die Lieferfahrer/innen mit ihrer Bestellung gerade dran sind. Auch bei Goosty sind die Liefernden Selbstständige, doch ihr Modell sei anders als das von WeDely, versichert Alexandre Roderich (22), Mitbegründer und Managing Partner von Goosty, gegenüber dem *Land*. Die rund 60 Fahrer/innen seien über freie Dienstleistungsverträge an die Plattform gebunden. Goosty fungiere als Kunde der Fahrer/innen, die sich ihrerseits nicht an feste Arbeitszeiten halten müssten und jeden Auftrag ablehnen könnten, betont Roderich. Nicht zuletzt habe Goosty für die Lieferungen mit kleinen Firmen Verträge abgeschlossen, die über eine eigene Fahrzeugflotte verfügen, sagt Roderich. Konkret handle es sich beispielsweise um Betriebe aus dem Bereich des Eventmanagement, ein Sektor, der seit Beginn der Coronakrise quasi still steht.

Goostys Vorteil gegenüber seinen Konkurrenten sei, dass die Kommission, die die auf der Plattform aufgeführten Restaurants zahlen müssen, mit 19 Prozent niedriger sei als die von WeDely, die laut Roderich zwischen 25 und 30 Prozent liege (WeDely wollte auf Nachfrage die Höhe seiner Kommissionen unter Berufung auf die Geschäftsstrategie nicht nennen). Goosty.lu listet nur wenige Monate nach ihrem Start schon 60 Gastronomiebetriebe auf seiner Plattform auf.

Weil das Geschäftsmodell von Goosty sich im Endeffekt kaum von dem von WeDely unterscheide, wolle er auch Roderich und seine beiden Partner bei der ITM melden, sagt ein Plattformbetreiber. *Land*-Informationen zufolge ist bislang noch keine Beschwerde gegen Goosty bei der Gewerbeinspektion eingegangen. Manche Konkurrenten ärgert, dass zwischen der ersten Meldung von WeDely bei der ITM bis zum Abschluss der staatsanwalt-schaftlichen Ermittlungen fast drei Jahre verstrichen sind. In diesen drei Jahren habe das Unternehmen mit mutmaßlich illegalen Praktiken seinen Kundenstamm ungehindert erweitern und sich als Marktführer behaupten können.

Multinationale Anbieter wie Uber-Eats und Deliveroo haben sich im Großherzogtum noch nicht etabliert. Lediglich der im Februar 2020 fusionierte Großkonzern Just-Eat-Takeaway.com bietet in Luxemburg seit Jahren schon einen Marktplatz für Restaurants an. Takeaway arbeitet aber bislang nur mit Restaurants zusammen, die ihr Essen selbst liefern. Rezente Sichtungen von Lieferant/innen in der orangefarbenen Takeaway-Uniform erklärt das Unternehmen damit, dass Partner-Restaurants Zugang zu Firmenartikeln wie Lieferboxen oder Jacken hätten und ihre eigenen Fahrer/innen damit ausrüsten. Das Unternehmen schließt aber nicht aus, dass es künftig auch Lieferungen mit eigenen Mitarbeiter/innen in Luxemburg durchführen will. Ein Zeitplan liege noch nicht vor, erklärte die Konzernzentrale auf *Land*-Nachfrage, die gleichzeitig betonte, dass Takeaway in Europa nicht mit Selbstständigen zusammenarbeite, sondern seine Fahrer/innen ausschließlich über reguläre Arbeitsverträge beschäftige.

In vielen europäischen Ländern regt sich derzeit Widerstand gegen Plattformen wie Uber/Uber-Eats, Deliveroo und andere, die mit prekären Arbeitsverhältnissen hohe Konzerngewinne erzielen. In Deutschland und Großbritannien haben Gerichte bereits erste Urteile zugunsten von Fahrer/innenverbänden und Gewerkschaften gesprochen. Der Luxemburger EU-Kommissar für Beschäftigung und soziale Rechte, Nicolas Schmit (LSAP), hatte im Dezember gegenüber dem *Tageblatt* erklärt, dass die Kommission bis Ende dieses Jahres einen legislativen Text zur Regelung der Plattformarbeit vorlegen wolle. In Luxemburg hat die Salariatskammer vor drei Monaten einen Gesetzesvorschlag veröffentlicht, um die Plattformarbeiter/innen zu schützen und ihnen ein Minimum an Rechten zuzugestehen. Die Regierung aus DP, LSAP und Grüne hatte in ihrem Koalitionsvertrag festgehalten, gegen den Status der „Scheinselbstständigen“ vorzugehen, die „über keinerlei Schutz verfügen und zu unlauterem Wettbewerb beitragen können“. Das bevorstehende Urteil gegen WeDely könnte in dieser Hinsicht richtungsweisend sein. ●



Ein einziger Ansprechpartner
für Ihr Unternehmen und Privatvermögen



Bei der BIL wird Ihr persönlicher Kundenberater von den besten Spezialisten unterstützt, um Sie bei der Verwirklichung Ihrer beruflichen und privaten Vorhaben zu unterstützen. Entdecken Sie unsere verschiedenen Dienstleistungen auf www.bil.com/business-owner oder nehmen Sie direkt Kontakt mit Ihrem Kundenberater der BIL auf.

Dolchstoßlegenden

Bernard Thomas

De Roberto I à Roberto II, la crise n’en finit pas pour l’Aleba



Roberto Scolati, 2014



Marc Glesener, 2014

Roberto Mendolia, cette semaine

Boum ! Signé le 2 mars par le ministre du Travail, Dan Kersch (LSAP), l'arrêté ministériel a provoqué un séisme sur la scène syndicale. Alors que les négociations sur le renouvellement de la convention collective viennent de débuter, l'Association luxembourgeoise des employés de banque et d'assurance (Aleba) s'est vu retirer la représentativité sectorielle. En décembre 2020, le président de l'ABBL, Guy Hoffmann, expliquait encore au *Land* que si Dan Kersch y procédait en plein pourparlers, « ce serait une immixtion directe dans les négociations par le gouvernement... *dat wär ee staarkt Stéck* ». Ce scénario, auquel Hoffmann disait alors « ne pas croire », vient de se réaliser. « Je ne peux pas ne pas prendre une décision à cause de négociations sur la convention collective », dit Dan Kersch. Il explique avoir scrupuleusement respecté la procédure prévue par la loi. Il aurait attendu l'« avis circonstancié » de l'ITM et en aurait suivi la recommandation.

Il y a vingt ans, le *Land* désignait la représentativité de l'Aleba comme « un des grands feuilletons à répétition du droit social et de la scène syndicale ». Après un long hiatus, une nouvelle saison de ce *soap opera* est en cours de production. Pour faire annuler la décision de Kersch, l'Aleba vient d'expédier une lettre recommandée (que le *Land* a pu consulter) au Bureau international du travail à Genève. Le syndicat y évoque un « volte-face » qui viserait « à fragiliser l'Aleba lors des pourparlers en cours » et fait une critique au vitriol de la loi sur la représentativité syndicale qualifiée de « spoliante entre toutes ». Une prise de conscience tardive ; car durant les 17 dernières années, l'Aleba semblait plutôt bien s'en accommoder. Lorsque la loi fut votée en 2004, elle la célébra même comme une consécration. Le précipice des cinquante pour cent semblait très éloigné d'un syndicat qui en cumulait alors 68.

Kommuniqué kamikaze Tout a commencé par un communiqué de presse envoyé par l'Aleba dans la soirée du 9 novembre 2020. Avant même que les négociations officielles n'aient démarré, le syndicat annonçait fièrement avoir conclu un « accord de principe » avec les fédérations patronales sur la reconduction de la convention collective. La publication de ce communiqué aurait été précédée d'une discussion contradictoire en interne, dit Laurent Mertz, le secrétaire général de l'Aleba : « Certains pensaient que l'information allait fuiter et qu'on n'avait rien à cacher. D'autres disaient que c'était prématuré. Personnellement, je n'étais pas partisan de publier le communiqué. J'estimais qu'il valait mieux encore y réfléchir ».

Inconscience politique, bravade syndicale, pulsion destructrice ? La bévée fut énorme et défait toute explication rationnelle. Entamer des

discussions parallèles est une pratique courante ; s'en vanter publiquement s'apparente à un acte d'auto-sabotage. Car pour l'OGBL et le LCGB, le communiqué ne pouvait être interprété autrement que comme une provocation. Publiquement dégradés au rang de spectateurs, les deux centrales nationales n'avaient d'autre choix que de riposter. Et c'est ce qu'ils firent : ils demandaient à Dan Kersch de retirer à l'Aleba sa représentativité sectorielle. Une sorte d'option nucléaire dans la géopolitique intersyndicale. Tardivement, les « alélistes » tentèrent de rétro-pédaler : rien ne serait encore signé avec l'ABBL, il ne s'agirait que d'une « entente verbale ». Mais la mécanique était enclenchée...

Depuis deux ans, l'Aleba est sous probation. Aux élections pour la Chambre des salariés du printemps 2019, sa liste est passée de 50,39 à 49,22 pour cent, c'est-à-dire en-dessous du seuil fatidique des cinquante pour cent qui conditionne sa représentativité sectorielle. Dan Kersch se rappelle l'entrevue avec les dirigeants de l'Aleba au lendemain des élections sociales : « Je n'avais pas l'impression qu'ils s'étaient vraiment confrontés au texte de loi. Ils étaient par exemple convaincus qu'ils venaient de perdre leur représentativité. J'ai dû leur expliquer que ce n'était pas à moi de prendre cette décision. Mais que la question se poserait dès qu'un autre syndicat porterait plainte. Je ne pense pas qu'ils en mesuraient la portée. Ils semblaient plutôt soulagés. »

Pour demander le retrait, il suffisait à l'OGBL et au LCGB de justifier un « intérêt né et actuel ». Par son communiqué, l'Aleba le leur a fourni sur un plateau d'argent. Trois jours et demi après l'envoi du communiqué, l'OGBL et le LCGB expédient donc une lettre avec 159 pages en annexe (des échanges de mails, des graphiques etc.) au ministère du Travail. Il serait « matériellement impossible » de concocter un dossier si volumineux en si peu de temps, estime Laurent Mertz. Il y voit la preuve d'un coup prémédité : « Le dossier était prêt, ils ne cherchaient qu'un prétexte pour le sortir ». La secrétaire centrale de l'OGBL, Véronique Eischen, dément « de manière absolument formelle » cette théorie du guet-apens : « Je vous jure qu'on n'avait pas un tel dossier dans les tiroirs ».

La bourde de l'ABBL Le manque de sens tactique dont a fait preuve la nouvelle direction de l'ABBL est stupéfiant. Normalement, après avoir conclu un deal officieux avec l'Aleba, le président ou directeur de l'organisation patronale aurait dû passer un coup de fil à l'OGBL et au LCGB pour sonder le terrain. Or, Guy Hoffmann et Yves Maas ont négligé de procéder à cette « due diligence » du dialogue social. Par inadvertance, l'ABBL a ainsi contribué à la déchéance de son syndicat favori. Entre les années 1960 et 1970, à l'époque pionnière de l'offshore et des carrières

ouvertes, Marcel Schleder était même passé de la présidence de l'Aleba à celle de l'ABBL. Les relations s'avèrent plus tendues par la suite. En 1991, Eugène Storck lança une grève sectorielle, alors que Marc Glesener était redouté comme négociateur imprévisible. Mais l'ABBL n'a jamais fait ombrage de sa préférence pour l'Aleba, supposée « pragmatique et non-idéologique », par rapport à un OGBL perçu comme « stramm, zentralistesch an dogmatisch ».

Le manque de sens tactique dont ont fait preuve l'Aleba et l'ABBL est stupéfiant

Véronique Eischen savoura sa victoire. « La donne a changé : l'Aleba doit maintenant apprendre qu'ils ne décideront plus tout seuls ». Elle rappelle que l'Aleba dépendra désormais de la bienveillance des deux syndicats nationaux. Il n'y aurait ainsi « plus aucune obligation » de l'inviter aux négociations des conventions collectives. L'OGBL ne cache plus ses visées hégémoniques et affiche sa détermination de réduire l'Aleba au rang de syndicat vassal. Or, ni l'OGBL ni le LCGB ne disent vouloir expulser l'Aleba des négociations en cours. Peut-être parce qu'il serait difficile à justifier une telle mise au ban d'un syndicat qui représente *quasiment* la moitié des employés de banques.

Le juge Jean-Luc Pütz le notait sèchement dans *Aux origines du droit du travail luxembourgeois* : « Il y a peu d'intérêt à adhérer à un syndicat non-représentatif, ce qui limite sensiblement le choix utile du salarié ». Pour l'OGBL et le LCGB, une fenêtre d'opportunité vient de s'ouvrir pour débaucher de nouveaux membres et délégués. Sur le terrain, les tensions devraient monter d'un cran. Au niveau supérieur, les règles du jeu ont changé. Alors que Laurent Mertz semble s'enfermer dans un déni de réalité (« Je ne vois pas pourquoi on ne pourra plus signer tout seul une convention collective »), l'ABBL essaie de réajuster sa stratégie. Son directeur général, Yves Maas, vient de reporter la réunion de négociation prévue pour ce mercredi. Dans un mail aux syndicats, il dit vouloir gagner « une vision plus claire de la situation » après la décision du ministre du Travail.

Déjeuner entre amis L'Aleba est la dernière survivante de feu FEP. Dès les années 1970, la Fédération des employés privés était entrée dans un processus de décomposition, les luttes internes et les scissions finissant par reléguer à l'insignifiance les autres syndicats sectoriels de cols blancs. Mais les présidents de l'Aleba Eugène Storck (1979-1994) et Marc Glesener (1994-2014) avaient, eux, réussi à sauver leur syndicat, refusant de le voir absorbé par la « Eenheitsgewerkschaft ». En 1991, un accord de coopération était conclu entre l'OGBL et l'Aleba, mais Glesener y mit fin en 1997. Durant l'hiver 2019-2020, Nora Back et Véronique Eischen revenaient à la charge, invitant le président de l'Aleba, Roberto Mendolia, et son secrétaire général, Laurent Mertz, à déjeuner. Les deux leaders de l'OGBL offraient une collaboration renforcée, l'Aleba répondit par un « non merci ».

L'Aleba a toujours été menée par des délégués du personnel (souvent d'anciens managers) libérés à temps plein, alors que l'OGBL est dominé par des secrétaires centraux intégrés dans l'appareil syndical. « Ils ne sont pas salariés de l'Aleba, mais de leur banque », dit Véronique Eischen à propos des dirigeants de l'Aleba. Alors que ceux-ci y voient un gage de leur proximité au terrain, Eischen estime qu'ils seraient « dans une autre position, mais pas nécessairement une position plus confortable : ils n'ont pas la même indépendance que nous. »

Chronique d'une érosion Le résultat des dernières élections sociales a pourtant rappelé la résilience de l'Aleba. Malgré la démission de son président et le licenciement d'un tiers de son staff, le syndicat avait limité les dégâts. (L'OGBL, qui avait affiché son ambition de remporter la majorité dans le secteur financier, stagnait à 31,6 pour cent.) Pas de crash donc, mais une lente érosion. Aux dernières élections sociales, l'Aleba (qui revendique officiellement « plus de » ou « près de » 10 000 membres) ne totalisait plus que 16,6 pour cent à la BGL, 29,4 pour cent à la Bil et 33,3 pour cent à la Banque de Luxembourg. L'OGBL et le LCGB ont conquis une à une ces forteresses, alors que l'Aleba s'est repliée sur les banques petites et moyennes, où son assise reste incontestée depuis la fin des années 1980.

L'histoire récente de l'Aleba reflète celle de l'ABBL ou le pouvoir se partageait durant des décennies « en famille » entre les principales banques. Ce vivier s'est tari. Au point que l'ABBL doit désormais recruter ses présidents au Credit Suisse (Yves Maas) ou à la Raiffeisen (Guy Hoffmann). Quant à l'Aleba, elle se cherche désormais ses présidents chez la Banque de Luxembourg (Roberto Scolati) et Clearstream (Roberto Mendolia). Alors que Storck et Glesener avaient pu s'imposer en interne grâce aux puissantes délégations du personnel de la Bil, respectivement de la KBL qu'ils présidaient, leurs successeurs ne peuvent plus prendre appui sur de tels fiefs et réseaux personnels. La crise de l'Aleba a comme effet (et en partie pour cause) l'affaiblissement de ses présidents. Ceci devenait cruellement apparent lors de la succession de Marc Glesener en 2014. Exténué par les 57 plans sociaux négociés entre 2009 et 2014, l'autoritaire Glesener semblait à bout de souffle. Au point

de ne pas avoir préparé sa relève en interne. Ce « syndrome de Juncker » a semé la zizanie en Alebanie.

Roberto Scolati finit par être élu président par défaut en 2014. Isolé et maladroit, il s'avéra incapable de tenir la boutique et délégua : la communication à son secrétaire général, la négociation de la convention collective à son vice-président. Décrédibilisé suite à une fronde des délégués du personnel dans sa propre banque, Scolati démissionna début 2019. Son successeur, Roberto Mendolia, est lui aussi un illustre inconnu. Le Belge reste très effacé dans les médias où ses interventions sont aussi rares qu'écuméniques. Alors que la guerre venait d'être déclarée, Mendolia lançait un « message de paix sociale et de stabilité pour le secteur » dans le *Wort*, prêchant « un discours rassembleur et non pas de désunion ». Dans l'annuaire de *Paperjam*, il énumère ses « atouts majeurs » : « solution oriented » ; « dialogue et altérité » ; « endurance hors norme ».

Protéger le duopole L'Aleba avait dû vivre une longue odyssée judiciaire avant que le ministre du Travail, François Biltgen (CSV), se résigne à lui décerner la représentativité sectorielle en 2001. (Son prédécesseur, Jean-Claude Juncker, avait préféré laisser traîner le dossier.) Poussé par le DP, la Cour administrative et Genève, François Biltgen avançait à reculons. Il aménageait une niche pour l'Aleba – et rien que pour l'Aleba – en inventant une nouvelle représentativité, celle réservée aux « secteurs particulièrement importants de l'économie luxembourgeoise ». Le gouvernement ne cachait pas sa volonté de protéger le duopole OGBL-LCGB, fondement du modèle social luxembourgeois depuis 1936. L'exposé des motifs de la loi de 2004 affichait la couleur : « Une émancipation trop accentuée des syndicats sectoriellement représentatifs serait synonyme, quoi qu'en disent certains, d'éclatement de la scène syndicale ». Pour contrecarrer « le danger du *union shopping* [...]», pratique selon laquelle les employeurs auront le loisir et la possibilité de choisir les syndicats les plus agréables, donc les moins forts lors des négociations collectives », le Luxembourg aurait besoin de « syndicats forts, ayant assez de puissance pour imposer des solutions, des compromis même contre des intérêts parfois partisans ».

Dans sa lettre envoyée cette semaine à Genève, l'Aleba qualifie cette politique protectionniste comme un « excès de pouvoir législatif qui nie les réalités socio-économiques présentes et futures au profit de spéculations politiques à court terme ». Le syndicat des employés de banque pense même y déceler « un zeste de nationalisme qui n'a pas sa place dans une société ouverte, multiculturelle et plurinationale. » Si l'Aleba obtenait de nouveau gain de cause devant les juridictions administratives ou le Bureau international du travail, Dan Kersch se verrait forcé à rouvrir l'épineux dossier de la représentativité syndicale. Vis-à-vis du *Land*, il déclare qu'il s'agirait toujours d'éviter « le morcellement du mouvement ouvrier » : « La volonté politique d'hier n'a pas changé aujourd'hui ». ●

WINTERSPORT IN DER SCHWEIZ

Ab auf die Piste

Charles Wey, Zürich



Wikipedia

Wallfahrtsort
des Eskapismus

„Alles fährt Ski, alles fährt Ski, d’Mamme, dr Bappe, dr Sohn“, trällerte der Schweizer Sänger Vico Torriani 1963 und besang damit, was der Historiker Simon Engel als „Schweizer Lebensgefühl und Nationalbewusstsein zugleich“ bezeichnet.

Und so fahren die Schweizerinnen und Schweizer auch im Corona-Winter 20/21 Ski, als gäbe es keine Covid-19-Pandemie. Zumindest wird die Lage auf diese Weise insbesondere im Ausland polemisiert. Nicht völlig zu Unrecht, wie man angesichts von Aufnahmen aus den Skigebieten in Graubünden, Wallis oder dem Berner Oberland einwerfen möchte. Fotos von langen Warteschlangen an den Talstationen der großen Walliser Wintersportdestinationen Zermatt und Verbier, aufgenommen auf dem Höhepunkt der zweiten Welle Anfang Dezember, gingen um die Welt. Die scheinbare Sorglosigkeit in den Schweizer Bergen sorgte vor allem im benachbarten Ausland für Entrüstung.

Kurz vor Weihnachten geriet Verbier international stärker in die Schlagzeilen. Nachdem bekannt geworden war, dass in Großbritannien die Virusmutation B1.1.7 aufgetreten war, hatte die Schweizer Landesregierung eine rückwirkende Quarantänepflicht für alle Britinnen und Briten verhängt, die seit dem 14. Dezember in die Schweiz eingereist waren. Die Feriengäste hätten die Feiertage somit im Hotelzimmer oder in einer Ferienwohnung verbringen müssen. Stattdessen setzten sich allein in Verbier mehr als 300 britische TouristInnen in einer Nacht-und-Nebel-Aktion ab.

Möglicherweise haben Schweizer Skiorte damit eine Schlüsselrolle in der Verbreitung dieses Mutanten in Europa gespielt. Jedenfalls wirft Walter Ricciardi, der Vertreter Italiens bei der Weltgesundheitsorganisation WHO, den nördlichen Nachbarn das vor. Ein Beispiel, das die These des Medizinprofessors von der Università Cattolica del Sacro Cuore in Rom stützt, ist der Fall einer Touristin, die das mutierte Virus Anfang Januar bei ihrer Rückkehr aus den Skiferien in den Schweizer Bergen nach Belgien eingeschleppt hatte. Im Großraum Antwerpen mussten anschließend zwei Schulen geschlossen und 5 000 Menschen in Quarantäne geschickt werden. Allerdings richtete sich die öffentliche Kritik in Belgien weniger an die Schweiz, sondern vielmehr gegen die Landsfrau – und die eigene Regierung.

Der helvetische Tourismus wurde jedoch weit über die geschilderten Fallbeispiele hinaus in ein negatives Licht gerückt. So etwa Mitte Januar in der Wintersportdestination Wengen im Berner Oberland. Nachdem im 1 100-Seelen-Dorf zwischen Mitte Dezember und dem 11. Januar über 60 Corona-Infektionen gemeldet wurden, musste die Lauberhorn-Abfahrt, die zu den prestigeträchtigsten Rennen im Ski-Alpin-Weltcup

zählt, abgesagt werden. Neben einem beträchtlichen allgemeinen Imageschaden resultierten für viele beteiligte Akteure wie den Verband Swiss Ski oder das Schweizer Fernsehen teils erhebliche finanzielle Verluste.

Auch dem mondänen Graubündner Skiort St. Moritz bescherten Mitte Januar Infektionsherde unter den Angestellten der beiden Luxushotels Grand Hotel des Bains Kempinski und Badrutt’s Palace Negativschlagzeilen. Letzteres entschloss sich aufgrund der medialen Wirkung sogar, den Betrieb für den Rest der Wintersaison einzustellen.

Es bleibt schwer abzuschätzen, wie schwerwiegend und nachhaltig der Reputationsschaden für die jeweiligen Hotels, Wintersportdestinationen und den Schweizer Tourismus insgesamt sein wird. Doch für ein Land, dessen Außendarstellung nicht unwesentlich auf den Eckfeilern «Sauberekeit, Ordnung, Sicherheit (SOS)» beruht, ist der Schaden bereits angerichtet.

Möglicherweise haben Schweizer Skiorte eine Schlüsselrolle in der Verbreitung der Mutanten in Europa gespielt

Trotz dieser Vorkommnisse haben fast alle Skigebiete schweizweit auf die Hauptsaison im Februar hin geöffnet und empfangen Gäste – auch aus dem Ausland, sofern sie denn einreisen dürfen. Tatsächlich ist bislang, abgesehen von den erwähnten Fallbeispielen, die vor allem mediales Aufsehen erregt haben, noch kein größerer Infektionsherd in einem Skigebiet publik geworden. Darüber hinaus haben Wissenschaftler der Materialprüfungs- und Forschungsanstalt Empa, die der ETH Zürich angehört, analysiert, dass das Risiko, sich bei den geltenden Sicherheitsbestimmungen in einer Gondel anzustecken, weitaus geringer ist als bei der Arbeit im Büro oder beim Abendessen in einem Restaurant.

Davon abgesehen sind gewisse Regionen im Berner Oberland, im Wallis und auch in Graubünden dermaßen wirtschaftlich abhängig vom Tourismus, dass sie auch ohne diese wissenschaftlichen Erkenntnisse bewusst Risiken eingehen. Gerade

in den genannten Kantonen wiegt der Verlust der ausländischen Klientel aus Übersee schwer. Die finanziellen Einbußen suchen sie nun mit einheimischer und europäischer Kundschaft zumindest abzufedern.

Es zieht eben nicht nur die Schweizerinnen und Schweizer auf die Skipisten. Auch in Luxemburg wurde in manchem Haushalt wohlwollend zur Kenntnis genommen, dass das Großherzogtum für eine kurze Zeitspanne in diesem Winter, in die praktischerweise auch die Karnevalsferien gefallen sind, nicht auf der Quarantäneliste des Bundes stand. Ab dem 8. März gilt Luxemburg indes wieder als Risikoland.

So profitiert die Schweiz unbestritten davon, dass die Skigebiete in Deutschland, Frankreich und Italien in der Hauptsaison geschlossen bleiben. Eine helvetische Singularität sind die offenen Pisten jedoch nicht. Auch die österreichischen Nachbarn lassen sich ihren Volkssport nicht nehmen. Ebenso sorgten in der östlichen Alpenrepublik Infektionsherde international für Aufsehen. Zwar ließ die österreichische Regierung im Gegensatz zur Schweiz die Skipisten de facto nur für die einheimischen Wintersportler öffnen. Findige Hoteliers und Touristikerinnen halfen ausländischen Gästen jedoch dabei, die Auflagen mit mehr oder weniger kreativen Mitteln zu umgehen. Die aktuell angespannte Lage im Tirol dürfte kein Zufall sein.

Ein Jahr nachdem Ischgl weltweit Schlagzeilen als Corona-Hotspot machte, pilgern europäische Touristinnen und Touristen, sofern es ihnen möglich ist, auch in diesem Winter wieder in die Alpen, diesen Sehnsuchts- und Wallfahrtsort des Eskapismus. ●

CHRONIQUES DE LA COUR

Havre de paix

Dominique Seytre

Malgré le Covid-19, la Cour de justice l’assure, la machine est bien huilée. Les arrêts sont rendus, tout va bien. Son dernier communiqué, « digne de la Pravda », commentent certains au sein de l’institution, cache toutefois une réalité. Les juges au Tribunal européen n’ont pas de travail. Et le sujet est soigneusement occulté. Petit rappel : un juge au Tribunal est juge rapporteur ou bien juge assesseur. Un juge rapporteur est désigné par le président pour mener une affaire à son terme. C’est lui qui se saisit d’un dossier, en supervise la procédure écrite, participe à l’audience des parties, rédige un projet d’arrêt qui sera discuté, au sein de la chambre à laquelle il appartient, par ses collègues les juges assesseurs. Le niveau d’implication d’un juge assesseur dans une affaire varie d’une personne à l’autre. Certains sont très impliqués pour trouver une solution aux problèmes juridiques soulevés et apportent une réelle contribution. D’autres le sont beaucoup moins et se contentent d’un service minimum en votant le projet d’arrêt. Il est donc normal que la Cour, chaque année, dresse la liste des affaires attribuées à chaque juge en tant que juge rapporteur, ce qui donne une indication valable de sa charge de travail.

Le nombre d’affaires prises par les juges européens font pâlir d’envie les magistrats nationaux qui croulent sous les dossiers dans des bureaux miteux

Les chiffres parlent d’eux-mêmes. Ils font pâlir d’envie les magistrats nationaux qui croulent sous les dossiers dans des bureaux miteux. Lorsque les derniers juges prévus par la réforme de 2015 sont arrivés en septembre 2019, ils se sont vu attribuer la rémunération en vigueur de plus de 20 000 euros mensuels et quinze pour cent d’indemnité de résidence. Certains croyaient qu’ils venaient à la rescousse des juges en place pour les aider à attaquer une montagne d’arriérés. C’est le discours officiel, celui qui a prévalu lors de l’adoption de la réforme. Or, que voit-on ? Depuis son arrivée, la juge Porchia n’a réglé, en 2020, que deux ordonnances d’irrecevabilité et aucun arrêt ! Le juge Sampol Pucurull, deux arrêts et huit ordonnances. La juge Skvarilova-Pelzl, neuf arrêts et cinq ordonnances, le juge De Baere, dix arrêts en 2019, mais seulement deux en 2020. Le rythme de travail du Tribunal a dû surprendre l’ancien président de la Cour des droits de l’homme de Strasbourg, Dean Spielmann,

lequel, en 2018, a réglé 19 affaires dont treize arrêts, puis l’année suivante 17 arrêts et six ordonnances et enfin en 2020, seulement cinq arrêts et six ordonnances. Un arrêt tous les deux mois... Le juge Jaeger, ancien président du Tribunal a signé 32 ordonnances en 2019. Ce qui est normal pour un président, seul habilité à s’occuper d’ordonnances de référé à la demande de parties qui veulent des mesures d’urgence. En 2020, devenu simple juge, il a réglé cinq arrêts et deux ordonnances d’irrecevabilité. Le Covid-19 n’y change rien. Dans son communiqué sur ses activités en 2020, la Cour additionne les affaires introduites chez elle et au Tribunal pour expliquer qu’il y a eu baisse due à la crise. Mais si l’on regarde les chiffres pour chaque juridiction, on s’aperçoit que la baisse ne concerne que la Cour. Au Tribunal, les chiffres restent constants. Des « paquets » d’affaires identiques mais portant des numéros différents peuvent, d’une année sur l’autre, créer l’illusion d’une augmentation ou d’une baisse. Pour être plus précise, la Cour aurait dû publier dans son communiqué les statistiques de 2015, l’année qui a précédé celle de la réforme. Celles-ci révèlent que lorsque le Tribunal travaillait à seulement 28 juges, ces derniers avaient grosso modo la même charge de travail qu’actuellement, sans stress particulier. Le même volume de dossiers est maintenant traité par 54 juges. Il est normal que le travail manque.

La pénurie était prévisible et prévue. En 2015, les opposants au projet avaient vu venir cette « armée mexicaine » qui tous les trois ans élit son président, lequel lui distribue les affaires. Ils avaient expliqué qu’afin de faire passer cette réforme, pour des raisons essentiellement politiques, la Cour et ses amis, les parlementaires européens dans les partis majoritaires, le Conseil de l’UE et la plupart des États membres, confondaient sciemment arriéré (backlog) et charge de travail normale (stock of cases) pour expliquer que 28 juges supplémentaires étaient nécessaires. Ils se fondaient aussi sur des arrêts rendus avec beaucoup de retard à l’époque, d’un grand laisser-aller dans la gestion des dossiers qui n’avait plus cours en 2015, à la suite d’une restructuration interne. Cette réforme avait suscité une telle animosité chez ses adversaires que le Conseil avait prévu qu’au plus tard le 26 décembre 2020, la Cour de justice devait soumettre un rapport sur le fonctionnement du Tribunal au Parlement européen, au Conseil et à la Commission. Ce rapport devait se focaliser sur « l’efficacité du Tribunal, sur la nécessité et l’efficacité de l’augmentation à 56 juges (les Britanniques sont entretemps partis, ndlr), sur l’utilisation et l’efficacité des ressources ... » Ce rapport a été effectivement publié sur le site de la Cour sans publicité exagérée. Il conclut qu’en gros tout va bien. Sera-t-il discuté au Parlement ? En attendant le budget de la Cour continue d’exploser. ●



Plus de hauteur

Découvrez le Lëtzebuurger Land en vous abonnant gratuitement durant un mois.

land@land.lu
www.land.lu
téléphone 485757-1

BRIEF AN DIE REDAKTION

Dreiste Behauptung

Lieber Ben,

Sollten wir die Diskussion über Euthanasie und ärztlich assistierten Suizid nicht doch wieder ins rechte Licht rücken?

Es handelt sich dabei ja nicht um eine Diskussion über natürlichen oder nicht natürlichen Tod, über legale oder illegale Tötung, sondern doch um das Erlösen einer Person von einem Lebenszustand, der von ihr als unerträglich empfunden wird und ohne Perspektive ist, so wie das auch bei manchem Suizid der Fall ist. Ich zitiere aus dem Roman *L'Anomalie* von Hervé Le Tellier (Prix Goncourt 2020): „Personne ne se donne la mort, on ne vous a pas appris ça? Il n'y a que des suppliciés qui s'échappent en tuant leur bourreau.“ Eine sehr harte Beurteilung dessen, was das Weiterleben für jemanden bedeuten könnte.

Reaktion auf den Artikel
„Der natürliche Tod“
von Dr. Bernard Thill,
erschienen am
12. Februar 2021

Du schreibst, dass Forschung und Wissen immer versucht haben, Probleme der Menschheit zu lösen, und dass dadurch auch in der Medizin neue Fachdisziplinen entstanden sind, wie etwa die Palliativmedizin. Und in der Tat hat die Palliativmedizin es fertiggebracht, das für viele Personen zunächst unerträgliche Leid in ein erträgliches zu verwandeln, und somit zum Weiterleben in Würde zu motivieren. Dort, wo dies nicht gelingt, bietet die Palliativmedizin die terminale Sedierung an, die darauf abzielt, der Person das Bewusstsein ihres unerträglichen Leidens zu nehmen („künstliches Koma“). Wohlwissend, dass dadurch der Sterbensprozess beschleunigt wird. Krass ausgedrückt, für jene, die sich so gerne mit dem Begriff Tötung

auseinandersetzen, sozusagen eine Tötung auf Raten. Paradoxerweise hat hier wohl niemand ein Problem damit, ob es sich dabei um einen natürlichen oder nicht natürlichen Tod, eine legale oder illegale Tötung handelt!

Und da von Forschung und Wissen die Rede ist: Neuere Forschungsergebnisse an Komapatienten haben ergeben, dass es wohl zwei verschiedene Arten von Bewusstsein gibt, und zwar das „äußere“ (Wahrnehmung von Sinnesreizen) und das „innere“ (Denken). Was ist, wenn tief sedierte Personen zwar keine äußere Wahrnehmung mehr besitzen, aber noch ein inneres Bewusstsein haben und ihre Agonie tagelang innerlich noch „erleben“, bis zu dem durch die starke Sedierung herbeigeführten Tod? Ist das ethisch vertretbar?

Unsere säkularisierte Gesellschaft hat als einen der höchsten Werte die Freiheit des Menschen in den Vordergrund gestellt. Auch die Medizinethik hat als oberstes Prinzip den Respekt der Autonomie, der Selbstbestimmung des Menschen und somit seiner Würde.

Ich bin der Meinung, dass unsere seit 2009 bestehende und vor kurzem modifizierte Gesetzgebung über Euthanasie und ärztlich assistierten Suizid voll und ganz in dieser Optik gegeben ist, und jeder Willkür, ob natürlichem oder herbeigeführtem Tod Einhalt gebietet.

Dass Euthanasie oder assistierter Suizid eine Banalisierung eines tragischen Ereignisses ist, indem man einen natürlichen Tod bescheinigt und dann zur Tagesordnung übergeht, ist eine dreiste Behauptung und ein Schlag ins Gesicht der verantwortungsvollen, engagiert betreuenden Kolleginnen und Kollegen, die dann auch noch der Lüge bezichtigt werden, wenn sie einen Totenschein gesetzeskonform ausstellen!

Was das Vertrauen in die Ärzteschaft angeht, bin ich der Meinung, dass es eher wächst, wenn der leidende Patient, der von seinem Arzt schon länger betreut wird, im Voraus weiß, dass dieser ihm auch in seinen letzten Stunden beistehen wird seinem letzten Willen auf einen würdevollen, „natürlichen“ Tod Respekt erweist.

Mit freundlichen kollegialen Grüßen,

Dr. Pit Buchler



Oberstes
Prinzip: Respekt
der Selbst-
bestimmung

ZU GAST IM LAND

Schon wieder Index-Manipulation

Diese Woche teilte das statistische Amt mit, der semestrielle Durchschnitt des Index vom 1. Januar 1948, der für die nachträgliche, teilweise Anpassung der Löhne und Renten an die Preisentwicklung gilt, sei im Monat Februar zurückgegangen. Gegenwärtig muss man davon ausgehen, dass frühestens in einem Jahr eine Indexranche erfallen wird, so dass zwischendurch die Kaufkraft weiter zurückgehen wird.

Diese Entwicklung ist nicht allein darauf zurückzuführen, dass zahlreiche Waren, die importiert werden, wegen der Preisexplosion bei den Rohstoffen teurer wurden, sondern hat auch damit zu tun, dass Regierung und Chamber sich dazu entschieden, die CO₂-Steuer im Indexwarenkorb zu „neutralisieren“, um den schnelleren Erfall einer Indexranche zu verhindern. Das wird zur Folge haben, dass die Löhne und Renten später an die Inflation angepasst werden, so dass der Kaufkraftverlust sich verstärken wird.

Diese Manipulation, die ab 2022 noch erweitert wird, da beschlossen wurde, die CO₂-Steuer weiter anzuheben, ist eine von vielen, mit denen die Rechenkünstler in der Verwaltung und die Zauberer in der Regierung seit jeher versuchen, den Index zu „stabilisieren“, beziehungsweise zu verlangsamen, immer mit der Begründung, „die Konkurrenzfähigkeit der Wirtschaft“ müsse bewahrt werden.

Eine der größten Indexmanipulationen erfolgte im Jahr 1967, als der Indexwarenkorb von 36 auf 173 Konsumartikel erweitert, und der Anteil der landwirtschaftlichen Produkte stark reduziert wurde. Dies geschah zu einem Zeitpunkt, als die Lebensmittelpreise seit längerem stark angestiegen waren, so dass eine Anpassung der Löhne an die Inflation in einem höheren Rhythmus zu erwarten war.

Um das zu verhindern, wurden zahlreiche Produkte der Massenindustrie, die wegen der rasanten Technikentwicklung billiger

wurden – darunter der berüchtigte Plastikeimer – in den Indexwarenkorb aufgenommen, so dass das Tempo, mit denen sich der Preisindex entwickelte, erheblich gesenkt wurde. Aus dem gleichen Grund erfolgte damals der Wechsel vom Punkt- und Prozentsystem.

Bei anderen Gelegenheiten war die Regierung nicht weniger erfindisch: Die Vorschussindexranche wurde erst suspendiert und dann nicht wieder eingeführt, die Zahl der Indexbranchen wurde zeitlich begrenzt, und das Kindergeld, die Erziehungszulage und der Elternurlaub wurden vom Index abgekoppelt.

Zu einer größeren Indexmanipulation kam es während der Jahre 2012 bis 2014. Das Gesetz von 2012 über den Indexklaus, dem die CSV, die LSAP, die DP und die Grünen zustimmten, setzte den automatischen Indexmechanismus außer Kraft und verfügte, dass es lediglich eine Indexranche im Jahr geben werde, unabhängig davon, wie rasant die Inflation fortschreiten würde. Das Patronat sparte auf diese Weise Hunderte von Millionen Euro an Lohngeldern, während die Lohnabhängigen und Rentner einen heftigen Kaufkraftschwund hinnehmen mussten.

Die Neutralisierung der CO₂-Steuer ist der neueste Streich in der langen Reihe von Indexmanipulationen und wird ganz sicher nicht der letzte sein, sollte die Regierung merken, dass von Seiten der Schaffenden und Rentner kein oder nur wenig Widerstand gegen den schleichenden Kaufkraftverlust zu erwarten ist. Und das alles zu diesem Zeitpunkt, da Zehntausende wegen der Kurzarbeit ohnehin bereits einen hohen Einkommensverlust zu verkraften haben.

Um einen weiteren Rückgang der Kaufkraft zu verhindern, wird es nicht genügen, die Faust in der Tasche zu machen. ● Ali Ruckert (Präsident der KPL)

CHRONIQUES DE L'URGENCE

La parfaite asymétrie

Jean Lasar

Malheur à ceux qui osent tenir tête aux grands pétroliers, surtout s'ils parviennent à prouver les dommages qu'ils causent et à les contraindre à indemniser leurs victimes. L'avocat Steven Donziger a appris à ses dépens que lorsqu'une de ces multinationales décidées à ébouillanter notre planète est lourdement condamnée, elle est susceptible de déclencher les manœuvres les plus viles pour intimider ses adversaires.

Steven Donziger a
obtenu en 2013 de la
justice équatorienne une
amende de 9,5 milliards
de dollars contre
Chevron pour avoir
empoisonné
l'environnement

Diplômé de Harvard, spécialiste des droits de l'Homme, Donziger a obtenu en 2013 de la justice équatorienne une amende de 9,5 milliards de dollars contre Chevron pour avoir empoisonné l'environnement des habitants de la région amazonienne de Lago Agrio, au nord-est du pays, dont plusieurs au moins en sont morts – des milliers en réalité selon lui. Chevron avait expressément demandé que le jugement ait lieu en Équateur. Depuis, l'entreprise a vendu ses exploitations dans ce pays, mais doit faire face aux efforts de la justice équatorienne pour obtenir le recouvrement de l'amende dans d'autres pays.

Car, au lieu de payer l'amende et de nettoyer ce qu'elle a souillé, Chevron a préféré viser frontalement le juriste new-yorkais en lâchant contre lui, à partir de 2018, une meute d'avocats qui ont obtenu d'un juge américain acquis à leur cause sa condamnation pour outrage au tribunal et une assignation à résidence qui a duré 19 mois, en plus d'amendes s'élevant à des millions de dollars. Son crime ? Avoir organisé un *crowdfunding* international au profit de ses clients équatoriens. Selon Donziger, ces attaques contre lui ont coûté de l'ordre de deux milliards de dollars à Chevron.

Jeudi 4 mars, Steven Donziger a enregistré un succès remarquable devant une Cour d'appel de New York, qui a annulé l'argument central utilisé pour le condamner pour outrage, à savoir que la levée de fonds qu'il avait organisée, qui servait aussi à payer ses honoraires, était illégale. L'avocat de Donziger, Martin Garbus, ancien défenseur de Nelson Mandela, s'en est réjoui, estimant que c'est aussi une « victoire pour les peuples indigènes du monde entier contre les pollueurs industriels » et qualifiant les procédures pour outrage lancées contre son client de « brutales ».

Dans cette affaire, l'asymétrie entre les deux parties est saisissante. Les victimes des actes de pollution de Texaco, acquise depuis par Chevron, font partie des populations les plus démunies de la planète, et la condamnation du pétrolier n'a été possible que parce que leur avocat s'est battu inlassablement pour monter un réseau d'aide et démontrer sans l'ombre d'un doute la réalité de la pollution. En face, un des pires pollueurs de la planète, aux ressources financières pratiquement illimitées, prêt à incriminer abusivement un avocat, à le ruiner, à le faire rayer du barreau et à limiter sa liberté de mouvement. Une asymétrie qui est en soi un vibrant plaidoyer en faveur de l'institution d'un crime d'écocide. ●

D'GEDICHT VUN DER WOCH



E wichtege Clown

Jacques Drescher

E wollt sech net drécken,
Dee wichtege Dëcken.
En ass jo kee Clown,
Deen d'Kanner verdro'n.

E wollt nom Entgleisen
Op aner Leit weisen,
Di vill manner weien
A sech awer geheien.

Och Clowne si wichteg,
An ass et net richtig,
Wann d'Kanner nees lessen
An d'Krankheet vergiessen?

Vläicht sollt ee just laachen,
Wéi d'Kanner et maachen.
Well de Mann ass vum Fach
Mat deem Clowne-Verglach.

Briser les murs

●●●○○

Il n’y a pas que le Covid dans l’actualité. L’autre sujet qui occupe les esprits concerne 200 000 personnes qui changent de pays pour venir travailler au Luxembourg : les frontaliers. Après l’approche documentaire déclinée au féminin par Sophie Langevin dans *Frontalières* (voir *d’Land* 22.01.2021), Jean Portante livre une version plus personnelle de la question avec *Frontalier* (au masculin singulier) dont la première aura lieu ce samedi au Théâtre national du Luxembourg, dans une mise en scène de Frank Hoffmann. Le comédien Jacques Bonnaffé (photo : sb) y est seul en scène (un exercice dont il est coutumier, on l’a vu dans *L’Oral et Hardi* ou dans *54 x 13*) pour camper ce frontalier, fils de frontalier qui, pendant un de ces embouteillages quotidiens se



prend à rêver d’autres frontières, d’autres flots migratoires, d’autres processions. Écrit en grande partie lors d’une résidence d’écrivain à Scy-Chazelles en Lorraine, la pièce de Jean Portante est un monologue où s’entremêlent les époques et les territoires entre le passage autoroutier routinier et l’autobiographie familiale de la traversée des Alpes. C’est un cri de désespoir contre les murs qui se dressent partout. La question de la double appartenance (ou de la non appartenance) marque l’ensemble l’œuvre de Jean Portante, né à Differdange en 1950 de parents italiens, que ce soit dans ses romans, essais, poèmes ou pièces. Frank Hoffmann signe ici sa deuxième mise en scène de l’auteur après *Orphée au pays des mortels*. Le texte de la pièce paraît aux éditions Hyde. [fc](#)

Land

Fausses nouvelles, vrais problèmes

●●●○○

Manipulations, rumeurs, mensonges, désinformation… les fake news sont sur toutes les lèvres, ébranlent la politique, orientent l’opinion, transforment les discours et mettent à mal le travail journalistique ou scientifique. Un sujet que Daliah Kentges (mise en scène) et Sarah Rock (dramaturgie) prennent à bras le corps pour une performance théâtrale jouée ce vendredi au Trifolion à Echternach par Anouk Wagener et Pitt Simon. *Fake Facts – Der Stoff, aus dem die Wahrheiten sind* est un collage de textes d’environ cinquante minutes qui vise à questionner l’idée de fake news et à montrer comment fonctionne la distorsion des faits dans des interviews ou des discours politiques. Le spectacle se réfère en outre à des cas de fausses informations dans l’histoire ancienne et moderne. De Marie « qu’ils mangent de la brioche » Antoinette à Donald Trump en passant par la guerre de George Bush et les populismes de tous poils, le regard historique de la pièce montre que le phénomène, aujourd’hui amplifié par les réseaux sociaux, n’est pas neuf. Ateliers, débats, événements scolaires sont également prévus pour encadrer ces questionnements. [fc](#)

Portrait de femme

●●●○○



En 1939, les parents Salomon envoient leur fille Charlotte dans le sud de la France pour qu’elle échappe au nazisme. Pour retrouver le goût de vivre, elle se lance dans une aventure artistique et décide de raconter sa vie en dessins et peintures qu’elle accompagne de textes et d’indications musicales. Ces plus de mille gouaches deviennent une sorte de roman graphique qu’elle nommera *Vie ? ou Théâtre ?* Cette volonté de réagir face à l’horreur dans laquelle elle était plongée ne lui permettra pas d’échapper aux camps, mais laisse une œuvre aujourd’hui exposée dans de nombreux musées. Ce personnage a inspiré David Foenkinos pour son roman *Charlotte*. À son tour, Muriel Coulin puise dans l’œuvre de Charlotte Salomon et dans le roman pour créer un spectacle qui sera présenté au Théâtre des Capucins les 16 et 17 mars. La jeune Mélodie Richard (photo : Christophe

Manquillet) est la bouleversante et époustouflante incarnation de Charlotte aux côtés de laquelle on pourra voir le comédien grand-ducal Joël Delsaut. [fc](#)

Jolie poupée

●●●○○

Déjà avec *Bienvenue en Corée du Nord*, Olivier Lopez utilisait le rire pour mieux nous obliger à penser notre monde. Avec *Rabudôru, poupée d’amour*, au Kinneksbond les 17 et 18 mars, il maintient ce cap de la fable contemporaine en interrogeant notre capacité à porter une dimension affective aux objets qui nous entourent. Dans une usine de jouets frappée par la crise, la direction décide de diversifier son activité en se lançant dans la production de poupées de réconfort pour adulte, les fameuses rabudôru venues du Japon (photo : Virginie Meigné). Ces versions grandeur nature de la poupée Barbie sont conçues dans un souci de réalisme parfait et de passivité. Le lancement de cette fabrication fait débat au sein du personnel, notamment entre Nora et Thierry. Les poupées sont-elles le symbole d’une rétrogradation de la condition des femmes ou un débouché économique ? Offrent-elles des possibilités thérapeutiques ou sont-elles des briseuses de couples ? [fc](#)



MUSIQUES

Capuçon en double

●●●○○

Gautier Capuçon et son violoncelle étaient déjà venus en janvier jouer avec l’OPL sous la direction de Leonidas Kavakos, artiste en résidence à la Philharmonie. Le revoilà pour une soirée (mais avec deux prestations, à 18 et 20h, histoire de permettre à plus de monde d’y assister), le 15 mars, toujours à la Philharmonie. Il est accompagné cette fois par le pianiste Jérôme Ducros que les puristes connaissent pour une polémique autour du langage tonal et des langages non-tonaux, mais qui a surtout récemment signé le disque *Émotions*, avec Gautier Capuçon, justement. Et comme un Capuçon peut en cacher un autre, l’aîné de la fratrie, le violoniste Renaud sera à l’affiche du concert de bienfaisance organisé par la Croix-Rouge luxembourgeoise où l’OPL jouera sous la direction de Gustavo Gimeno, les 18 et 19 mars, là aussi en doublant les horaires. [fc](#)

Capsule sonore

●●●○○

Pour le retour progressif aux concerts, les Rotondes nous ont dégotté une pépite électro dont le programmeur Marc Hauser a le secret. L’Allemand Dennis Schultze travaille sous le nom CV Vision (pour Controlled Voltage Vision) depuis 2014. Installé à Berlin, il bidouille des sons dans son appartement, avec une attitude très « fait maison ». Il

vient de sortir son premier album *Tropical* avec des éléments d’acid rock, de psych soul, de funk et de bizarreries new wave. C’est un voyage entre des excursions sous LSD sur la côte ouest des années 60 et des mutations post-punk des années 80. Les critiques parlent d’un plongeon dans un autre temps, d’une bande originale de film pour l’esprit. À découvrir le 18 mars. [fc](#)

CINÉMA

Clap

●●●○○

Ce sera le troisième long métrage de la réalisatrice luxembourgeoise Laura Schroeder après *Schatzritter* (2012) et *Barrage* (2017). Le tournage de *Maret*, qu’elle a co-écrit avec Judith Angerbauer, vient de débiter sur l’île de Lanzarote aux Canaries. Victime d’une amnésie partielle, Maret, qui vit dans les environs de Hambourg, se voit convoiée sur l’île où le docteur Moore, une chirurgienne spécialiste des troubles du cerveau, a installé son centre de recherches. Moore explique à Maret qu’elle a mis au point une technique novatrice, en mesure de soulager les symptômes de cette lourde amnésie. Maret prend conscience qu’elle doit revenir sur son passé avant l’opération : qui était-elle avant de tout oublier ? Le rôle-titre est tenu par l’actrice allemande Susanne Wolff, lauréate du Deutscher Filmpreis de la Meilleure actrice pour *Styx* en 2019. L’actrice danoise Iben Hjejle (*Portland*,

High Fidelity) interprète le Dr. Moore. Les comédiens Álvaro Cervantes, Stephan Kampwirth, Filip Peeters, Laura Tonke, André Jung et Monique Reuter complètent le casting. Red Lion (déjà producteur de *Barrage*) assure la production aux côtés des Allemands de Red Balloon. Plusieurs techniciens luxembourgeois sont aux manettes comme Christina Schaffer (chef décoratrice), Carlo Thoss (ingénieur du son) ou Uli Simon (chef costumière). La musique originale sera signée par Pascal Schumacher. [fc](#)

ART CONTEMPORAIN

La jeunesse au pouvoir

●●●○○



Après plusieurs mois de travaux, le Casino Display, en lieu et place du Kunschthaus beim Engel, prend du service. Comme cela avait été annoncé (voir le supplément Musées du *Land* du 09.10.2020), ces espaces rénovés seront dédiés à la très jeune création, à la prospection de jeunes talents et à l’orientation des élèves et étudiants vers les domaines artistiques. Une

résidence d’artistes de six mois accueille déjà Andrea Mancini (né en 1989), artiste sonore et plasticien multidisciplinaire luxembourgeois d’origine italienne. Il mènera une recherche expérimentale sur les éléments constitutifs qui permettent aux deux facettes de sa pratique artistique, le son et l’image, de se fondre en une seule entité. Parallèlement, le Casino Display mène un travail de prospection dans quatre écoles supérieures d’art de la Grande région (École supérieure d’art de Lorraine, Metz/Épinal ; École nationale supérieure d’art et de design, Nancy ; Haute École des arts du Rhin, Strasbourg/Mulhouse et Hochschule der Bildenden Künste Saar, Saarbrücken). Pour la première présentation publique, des étudiants de Metz montrent le fruit de leurs recherches autour du livre en tant qu’objet. *Cartographies et espaces du livre* (photo : Bruno Oliveira) est ouvert ce samedi de 14 à 18 heures. [fc](#)

MUSIQUE LIVE

Jouer sur le fil

Un nuage de surréalisme flotte dans le grand auditorium du centre culturel Opderschmelz. En ce samedi 6 mars, la salle dudelangeoise accueille Fumage, un projet luxu-néerlandais initié pour l'occasion. Le public, diversifié et poliment accoudé à des tables installées d'un bout à l'autre la salle, va assister à la première représentation d'un trio des plus sympathiques. Le premier musicien concerné, dont le nom est mis en évidence sur l'affiche de l'événement est Pol Belardi. Figure centrale de la jeune génération jazz autochtone, le multi-instrumentaliste est aux percussions et aux claviers. Le second, Yuri Rhodenborgh, est à la voix et à la guitare électrique. Le troisième, Angelo Boltini, est à la guitare basse et aux machines (comprendre, échantillonneurs et boîtes à rythmes). Ce dernier monte sur scène, casquette vissée sur le crâne. Déjà, les machines fumigènes s'enclenchent, de sorte qu'on a encore du mal à discerner tel ou tel musicien.



Le premier morceau annonce la couleur. Une boîte à rythme, des riffs à la guitare, deux couplets, deux refrains et une explosion musicale où les instruments jouent tantôt à l'unisson, tantôt en désaccord. Un pattern musical classique et qui sera appliqué à toutes les compositions de la formation éphémère. L'audience a affaire à de l'indie rock ou indie eletronic. La brochure de l'événement disait vrai, le trio suit les traces de Dirty Projectors et Grizzly Bear, deux formations originales de Brooklyn et représentatives du genre.

Quand certains photographes traquent l'heure dorée, cette courte période suivant le lever du soleil ou précédant son coucher, certains musiciens semblent maîtriser ce qu'on appellera l'accord doré. Le guitariste ne se prive pas, en effet, de jouer cet ensemble de notes à la guitare électrique, indescriptible sur papier, mais reconnaissable à sa puissance nostalgique et à sa lumière. En parlant de lumière, l'équipe technique du centre culturel semble particulièrement impliquée, mais indécise, tant les changements de tons, de couleurs et de positionnement des spots, sont fréquents.

Yuri Rhodenborgh prend la parole. Il explique que son dernier *gig* remonte à loin et remercie donc le public et l'institution. Angelo Boltini, toujours dans l'ombre, fait un bon mot et Pol Belardi reprend le micro, en luxembourgeois. Il revient sur l'intitulé du projet. Le fumage donc, est une technique picturale surréaliste popularisée par Wolfgang Paalen et qui consiste à bâtir une composition sur la base des traces de suie laissées par de la fumée. Le concept est alléchant mais frise l'enfumage car difficilement transcribable en musique, sauf à appliquer le concept littéralement. De manière générale, les musiciens jouent toujours sur le fil. D'un côté, le caractère ultra récent des compositions fait que les reprises, les refrains et les *backs* sonnent souvent faux et que le trio a du mal à former un tout. De l'autre, les gimmicks et montées musicales sont efficaces au possible. Les poussées du chanteur sont osées. Il fait parfois un pas de trop mais reste en équilibre constant. On comprend mieux cette agilité lorsque l'on sait que le musicien est adepte du highlining, pendant sportif et extrême du funambulisme.

Yuri Rhodenborgh a par ailleurs consacré un album à cette discipline avec sa formation de jazz Redbourg Group, *Bridge the gap*. Un projet très recommandable, paru l'an dernier chez ZenneZ Records. Le trio, dans une sorte d'invocation en guise de conclusion, chante à tue-tête « Show us the way / Show us the light ». À la fin de la représentation, le leader de la troupe admet qu'il ne souhaite pas quitter la scène, mais que le trio a épuisé son stock de chansons. La soirée se termine donc sans rappel et sans véritable faux pas. ● Kévin KroczeK

TANZ / DANSE

Kolonisierung des Weltraums

Anina Valle Thiele

Wie den Weltraum tanzend erkunden? Zwei Tänzerinnen betreten die Bühne; eine trägt einen Raumfahrt Helm wie eine Astronautin. Sie trippelt mit vorsichtig-verschreckten Schritten über unbekanntes Terrain, während die Musik sich apokalyptisch über die Szenerie legt. In *Soul Scapes* verschmelzen surrender Sound und Tanz von Anbeginn miteinander.

Es ist die zehnte Choreografie Tania Soubrys und ihre erste Zusammenarbeit mit Catherine Elsen. Die Idee entstand während einer Residenz in Conway Hall in London. „Indem wir uns mit unserem Seelenwesen verbinden, oder uns als Seelen erinnern, anstatt an die Gedanken oder nur an die materielle Existenz, schaffen wir Seelenlandschaften“, so Soubry. Der Titel ihrer Choreografie, *Soul Scapes*, kann also als Leitmotiv verstanden werden. Die daraus gewonnene Praxis – ein Kaleidoskop von Seelenzuständen – teilte sie mit Catherine Elsen; gemeinsam entdeckten sie Stimmungen und begannen Figuren zu entwerfen, wie ein Walross oder eine Sirene. Für die Choreografie über Raumerkundung im All hätten sie die Arbeiten von Ivo Dimchev (der sich mit seinen radikalen Performances an der Grenze zwischen Tanz, Theater und Kunst bewegt) inspiriert; sie habe sich zur Einstimmung aber auch Filme wie *Space Odyssey* und *Solaris* von Tarkowski angesehen.

Zwischen Größenwahn und Faszination: In ihrer Choreographie „Soul Scapes“ zeichnen Tania Soubry und Catherine Elsen die Erschließung des Weltraums als letzte Stufe der Ausbeutung

„Good evening ladies and gentlemen and welcome to the opderschmelz space station!“, begrüßt das Tänzerpaar das Publikum im ausverkauften Saal. „Yes indeed it's the launch of our schmelzi space-miner. As you know, we could only let you special 50 people into our centre today to witness the launch in person, but the world is watching, the cameras are on and we are live streaming...“

Im Entdecken neuer Grenzgebiete und der Nutzung von Weltraum-Ressourcen liege die Zukunft! Es fallen Zahlen in schwindelerregender Höhe, 17 Billionen Euro sei ein Metall-Asteroid wert. Das letzte Ziel? *Space-colonization!*

„No need to be bored on earth anymore, we offer you futuristic escapist entertainment.“ –

„But, most importantly, we are saving humanity and we are preserving a dying Earth by using the resources of space and by moving high-polluting industries like manufacturing to other planets.“ Am Ende steht ein: *Let's make it happen*, das den politischen Diskurs entlarvt.

Eine der Tänzerinnen sinkt zusammen und greift nach ihrem überdimensionalen Helm. Die andere dreht sich mit bunter Perücke am Boden um die eigene Achse, um sich wiederaufzurichten. Das anfänglich scheue Betasten wird zur sinnlichen Choreografie: mehr freudig denn düster.

Der Dialog zwischen den beiden? Ein einfaches Erklären der Absichten der Weltraumexploration. „Nun, ich bin den ganzen Weg von der Erde gekommen, um Mineralien von hier zu sammeln, von diesem Asteroiden.“ – „Welche Erde? Welche Sammlung? Welche Mineralien? Sind Sie ein Teil der Erde?“ – „Ich bin ein Mensch.“ „Oh ein Mensch, davon habe ich gehört. Heißt das, Du bist von der Erde getrennt? Was ist also los? Du willst also etwas von mir?“ – „Ich bin hier, um Mineralien zurück zur Erde zu bringen – Blumen!“ „Warum?“ – „Weil ich sie brauche!“

Schwingend bewegen sich die beiden Frauen in schwarz glitzernden Kostümen zu blechnen Klängen. Irgendwann werden sich die Tänzerinnen aufeinander zu bewegen und prompt wieder auseinander gleiten. Mit ihren bunten Perücken treten sie ans Mikro und hauchen: „We are here because of you and you because of us; we are here on planet earth, a spiritual re-birth, welcome to the inner space; as we connect to grace, the theatre of human consciousness.“

Dieses Projekt will ein Bewusstsein schaffen für ein Thema, das kaum diskutiert wird. In einem an die Wand projizierten Text ist zu lesen, dass die „Magna Carta of Space“ zum ersten Mal 1961 unterzeichnet wurde und vorsah, Raum als „res communis“ zu etablieren. Jede Entscheidung über *Space Exploration*, Infrastruktur oder Bewohnung bedürfe einer demokratischen Partizipation. Soubrys Choreografie lässt keinen Zweifel, dass sie dem *Space Mining* kritisch gegenübersteht. Die polyphone eklektisch-dynamische Choreografie von knapp 40 Minuten reißt einen mit. Stand anfangs Beklemmung, so gleicht der



Tania Soubry und Catherine Elsen

sinnliche Abschluss eher einer Travestieshow. Kann Freude zu einem Bewusstseinswandel führen?

Soul Scapes greift das Thema Weltraumbergbau plakativ und etwas esoterisch auf. Das anschließende Publikumsgespräch gab Aufschluss über die unterschiedliche Rezeption der Zuschauer/innen. Auf die in den Raum geworfene Frage, wer für 150 000 US-Dollar zum Mars fliegen würde ... oder für vier Euro, gab es kaum Reaktionen. Zur Performance fielen die Stimmen unterschiedlich aus: Philippe Schockweiler von den Grünen beschwor die Faszination der Weltraumforschung: „Es ist doch noch eines der wenigen Themen, die verknüpft sind mit Faszination und Hoffnung.“ Eine Frauenstimme warf ein: „Es gibt so viele Ressourcen und so viele Probleme in der Welt – wieso wird so viel Geld in die Erschließung des Weltraums verballert?“ Während die Künstlerin Justine Blau nur ein Wort in den Raum warf: „Testosteron!“ ●

Soul Scapes. Regie: Tania Soubry; Konzept, Choreografie und Performance: Tania Sobry & Catherine Elsen; Dramturgische Assistenz: Martin Hargreaves; Roy Hart Gesangsassistenz: Emanuela Lazzarini; Kostümdesign: Michèle Tonteling; Mentoring: Camille Mutel. Lichtdesign, musiktechnische Unterstützung und Projektionen: Petrit Jung; Outside Eye: Alexandra Baybutt

Godefroy Gordet

Sous titrés *Les imprévisibles*, cette nouvelle soirée 3 du Trois porte définitivement bien son nom. Car si la crise fait souffrir les programmateurs du TROIS-CL à travailler dans une dimension à très court terme, comme le rappelle Bernard Baumgarten, au traditionnel discours d'entrée, « Show must go on ». Le slogan piqué à juste titre à Queen, qui débutait sa chanson par « Empty spaces », n'aura jamais été aussi symbolique. Dans cet esprit, le Centre de Création Chorégraphique Luxembourgeois nous offre deux sorties de résidences, celles du jeune Pierre Piton, et une autre des plus aguerries Annick Pütz et Anne Kawala.

La pensée de Pierre Piton est en construction, nous serons là aux prochaines tentatives

Première de la soirée, la proposition un brin méta du chorégraphe et danseur français Pierre Piton, qui avec son *OPEN/CLOSED* s'attarde sur « les propriétés symbiotiques des lichens ». Au sortir d'une résidence de deux semaines, qui constitue les quinze tout premiers jours de cette nouvelle création, Piton ne parle que « d'une piste de travail », nous y voyons déjà un bout de spectacle. Démarrant collé au mur, lumière crue de salle tout du long et habillé des frusques quotidiennes, le danseur inspire et expire joue contre le mur, incarnant ce champignon qu'il prend pour modèle. Quand la pose en bas-relief nous rappelle vaguement l'art de l'Égypte antique, c'est principalement ce changement de face primaire du cube de scène qui interpelle. Alors que le danseur a généralement besoin d'un ancrage au sol, Piton, lui, ne se détache pas de la paroi plâtrée d'un noir monochrome.

Sans être le pionnier de l'idée, c'est une redéfinition de là où l'on danse, de là où le corps peut bouger, se mouvoir, quand d'autres organismes ne connaissent pas cette limite. Là, il s'agit d'utiliser le mur comme surface de création, de recherche, s'y étendre, s'y glisser, s'y frotter : inverser la gravité pour trouver à devenir autre, une créature inconnue peut-être. Sous une note unique de clavecin électronique, résonnant tel un bourdonnement incessant, nous faisant perdre l'équilibre, même vissés sur nos chaises, invités à perdre la notion même d'espace, Piton formule sa créature. Il l'incarne jusque dans le souffle qui se tord, se retient, s'expulse comme si l'animal, la chose, souffrait d'une malformation ou d'une transformation lente, en cours...

Là-dedans, le chorégraphe intègre l'ambivalence entre l'intérieur et l'extérieur du corps, par une bête qui se diffuse dans l'espace, à l'image de l'invasif lichen qui se fixe sur une surface. Ce nouvel être s'entend jusque dans l'écho d'un son sorti de la bouche en cœur du danseur, qui d'un sifflotement appelle à une connexion avec le regardant. *OPEN/CLOSED* est en l'état



Pierre Piton se sert du mur comme d'autres du sol

une forme performative, la pensée de l'artiste est visiblement en construction, son esprit en chantier guidé par un corps qui veut exprimer, dialoguer avec son public, nous tendant la main littéralement par moment, ouvrant son corps symboliquement à d'autres occasions. Ce qui est certain c'est que nous serons là aux prochaines tentatives et puis, comme il est écrit sur le maillot du jeune homme, « The Goal is the intention », et c'est assez censé.

Polysemis du duo – le temps d'un spectacle – Annick Pütz et Anne Kawala suit et clôture la soirée. Une autre sortie de résidence, dans un genre assez différent, entre recherche scientifique et délire méditatif. Ce qui se couple ici clairement ce sont la danse et l'écriture. Dans le moins compréhensible, on trouve sur scène un dispositif sorte de salle d'exposition d'art contemporain où sculpture, vidéo projection et dessins bruts se compilent. Ça ne dérange pas tant que ça, mais l'approximation de ces éléments à résider sur scène jure avec la dimension affirmative que transporte cette pièce de danse – quoique.

Et si le texte est magnifique, les mouvements du corps sonnent presque faux face à lui et inversement. Pourtant, la maîtrise artistique très différente révèle une précision architecturale des gestes, et une littérature très intéressante. Ce qu'on entend et voit c'est l'expression interne du corps, des organes, le bruit de l'intérieur corporel et viscéral, au sens propre. Alors, oui, l'affection à cette forme est plus fugace. Mais force est de constater que le chant de la terre mouillée, la connexion avec le public, le texte – même dit de dos –, cet avion passé au-dessus de nous en toute fin, tout ça livre une grande poésie, s'imbriquant dans le grand tout de ce spectacle assez formel en surface, qui a encore à trouver d'autres coïncidences pour associer tous ces éléments au même niveau de dialogue. Un projet en évolution donc, qui se perd dans les limbes d'un discours trop scientifique, voire académique, et qui doit encore chercher son attitude envers son public. ●

33 confessions d'artiste : Yuko Kominami

Sofia Eliza Bouratsis

Le questionnaire de Proust date des années 1860 était nommé Confessions. Les 33 confessions d'artiste sont un jeu, relativement sérieux, qui s'en inspire. La danseuse Yuko Kominami y répond

Ce que je prends au petit-déjeuner

Un nettoyant (une grande tasse d'eau tiède), un stimulant (une grande quantité d'eau), de bonnes bactéries (du chou fermenté dans du vinaigre, sauce soja, saké sucré) et un carburant (du pain ou un bol de riz).

Ma première œuvre d'art

Quand j'avais 6 ans, je sortais tous les matins pour sauter à la corde, et ce-faisant, je discutais avec le soleil. Je me souviens encore du soleil qui me parlait. Tous les jours, en rentrant à la maison, je documentais ces conversations. C'était un art performatif imaginaire accompagné d'une documentation de poésie en prose qui a duré environ un an.

La raison pour laquelle je fais de l'art

Mon art et ma vie ont commencé à fusionner il y a très longtemps, maintenant je ne pense plus au pourquoi. C'est ce que je fais, c'est ma manière d'exister dans ce monde – c'est comme ça que je le ressens. C'est comme se réveiller chaque matin, faire des choses, ressentir de la joie...

Ce que je fais mis à part de l'art

Je ne le fais pas aussi souvent que je devrais, mais quand je fais un travail de production, je ne sens pas que c'est de l'art.

Les rapports entre mon art et ma vie

Même réponse qu'à la troisième question !

Ce que j'aime le plus dans le processus créatif

Quand je crée une pièce, quand je travaille sur une matière, je me sens comme si je creusais un abîme. Je peux creuser de plus en plus profondément, il n'y a pas de fin. En plus de ça, la boue que j'extrait est juteuse.

Ce que j'aime le moins dans le monde de l'art

Quand le capitalisme prend le dessus et l'œuvre d'art est considérée comme une marchandise.

Est-ce que l'art a des limites ?

Non, mais cela dépend de comment vous définissez les notions d'art et de limite. Mais à sa manière – et pas nécessairement dans une perspective morale – je pense que l'art doit être basé sur le respect.

Mon occupation préférée

Nous tortiller et nous balancer, ma fille de 7 ans et moi

Mon drink préféré

Un thé vert vif – presque fluorescent – et doux, qui est un mélange de poudre de matcha, de thé vert et de grains de riz brun grillés.

Ce que je fais quand je ne suis pas inspirée

Tout oublier et sortir se promener dans un état inconscient, flotter (dans la mer, dans son bain), ou manger du chocolat en abondance.

Ma drogue préférée

S'il existe « l'ivresse du coureur », peut-être alors que je pourrais appeler la mienne « l'ivresse de la danse ». Quand je danse, quelque chose se passe et je sens que je suis connectée à TOUT, littéralement à chaque chose. Et cela vous élève pour toujours : il n'y a pas de descente, ni de gueule de bois. Mais c'est hautement addictif.

Mon mot préféré

En anglais... peut-être becoming, blossoming.

Le mot que je déteste

Je ne peux penser à aucun.

Ma langue préférée

Une langue maternelle.

Mon rapport au temps

Une relation d'amour-haine. J'aime quand une fraction de seconde se dépie à l'infini. Je déteste quand je dois rattraper le temps.

Le rôle du corps dans mon travail

C'est un point de départ. Mon corps est un paysage volatile emprunté, où réside un microcosme.

Le rôle de la politique dans mon travail

Je comprends que ces jours-ci, dans le monde où nous vivons, presque tout est politisé et le pouvoir est diffus partout. Donc, je sens que la politique est déjà là, que je le veuille ou non. Ce n'est peut-être pas si évident, mais je cherche consciemment, à ma manière, dans mon travail, un moyen de sortir des jeux de pouvoir inégaux et absurdes.

Le rôle de la couleur dans mon travail

Très important. Les couleurs fonctionnent dans mon travail par synesthésie, évoquant des souvenirs et des univers.

Le rôle de la nature dans mon travail

Essentiel et très présent. Mon corps est une partie de la nature. Toute chose artificielle que je fais, fait peut-être aussi partie de la nature.

Le rôle du monde des idées dans mon travail

Inspiration. J'aime me plonger dans les pensées de beaux penseurs, m'en inspirer pour trouver un passage dans ma recherche. Mon père était un homme passionné par « le monde des idées », et j'espère l'avoir reçu un peu de lui.

Le rôle des modes du monde de l'art dans mon travail

Les modes dévoilent en partie l'état du monde, je crois. Mais je garde mes distances.

La matière avec laquelle je n'ai jamais osé faire d'œuvre

Je dois confesser que je ne suis pas très douée pour le gore.

Mes artistes favoris

J'en ai tellement. Mais si je pense à la longueur temporelle – au temps – que je peux passer dans l'œuvre de quelqu'un : Kobori Enshu, un maître zen architecte, qui conçoit des jardins. Je peux

rester dans son jardin toute la journée, oublier le temps...

Mon son préféré

Le son de la batterie, lors d'un festival, entendu de loin... l'excitation qu'il suscite.

Le son que je déteste

Un cri d'horreur.

Ma proposition artistique dans la perspective de l'histoire de l'art

Intersection, une ouverture, ou un trou.

Les fautes qui m'inspirent le plus d'indulgence

Arriver en retard... car à ce sujet je suis aussi sur une corde glissante.

La manière de faire ou la chose faite ?

La manière de faire ! Ou plutôt, le processus.

Ce qui pour moi est inacceptable

Un manque de respect. Pas seulement envers les êtres humains, envers tout.

L'animal ou la plante dans lequel je voudrais être réincarné(e)

Si possible, j'aimerais beaucoup être une créature qui est à moitié quelque chose, et à moitié quelque chose d'autre. Par exemple demi-paon et demi-mousse lumineuse. Ou demi-lierre et demi-lynx, quelque chose comme ça.

Le lieu où je ferais une œuvre si j'avais une baguette magique

Dans le bar du Paradis.

Mon état d'esprit actuel

Je me sens comme une méduse flottante, fluide, brillante aux couleurs prismatiques roses et peut-être attendant une grande vague... ●

THEATER

Krank und S(ch)ein

Frank Hoffmann inszeniert Thomas Manns *Zauberberg* mit klarer Handschrift, Momenten der Groteske, einer Überdosis Corona und einem prächtig aufgelegten Wolfram Koch



Marco Lorenzini

Im Bücherregal nimmt selbst die unkommentierte Ausgabe von Thomas Manns Zeitroman *Der Zauberberg* eine beachtliche Breite ein. Die tausend Seiten über die Erlebnisse des Hamburger Ingenieurs Hans Castorp im Sanatorium Berghof im Davoser Hochgebirge schrieb der Lübecker Literatur-Nobelpreisträger in den Jahren 1913 bis 1924 – mit einer vierjährigen Unterbrechung durch den Ersten Weltkrieg. Die epische Dimension eines solchen Prosawerks auf die Bühne zu bringen, die siebenjährigen Erfahrungen im Lungensanatorium auf die Kürze eines Theaterabends zu raffen, diesen Schritt unternehmen Regisseur Frank Hoffmann und Dramaturg Florian Hirsch. Nach einigen Herbstvorstellungen wurden weitere Termine aktualitätsbedingt in den laufenden Monat März verlegt.

Das Ensemble um Wolfram Koch, Ulrich Gebauer und Jacqueline Macaulay verkörpert Thomas Manns epische Figurengalerie in Hoffmanns typischer Bildersprache. Zwar liefert uns auch die Vorlage eine Vielzahl rätselhafter Allegorien rund um das lexikalische Feld der Zeit und der menschlichen Physis; die Zwänge einer verstärkten Raffung für die Bühne führen jedoch zu einem noch kompakteren Abflimmern einzelner Eindrücke und Dialoge, die Fantasie und dramaturgisches Timing verlangen, damit sich aus ihnen ein Ganzes ergibt. An Timing fehlt es diesem Theaterabend selten. An Vorstellungskraft fehlt es ihm nie.

Die Antithese von Castorps hektischer Gestik beim ersten Bühnenauftritt und dem monotonen Bürsten und Summen der Clawdia Chauchat auf der linken Bühnenseite verstören das Zeitgefühl der Zuschauer/innen. Als die Leiche des Veters Joachim vom Totenbett her salutierte oder das Ensemble sich zum Maskenabend der *Danse macabre* trifft, arbeitet Hoffmann eben das aus Manns Roman heraus, was für die Handschrift des TNL-Intendanten so typisch ist: das Groteske im Tragischen. Auch die von dem Geräusch und dem Flimmern eines Stroboskops begleiteten Aufnahmen eines Röntgenapparats sorgen für Komik in Bezug auf Krankheit, Tod und brüchige Lebensauffassungen – zentrale Themen im *Zauberberg*. Das kunststoffliche Röntgenbild zwischen den Lippen der Küssenden dient später sowohl als sanitäre Vorsichtsmaßnahme in der Darstellerrealität wie auch als metaphorischer Hinweis auf das ständige Für und Wider von Lebensbejahung und dem Fetisch „Mensch sein, heißt krank sein“. Die an anderer Stelle zu dick aufgetragene Corona-Aktualität bringt in diesem Moment einen deutlichen Mehrwert.

Zeitweilig gibt es manche Längen in dieser TNL-Produktion, und ja, die x-te Forderung nach Abstand und Handdesinfektion wird redundant. Doch die oben erwähnten Kunstgriffe geben

der totalen Verlangsamung des Zeitempfindens Kontur. Das Sein stockt mit einem „Leben im Horizontalen“ als universelle Medikation. Die Reflexion über Krankheit, der Mut zum „genialen Weg“, die Differenzierung zwischen dem stillgestandenen Sein hoch oben und dem bürgerlichen „Flachland“ unten nehmen in dieser Inszenierung breiten Raum ein.

Auch musikalisch wird die Zeitmetaphorik mit Léo Ferrés *Avec le temps* und Neil Youngs *Hey, hey, my, my* sowie Gustav Mahlers Vertonung von Friedrich Rückerts *Ich bin der Welt abhanden gekommen* erweitert.

Das Spiel mit der Komik, der Retardation, der „ausdehnungslosen Gegenwart, in welcher man dir ewig Suppe bringt“, wird jedoch nicht zuletzt von dem Darsteller-Ensemble wuchtig verkörpert. „It's better to burn out than to fade away“: Ob Castorp, Clawdia Chauchat, Dr Behrens, Settembrini oder Mynheer Peeperkorn, die Darsteller/innen verorten ihre Figuren im ständigen Widerstreit zwischen ideologisch überladenen Ich und dem Siechtum des Schauplatzes. Wolfram Koch in der Hauptrolle zeigt an diesem Abend gerade auch mimisch ein besonderes Gefühl für die Komik seiner Figur, für ihr Handeln und Denken. Das Gefühl dieses Vakuums in der Zeit, die vielzähligen Diskurse über das Kranksein als Menschsein und der hedonistische Gegenentwurf finden in der Route de Longwy ihren dramatischen Ausdruck.

Im Rückblick trägt Hoffmanns Regiearbeit zu Thomas Manns *Zauberberg* die ihm eigene Handschrift. *Der Zauberberg* findet seine Komik in der Groteske, die dem Tragischen Leichtigkeit verleiht. Ein überzeugendes Schauspieler/innen-Ensemble verkörpert das Kranke greifbar. Etwas weniger Corona hätte der Produktion ihren letzten Schliff verpasst. Das wiederholte Rufen nach „Abstand halten“ und der leitmotivische Drang nach Reisen und Ausbruch aus dem Stillstand ist zu dick aufgetragen. Auch ohne diese Zutaten wäre Thomas Manns Werk hinreichend aktuell. ● Claude Reiles

Zauberberg von Thomas Mann, eine Produktion des TNL. Regie von Frank Hoffmann; Dramaturgie von Florian Hirsch; Bühne von Christoph Rasche; Musik und Soundeffekte von René Nuss; Licht von Daniel und Zeljko Sestak; Maske von Joël Seiller und Jasmin Schmit; Kostüme von Jasna Bosnjak. Mit Marc Baum, Ulrich Gebauer, Wolfram Koch, Marco Lorenzini, Jacqueline Macaulay, Maik Solbach. Vorerst keine weiteren Vorstellungen



Yuko Kominami, IWA-KAGAMI, dance performance, Opderschmeltz, 2018

FILMS MADE IN LUXEMBOURG / BERLINALE

Goldener Bär

Martin Theobald, Berlin

Eine Frau hetzt durch die Straßen von Bukarest. Ziellos. Weglos. Sozial distanziert. Sie kauft hastig Blumen. Sie telefoniert nervös und gereizt. Kontrastiert werden diese Szenen von Ausschnitten aus einem privaten Pornofilm. Derb. Unbeholfen. Lächerlich. So der Einstieg in den rumänischen Gewinnerfilm der diesjährigen Berlinale *Barbadeală cu bucluc sau porno balamuc* (*Bad Luck Banging or Loony Born*). Die Handlung des Films könnte einer Zeitungsmeldung entstammen oder einem *Facebook*-Eintrag: Eine Lehrerin filmt sich und ihren Ehemann beim Sex. Der private Porno landet dann auf unbekannten Wegen zum Herunterladen auf einem Internetportal. Selbstredend wird er dort sofort von den Schülerinnen und Schülern sowie deren Eltern entdeckt. Die Schulleitung beruft einen Elternabend ein, der über die weitere Anstellung der Lehrerin befinden und entscheiden soll. Die Veranstaltung wird zu einem Tribunal.

Aus dieser scheinbar simplen Geschichte entwickelt der rumänische Regisseur Radu Jude einen intelligenten Plot über den chauvinistischen Wertekonsens, scheinheilige Moralvorstellungen und kaum verhohlene Frauenfeindlichkeit sowie das allseits akzeptierte Recht des Stärkeren in seinem Heimatland. Ihm gelingt es, das Erbe des Totalitarismus in Rumänien aufzuzeigen, die verdrängte und nicht bewältigte Geschichte des Landes in einer beinahe alltäglichen Begebenheit zu einem Triptychon aufzuspannen, der die Genese der Gesellschaft in einfachen Bildern

eingängt. Jude selbst ist Jahrgang 1977. Er gehört zu einer Generation Filmemacher seines Landes, die immer wieder den Finger in die Wunde legen und aufzeigen, welche Residuen des totalitären Sozialismus aus der Zeit von Nicolae Ceausescu noch heute von der Gesellschaft weitergetragen oder vielleicht sogar wiederentdeckt werden. So auch Regisseur Călin Peter Netzer, der im Jahr 2013 für seinen Film *Poziția Copilului* (Mutter und Sohn) in Berlin mit dem Goldenen Bären ausgezeichnet wurde. Auch in diesem Film standen tradierte totalitäre Verhaltensmuster im Mittelpunkt des Geschehens.

Radu Jude entwirft in seinem Film ein Leidensbild der modernen rumänischen Gesellschaft. Im ersten Teil hastet die Lehrerin Emi, dargestellt von Katia Pascariu, durch die Hochhausfluchten von Bukarest, entlang einfallsloser, jedoch klotzig und klobiger Investorenarchitektur und sozialistischer Prachtbauten, an deren Fassaden nunmehr Leuchtreklame hängt. Sie hetzt durch ein Einkaufszentrum als Sinnbild des Turbokapitalismus, auf dessen Parkplatz ein Hofbräu-Fest stattfindet mit befremdlicher Schunkelmusik. Daneben unrenovierte, verfallene Gebäude, auf deren Fenstersimsen Wäsche trocknet. Die Handlung wird getrieben von den Telefonaten Emis mit ihrem Mann, der verzweifelt versucht, das Sexvideo löschen zu lassen oder zumindest denjenigen zu finden, der es ins Internet gestellt hat. Emis Ziel ist die Wohnung der Schuldirektorin, mit der sie den

eigens einberufenen Elternabend besprechen möchte. In diese Rahmenhandlung baut Jude Anekdoten ein: Kleine Menschen, die aus viel zu großen Autos steigen. Ein auf dem Bürgersteig parkender Mensch, der trotz wütender Proteste nicht von der Stelle weicht. Die Passanten müssen die viel befahrene Straße nutzen, was sie resigniert machen.

Der zweite Teil des Films ist eine Enzyklopädie des heutigen Rumäniens als Stellvertreter für die übrigen Übergangstaaten und -gesellschaften im Südosten Europas. Eine Montage von Archiv- und Propagandafilmen, Werbeclips und Nachrichtenbildern, die Jude im *TikTok*-Stil mit lakonischen Inserts und sarkastischen Kommentaren in *Twitter*-Länge kommentiert.

Im dritten Teil – mit dem Titel Sitcom – wird Emi von der Elternschaft zur Rechenschaft gezogen. Der Teil ist überspannt inszeniert mit deutlichen Anleihen im Trash-TV. Die übertriebene Empörung der Eltern wird vom verzweifelten Versuch Emis kontrastiert, eine individuelle Form der Rechtschaffenheit zu argumentieren. Die Lehrerin versucht, den verschiedenen Vorwürfen mit Vernunft zu begegnen und zitiert sogar Hannah Arendt, was in der Empörungsgesellschaft des Elternabends überhaupt nicht wahrgenommen wird, geschweige denn angenommen. Dabei wird Emi sich mehr und mehr in Rage reden und dem Panoptikum an Eltern deren eigene Scheinheiligkeit

vorwerfen, schließlich habe sie nur Sex gehabt und das sei noch lange kein Verbrechen. Das Ende hält Radu Jude bewusst offen. Er bietet drei mögliche Varianten an, die drei möglichen Entwicklungsszenarien für die Zukunft darstellen.

Bad Luck Banging or Loony Porn entstand während der Pandemie und wirkt in weiten Strecken wie aus der Hüfte geschossen, mal eben gedreht und abgefilmt. Es ist eine überzogene, unterhaltsame, ironische, aber auch bitterböse Realsatire einer Gesellschaft, die sich in einer Komfortzone aus neuem Konservatismus, Nationalismus und Meinungsdictatur eingerichtet hat. Er bietet einen Einblick in ein Land, das vielen Betrachtern befremdlich wirken wird, obwohl es Mitglied der Europäischen Union und damit Teil der europäischen Wertegemeinschaft ist. Radu Jude schafft es, intelligent und kreativ Kritik zu üben – nicht nur an Rumänien. Denn auf der Metaebene nähert er sich gleichzeitig der universellen Gereiztheit der Pandemie-Gegenwart, in der die Rechthaberei der Gesinnungswächter grenzenlos zu sein scheint.

Der Film wurde als rumänisch-luxemburgisch-kroatisch-tschechische Koproduktion realisiert. Von luxemburgischer Seite zeichnet Paul Thiltges verantwortlich. Radu Jude war bereits mit seinem ersten Langspielfilm *Cea mai fericită fată din lume* (The Happiest Girl in the World) 2009 Gast der Internationalen Filmfestspiele von Berlin. ●

Barbadeală cu bucluc sau porno balamuc (*Bad Luck Banging or Loony Born*). Rumänien, Luxemburg, Kroatien, Tschechien: 2021. 106 Minuten. Regie: Radu Jude. Mit: Katia Pascariu, Claudia Ieremia, Nicodim Ungureanu und anderen. Produziert von Ada Ada Salomon, Ankica Juric Titic, Adrien Chef und Paul Thiltges

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Bâtiments publics

Appel à candidatures

Procédure : européenne négociée
Type de marché : Services

Réception des offres ou des demandes de participation :
Date limite : 9 avril 2021
Heure : 10.00 heures

Tél. +352 461919-1
Email : soumissions@bp.etat.lu

Intitulé attribué au marché :
Appel à candidatures général pour missions d'architectes et d'ingénieurs (3 missions distinctes)

Description succincte du marché :
Appel à candidatures général relatif aux services :
1) d'architectes 2) d'ingénieries génie civil et 3) d'ingénieries génie technique en vue de la conclusion de marchés négociés, basés sur des contrats-types de l'Etat, pour la réalisation, à court ou moyen terme, de différentes études sur des objets de type :

Nouvelle construction, agrandissement et extension, rénovation, transformation et assainissement énergétique de bâtiments dans le domaine administratif, scolaire ou sanitaire et social, et dont le coût de construction ne dépasse pas 28 000 000 euros HTVA.

L'objet et l'envergure des missions spécifiques seront définis au fur et à mesure des besoins de l'Administration des bâtiments publics.

Le dossier comprenant tous les renseignements et conditions nécessaires à la remise d'une candidature doit être télé-

chargé via le portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Ne sont considérés que les dossiers complets remis avant la date limite du 9 avril 2021.

Date d'envoi de l'avis au Journal Officiel de l'U.E. :
4 mars 2021

La version intégrale de l'avis n° 2100398 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Fournitures

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 13.04.2021
Heure : 10 heures

Lieu :
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le Portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Fourniture de mobilier sur mesure (lot 23) à exécuter dans l'intérêt du Lycée classique Diekirch – annexe Mersch.

Description succincte du marché :

- 1 ensemble mobilier secrétariat
- 235 ml de tablettes de fenêtr pour éléments modulaires avec

- 117 modules
 - éléments de banquette sur mesure
 - +/- 210 ml de tablettes de fenêtres de différentes surfaces
 - 64 bureaux dans les chambres
 - + 2 meubles bas
 - 33 mobiliers étagères dans les chambres
 - +/- 25 ml parois de séparation fixé au sol dans le restaurant
 - +/- 30 ml d'éléments banquettes
 - +/- 10,5 ml de table sur mesure
 - 1 ensemble escalier/habillage mural en chêne massif
- La durée des fournitures est de 85 jours ouvrables, à débiter 1^{er} août 2021.

Les travaux sont adjugés en bloc à prix unitaires.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).
La remise électronique est obligatoire.

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Réception des offres :
Les offres sont à remettre via le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
08/03/2021

La version intégrale de l'avis n° 2100450 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Ponts et Chaussées

Division des travaux neufs

Avis de marché

Procédure : ouverte
Type de marché : Travaux

Ouverture : 21 avril 2021 à 11.00 heures

Lieu d'ouverture :
Administration des Ponts et Chaussées, Division des Travaux Neufs
21 rue du Chemin de Fer
à L-8057 Bertrange
dans le bâtiment H1, 2^{ème} étage

Intitulé :
Pôle d'échange Cloche d'Or – Lot 6 : Parachèvement

Description :
Il s'agit d'un parking à étages comprenant 1 sous-sol, rez-de-chaussée et 4 étages ayant une capacité d'environ 2 000 places de parking pour voitures.
Nature des travaux :
– Travaux de plâtre
– Travaux d'isolation
– Travaux de chapes
– Travaux de carrelage mural et de sol
– Travaux de mobilier
– Travaux de peinture
– Travaux de signalétique
Délai d'exécution des travaux : 149 jours ouvrables
Début prévisible des travaux : printemps 2022

Conditions d'obtention du dossier de soumission :
Les documents de soumission sont à télécharger à partir du Portail des marchés publics (www.pmp.lu).

d'Lëtzebuurger Land

Fondé en 1954 par Carlo Hemmer, édité par Leo Kinsch de 1958 à 1983. Hebdomadaire politique, économique et culturel indépendant paraissant le vendredi. Publié par les Éditions d'Letzeburger Land s.à r.l., R.C. B 19029, N° TVA LU 12 12 40 22. La reproduction des articles et illustrations est interdite sans l'accord écrit de l'éditeur. **Gérant et mise-en-page** Pierre Greiveldinger (48 57 57-34; pgreiveldinger@land.lu), **Rédacteur en chef** Peter Feist (48 57 57-24; pfleist@land.lu), **Rédaction** France Clarinval (48 57 57-26; fclarinval@land.lu), Ines Kurschat (48 57 57-35; ikurschat@land.lu), Luc Laboulle (48 57 57-28; llaboulle@land.lu), Pierre Sorlut (48 57 57-20; psorlut@land.lu), Bernard Thomas (48 57 57-30; bthomas@land.lu), **Photos** Sven Becker (48 57 57-36; sbecker@land.lu), **Administration et publicité** Zoubida Belgacem (48 57 57-32; zbelgacem@land.lu) **Édition et rédaction** 59, rue Glesener L-1631 Luxembourg Courrier Boîte postale 2083, L-1020 Luxembourg **Téléphone** 48 57 57-1 **Fax** 49 63 09 **E-mail** land@land.lu **Internet** www.land.lu **Twitter** @Letzland **Facebook** d'Lëtzebuurger Land **Instagram** [letzzebuurger_land](https://www.instagram.com/letzzebuurger_land) **Impression offset** Imprimerie Saint-Paul **Prix par numéro** 4,50 € **Abonnement annuel** 160,00 € **Abonnement étudiant/e** 85,00 € **Comptes en banque** CCPLULL: IBAN LU59 1111 0000 5656 0000, BILLULL: IBAN LU29 0027 1003 6990 0000, BGLLULL: IBAN LU32 0030 0431 7039 0000, BCEELULL: IBAN LU30 0019 1000 2939 1000, CELLULL: IBAN LU71 0141 7162 5000 0000, BLUXLULL: IBAN LU59 0080 0484 9600 1003

www.land.lu

Du côté du Mékong

Lucien Kayser

Duras en ligne, les protagonistes de *L'Amant* dans le langage corporel énergique de Marco Goecke



Dans les flots du Mékong avec les danseurs dont le Luxembourgeois Louis Steinmetz

On reste dans le digital, passant de l'opéra au ballet, avec le chorégraphe Marco Goecke et le Staatsballett Hannover. Qui ont choisi pour la scène *L'Amant*, de Marguerite Duras, et la qualité du spectacle, première le 27 février dernier, nous ramène en premier à Jochen Ulrich et sa mise en danse d'*India Song*. C'est lointain, très lointain, c'était d'autant plus envoûtant, tel soir à la manufacture de bougies de Rodenkirchen où le Tanz-Forum Köln s'était exilé, qu'il y avait les images du film, Delphine Seyrig et Michael Lonsdale, qui habitaient la mémoire. Pour Marco Goecke, le danger était moindre, il y a bien un autre film, mais Annaud n'est pas Duras, et l'autrice en avait été déçue, regrettait vivement d'avoir vendu les droits. Elle avait pris sa revanche en récrivant le roman, malgré le prix Goncourt, pour un livre plus durassien, *L'Amant de la Chine du Nord*, beau re-travail et belle ré-imagination.

L'histoire est toujours la même, son personnel aussi. Et Marco Goecke ne change rien, à cet amour, ou simple relation sexuelle, de l'enfant, qui a 14 ans, et d'un jeune et riche Chinois, lui en a 28. Autres protagonistes, la mère, les deux frères, il en est aussi du côté chinois, et pour étoffer le ballet, les River Boys (dont notre compatriote Louis Steinmetz, passé du Conservatoire luxembourgeois à Cannes, puis à Lucerne avant Hanovre) et les River Girls. Avec un Mékong omniprésent, bien plus, on dirait le Pacifique avec les effets et les reflets de la musique de Debussy. Car en fait la charpente du ballet, c'est les choix musicaux.

Le miracle de la chorégraphie de Marco Goecke est de ne jamais quitter ni Duras, ni l'Indochine, sans verser dans l'anecdote

Von verschwiegenen Verbrechen

Tom Dockal

1962, Nowotscherkassk UdSSR. Während die Inflation Fleisch- und Milchproduktpreise ins Unermessliche treibt, versucht Ludmila, Hauptprotagonistin von *Dear Comrades!*, Genossen und Genossinnen von den langfristigen Vorteilen des Stalinismus zu überzeugen und gleichzeitig irgendwie auch was zu Beißen zu organisieren. Ludmila ist Teil des Systems und tonangebenden Apparatschiks. Manche Schw... Genoss/innen sind gleich, aber einige Genoss/innen sind gleicher. In einer frühen Schlüsselszene übergeht sie, ohne mit der Schulter zu zucken, und auf Einladung der Frau im Einkaufsladen eine Schlange wartender und hungriger Arbeiter/innen. Bitte sehr, hier noch ein Stück Speck und ein paar Schachteln Zigaretten. Gern geschehen. Auf die Frage, ob die Inflationskrise Konsequenzen für die Lebensmittelversorgung haben wird, entgegnet Ludmila fest entschlossen, dass in der Sowjetunion niemand verhungern kann. Bitteschön, gern geschehen.

So schwarz-weiß ist es jedoch nicht. Zu Hause angekommen, ist Großvater wieder einmal in seine Kriegsuniform geschlüpft und rotzt auf alles und jeden, was/wer nach dem Zar das Sagen hatte. Die Tochter sympathisiert mit den Arbeiter/innen, die vorhaben, mit einem Marsch gegen die Verhältnisse und für einen Lohnausgleich zu protestieren. Chruschtschow bekommt von diesem Aufmarsch Wind und ist He смешно (not amused!). Resultat: 26 Tote und fast 100 Schwerverletzte.

Regisseur Andrei Kotschalowski ist seit vielen Jahren Liebling der Filmpresse. Und die Rezeption seines neuen Films *Dear Comrades!* hat dies nach seiner Weltpremiere in Venedig letztes Jahr nur bestätigt. Kotschalowskis Verhältnis zur Mostra ist ein sehr altes. Das Lido besucht er 1962 das erste Mal mit Andrei Tarkowskis Debütfilm *Invans Kindheit*, an dessen Drehbuch er mitgearbeitet hatte. 1962 war das Jahr des Massakers in Nowotscherkassk. Schließt Andrei Kotschalowski nach ei-

ner Jahrzehnte andauernden Karriere ein persönliches Kapitel ab? *Dear Comrades!* – ein Titel, der ironisch gelesen werden darf – rechnet ab mit dem politisch-gesellschaftlichen Diktat

Dear Comrades! – ein Titel, der ironisch gelesen werden darf – rechnet ab mit dem politisch-gesellschaftlichen Diktat in Regisseur Andrei Kotschalowskis alter Heimat

in Kotschalowskis alter Heimat. Im aktuell sehr modischen Schwarz-Weiß, im 4:3-Format gedreht (seit Pawel Pawlikowskis letzten beiden Filmen scheinen monochromatische Bilder ein Muss, wenn es um verfilmtes Leben und Leid im Kommunismus geht), lässt Regisseur Kotschalowski jede Facette des korrupten Systems Revue passieren: wütende Arbeiter/innen und nervöse, mit der Situation überforderte Apparatschiks.

Die Rekonstruktion eines verschwiegenen Verbrechens in einer paranoiden und verarmten frühen Sowjetunion ist eine, die

Pour commencer, les bruits de la ville vietnamienne, des chants, moins lancinants que les appels de la mendiante d'*India Song*, mais très vite à Hanovre aussi la musique devient comme la métaphore de l'innommable : Debussy, Ravel, Unsuk Chin, une compositrice sud-coréenne, Chopin à la fin, pour l'adieu, la fille s'en allant en France. Après, il reste cet appel téléphonique, après de longues années, une voix venant de Chine pour dire un amour qui n'a jamais fini. Cinq chapitres si l'on veut, cinq parties pour adapter les mouvements et les gestes à cette histoire. Pour transcender la couleur locale et atteindre à l'universel.

Et le miracle, avec la chorégraphie de Marco Goecke, c'est justement que sans quitter jamais Duras ni l'Indochine, nous arrivions presque à oublier l'anecdote. Sa chorégraphie, en effet, est faite d'une masse d'énergie, tellement vivante, et les corps des danseuses et des danseurs paraissent sous charge électrique, la vie ou le désir vibrent en eux, se projettent dans les gestes des bras, les mouvements du corps entier. Ce que les uns et les autres ont des fois de fiévreux, voire d'abrupt, peut se mâtiner de tendresse, de sensualité. Il est une expression forte des groupements, une qualité prenante des duos, des solos. Une occupation vivace d'une scène quasi abstraite. Comme peut l'être la mer rejoignant le ciel à l'horizon.

On n'en remarque que mieux tels détails, un chapeau de paille abandonné à la lisière des vagues, bien sûr, la voiture qui passe dans le fond, celle du bac du récit. De même, le conteneur dans les derniers moments, avec son inscription joignant les deux villes de Saigon et de Paris. La chorégraphie de Marco Goecke, lui a été à Stuttgart de 2005 à 2018, chorégraphe de l'année en 2015, avant de rallier le Staatstheater Hannover, sur une durée de quelque 70 minutes, sait construire, porter une tension, faire s'allier vigueur et poésie, et au long du mois de mars, il est possible, gratuitement, de s'en faire une image, une idée. Et prendre plaisir à écouter, en direct le soir de la première, les interprétations du Niedersächsisches Staatssorchester. ●

das Publikum nicht aufgedeckt haben muss. Der Versuch, dies fast nebensächlich zu tun, spricht indes Bände. Kotschalowskis Regie lässt fast darauf deuten, als hätte in jener Zeit tagtäglich ein solcher Aufruhrversuch zerschmettert werden können. Dennoch bleiben die gefilmten Bilder trotz Ironie und Gräuel einen Hauch zu glänzend und poliert.

Was Andrei Kotschalowski jedoch am meisten interessiert ist die Reise seiner Protagonistin Ludmila. Die überzeugte Stalinistin vermisst nach dem Massaker ihre 18-jährige Tochter, die für tot erklärt wird, und macht sich auf die Suche nach ihr. Aus unerklärlichen Gründen hilft ihr dabei ein charismatischer KGB-Agent. Die im Plot fehlende Motivation könnte mensch durchaus als Fehler betrachten, sie unterstreicht jedoch den Aspekt der Vorsicht und potenziellen Paranoia, die die Ludmila-Figur zu durchleben hat. Was jedoch während des letzten Drittels dieser Suche nach der Tochter und mit der inneren/politischen Transformation von Ludmila passiert, grenzt an dramaturgischer Bequemlichkeit: Wenn eine Stunde lang die Härten des Regimes und seiner Handlanger durchdekliniert werden, können diese nicht aus narrativen Gründen plötzlich aufgeweicht werden.

An dieser Stelle soll kurz auf die Dau-Filmreihe hingewiesen werden, die bei der letztjährigen Berlinale für ordentliches Chaos gesorgt hat und die mensch im Netz schauen kann. An bitterböser, eiskalter Konsequenz im Hinblick auf ein porträtiertes Leben in der UdSSR ist Dau von unter anderem Ilja Chrschanowski nicht zu überbieten. *Dear Comrades!* verblasst im direkten Vergleich. Der neue Film von Andrei Kotschalowski lohnt sich trotzdem wegen seiner komplexen zentralen Figur, die mit Julia Vysotskaya als zunächst linientreues Parteimitglied Ludmila sehr stark besetzt ist und die den Film ab der ersten Sekunde dominiert und zusammenhält. ●

Récital cinq étoiles

Si le Covid-19 n'avait pas joué le trouble-fête, les récitals et concerts autour du piano auraient dû marquer, cette saison, le retour de quelques-uns des plus grands noms du clavier, comme Pollini, Sokolov, Trifonov, Schiff, Ax, Grimaud, Lugansky, Uchida ou Zimerman. L'un des rares événements à avoir échappé à la valse des annulations aura été le récital du génial pianiste national Jean Muller, devenu, à 40 ans, un grand du piano. Ce lundi, il renoua avec le public philharmonique, à la faveur d'un programme dédié exclusivement à Beethoven, dont le monde de la musique célébrait, l'année dernière, le 250^e anniversaire de sa naissance.

Beethoven par Jean Muller ou le piano solo dans toute sa splendeur

À l'affiche, un enivrant bouquet de pages majeures du Grand Moghul : la trinité couramment appelée des « trois dernières *Sonates* ». Discret à souhait, avec l'air de ne pas y toucher, regard timide et toujours aussi déroutant (comme perdu dans les étoiles), mains étonnamment fines, maintien toujours un peu emprunté du *Wunderkind* qu'il fut (à six ans, il reçoit ses premières leçons de piano, et, tout juste un an plus tard, il donna son premier concert public), il est aujourd'hui un musicien accompli, perfectionniste jamais satisfait, en quête de la pierre philosophale.

Traversant la scène à grandes enjambées rapides, il salue le public en se cassant en deux, s'assoit et attaque, sans plus attendre - et sans partition ! - l'énorme et intimidante *Sonate op. 109*. Et nous voilà, dès les premières notes, séduits par un jeu fait de puissance nerveuse et de variations de couleurs kaléidoscopiques. Technique transcendante, toucher varié, tenue rythmique, travail d'orfèvre sur les voix médianes : autant d'atouts dont peut se targuer l'immense pianiste de chez nous.

Muller enchaîne ensuite, sans solution de continuité, avec la *Sonate op. 110*, celle que Jörg Demus, un interprète averti des complexités et ambiguïtés de cette partition hors normes, qualifiait de « triomphe de l'Esprit », et laquelle, davantage encore que l'*op. 109*, s'avère emblématique du Beethoven « dernière manière ». Sous les doigts alertes et agiles de notre pianiste, elle enchante par son souffle épique, qui souligne l'exceptionnelle ampleur de sa structure et l'extraordinaire richesse des développements de son message musical.

Le récital de notre compatriote, dont il n'est pas exagéré d'affirmer qu'il est, aujourd'hui, au sommet de son art, s'achève par l'exécution de l'ultime *Sonate* du Maître de Bonn, l'*op. 111*, un chef-d'œuvre absolu, qui suffit, à lui seul, à remplir une salle, et dont Romain Rolland disait qu'il est « une des paroles les plus hautes qui soient sorties de la bouche de Beethoven ». Or, quand on sait que cette grande épopée pianistique s'adresse uniquement à des virtuoses du troisième type, capables de surmonter les pires difficultés, l'on ne peut qu'admirer la prestation de Jean Muller, fort qu'il est d'un goût prononcé pour les oppositions tranchées, surarmé qu'il est d'une technique d'acier qui lui permet d'en survoler les péripéties et chausse-trappes, fort qu'il est, enfin, d'un abattage sur scène qui ferait se lever un paralytique.

Puissance, autorité, le Luxembourgeois sait où il va. Et il faut s'accrocher pour le suivre, tant les traits fusent avec un panache éclatant, tant il déploie une palette de timbres d'une profusion éblouissante. Et c'est à un public qu'il a à genoux qu'il tire sa révérence. Quel grand moment de piano ! « Il y a des hommes océans », disait Victor Hugo à propos de Shakespeare. S'embarquer sur l'océan Beethoven, avec Jean Muller comme capitaine, c'est prendre le grand large pour une aventure musicale des plus grisantes. ● José Voss

Waiting for the Jab

Jeffrey Palms

Even though it feels like mere weeks, March of 2020 was actually an entire year ago. The prospect of a vaccine, back then, was fancifully distant: sure, people speculated about how long it would take to develop a cure, but most of our attention went towards wiping down groceries with disinfectant, holding our breath as we passed strangers on the street, and reciting grim news statistics on family Zoom calls.

Any dreams of herd immunity, in my case anyway, involved visions of a vaguely immediate return to the good old pre-corona life. However, while those dreams never died, as the months wore on a steady parade of “new normals” came into being. We learned how to safely see friends and visit the workplace. We weathered new waves of infections and changing lockdown rules with increasing grace. We even took one or two modest mini-holidays. Now the vaccines are finally here, and the fulfilment of the dream is (as always) much more mundane than first imagined: slowly, slowly, slowly, people are getting inoculated as the post-corona world arrives in imperceptible phases.

But let us contrast this picture with the past twelve months as they have elapsed in a country that has handled the pandemic with singularly dramatic



Some are waiting patiently for their turn, others are jumping the queue

ineptitude, but has also got its hands on a zillion vaccine doses and is now pumping them into its populace with breathtaking speed. I speak, of course, of my native United States. What exactly has gone on over there?

In their characteristic way, citizens of the USA have faced the pandemic with an all-or-nothing political and emotional intensity. In the early days, violent descriptions of the worst Covid-19 cases radicalized left-leaning Americans into a pugnaciously oppositional stance to anti-knowledge Trumpists who ostentatiously rejected mask-wearing rules and other vanilla health-and-safety measures. Each side in this “debate” codified its politics via personal actions: bare-faced naysayers piled into restaurants and threw parties while science-respecters doubled down on the rules, refusing to go inside grocery stores or socialize at all even when it was safe to do so.

In this, I see merely more evidence that the culture of the United States is deeply extremist. “Moderation”

isn't a cultural virtue: our national pride comes from how agential our individualization allows us to be and how fundamentally our capitalists can defeat problems. One fights global warming with newfangled inventions; obesity with liposuction; poverty with entrepreneurialism; bad schools with Silicon Valley technology. For many, the coronavirus game has been to keep raging against the anti-maskers until pharmaceutical heroics could ride in to save the day. (Not that I blame them – I would have been right there on the front lines.)

True, the whole world gleefully anticipated a vaccine, but it seems that Americans – on the whole – knew no other way to mitigate the situation than through hoping for a cure. That's the kind of extremism I mean, the one that goes straight for a fundamental undermining of the problem. If the Luxembourger is parachuting down to the ground, fighting off annoyances like passing swarms of flies, the American is freefalling like a sack of rocks and furiously relying on the jetpack to start up before impact.

To be clear, this “extremism” has nothing to do with strong and radical political goals, or with extreme ways of rethinking our relationship with nature. Nor does “moderation” have anything to do with American political moderates who yearn for problematic status quos. Rather, I mean an everyday cultural extremism, a way of thinking that deploys plain information towards political narratives and doesn't accept slow progress as progress.

And you can see it in the coronavirus endgame: a government famously unable to organize healthcare, public transport, or decent public education is currently stabbing and jabbing citizens with vaccines like crazy. The count is up to thirty million, reports the *New York Times* (March 8, 2021).

Maybe the broadest cultural difference I've felt is observable here: in Luxembourg, there is an underpinning attitude of moderation that takes the form of a sleepy scepticism, a joyfully sluggish annoyance about certain things. The vaccine has come here too; but instead of tearful odes to pharma conglomerates I hear, in flat but genuine tones: *endlech*. ●

Stil

L' E - S H O P

Mudam Store



Ceux qui voudront se faire plaisir dans les mois à venir, feront passage au Mudam, l'exposition de William Kentridge étant d'un incroyable enrichissement intellectuel et émotionnel. En retrouvant la caisse et donc la boutique du musée, on notera que la gamme d'objets, bijoux et gadgets a été sérieusement réduite et que les catalogues et autres livres ont maintenant la primeur. Ceci étant peut-être moins dû aux méfaits du covid qu'au fait que le musée s'est enrichi

d'un site de vente en ligne sur lequel le gadget ou la dernière trouvaille design se déploie plus généreusement que dans l'espace de la boutique. Il est à noter que *mudamstore.com* propose entre autres rubriques une case « last chance » sur laquelle bon nombre d'articles sont soldés, ainsi qu'un Lët'z' Corner qui met en valeur des créateurs luxembourgeois. C'est pourtant un objet parisien qui nous a frappé dans l'œil lors d'une récente visite. Il s'agit d'un vaporisateur de parfum argenté (existe aussi en doré) de la maison parisienne Amour-Flou, de la taille d'un briquet et donc pratique pour le voyage (photo : GD). On le trouve aussi au musée, sur *letzshop.lu* ou dans une boutique éphémère qui promeut le produit à Differdange, au 36 de la Cité Sidney Thomas. Les dates et lieux de prochains pop up stores seront publiés sur *instagram @atelierflou*. À chacun de trouver la fragrance qui fera son bonheur. GD

LA CRÉATRICE

Debbie Kirsch

On considérera son look comme étant visiblement post-baba. Debbie Kirsch assume son amour pour les matières indiennes et c'est là-bas qu'elle fait fabriquer ses créations pour Devī, sa marque de vêtements. La soie est traitée avec amour par des dames avec lesquelles la Luxembourgeoise est en rapport visuel à distance, et auxquelles elle assure un revenu mensuel multiplié pratiquement par dix par rapport à leur salaire précédent. Sa façon sociale et fair trade de travailler a fait parler d'elle, et ses multiples blouses,



robes ou foulards multicolores sont désormais en vente dans des boutiques new-yorkaises. En septembre 2019, même le *Vogue* britannique a consacré une rubrique aux vêtements chatoyants de Debbie (photo : capture d'écran). Il faut dire que la jeune Luxembourgeoise est particulièrement active et qu'elle sait comment et où présenter ses textiles. Elle a été représentée dans bon nombre de maisons lors d'événements pop up, et notamment à la librairie de Hans Fellner, au château de Septfontaines, au Mesa Verde (lors du happening « Sense the spirit »), à la place du théâtre, où Gérard Valerius vient d'ailleurs de la réinviter dans sa galerie d'art. Les vêtements fabriqués par les « Saheli women de Bhikamkor » au Rajasthan ont le vent en poupe, et comme leur programme humanitaire inclut l'éducation des jeunes filles dans leur région ainsi qu'un programme de santé, il est intéressant de parcourir

l'historique entier de Devī sur le site *devi-clothing.com*. GD

LA GOURMANDISE

Koa'ô

Le saviez-vous ? Quand on fabrique du chocolat, seules les fèves du fruit du cacaotier sont utilisées. C'est-à-dire un quart du fruit. L'entrepreneur suisse Anian Schreiber vient de mettre au point un processus innovant qui permet d'extraire le jus de la pulpe blanche qui entoure les fèves de cacao, jusqu'alors inexploitée, car une fois la cabosse de cacao ouverte, la fermentation commence après quelques heures, il faut donc être rapide. Il crée ainsi un nouveau produit qui assure un revenu supplémentaire aux producteurs avec lesquels il travaille au Ghana. Lancé en 2017,



le projet a permis d'établir des partenariats avec plus de 1 600 d'agriculteurs. Restait à travailler ce jus de fruit de cacao pour le valoriser et le commercialiser. C'est là que Jeff Oberweis, dont la passion et la connaissance du chocolat n'est plus à démontrer, intervient. Avec les pâtisseries de la maison, il a créé une nouvelle gamme de gourmandises, dont la plupart sont véganes. L'équilibre

entre la douceur et l'acidité du fruit, tout en apportant une délicate touche d'amertume, amène la création de sept pâtisseries sous le nom Koa'ô : macarons, viennoiserie, truffes, cake, entremet, sorbet et tarte glacée. On applaudit notamment les truffes au cœur coulant acidulé (photo : Oberweis). fc

